

Migration Bibliography: Democratic Republic of Congo (DRC)

Bibliographie des Migrations: Republique Democratique du Congo (RDC)

(OCPAL), O. d. c. p. l. p. e. A. d. G. L. (2002). Le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi dans une guerre ouverte d'agression contre la République démocratique du Congo. Le point sur trois années d'occupation et sur les crimes contre l'humanité au Kivu, Nairobi.

Dans la partie introductive, le livre retrace l'histoire de la migration des peuples Rwandais, Ougandais et Burundais sur le sol congolais depuis 1937 jusqu'à la décennie 1990-2000 en complicité des grandes puissances américaine et européenne. Ce travail est le fruit des enquêtes menées par l'observatoire dans le kivu. C'est-à-dire que le document n'a ni le style, ni la présentation d'une publication classique. Ce document a deux parties ci-après :

1. La chronologie des événements : dans cette première partie, l'observatoire fournit l'information du jour au jour depuis août 1998 jusqu'en septembre 2001, sur les événements saillants dans un style anecdotique suivi parfois d'un commentaire.
2. Le Kivu victime d'un complot : dans cette seconde partie, l'observatoire donne un aperçu général sur la RDC comme mouvement politique, ses acteurs, ses actes et ses relations avec les alliés qui sont les agresseurs contre la R.D.Congo, qui veulent occuper définitivement le Congo.

En conclusion, pendant la période de cette occupation, les congolais souffraient d'injustice internationale. La solidarité socio-politique des tutsi unissait des tutsi rwandais aux immigrés et implantés tutsi qui se disent banyamulenge. Les uns aux autres se trouvaient dans l'armée et l'administration de la fraction politique armée dénommée le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).

Aldous, J. (1962). "Urbanization, the Extended Family, and Kinship Ties in West Africa " *Social Forces* 41(1): 6-12.

Des études urbaines récentes faites en Europe occidentale et aux Etats-Unis ont démontré l'importance continue de liens de parenté, contrairement à l'hypothèse selon laquelle ces liens tendent à disparaître en ville. Pour tester cette hypothèse dans le contexte de différents types de sociétés, une analyse est faite sur la base des recherches conduites dans les villes de l'Afrique de l'Ouest comme Brazzaville au Congo, Dakar au Sénégal, Lagos au Nigeria et Léopoldville et Stanleyville au Congo. Il s'avère que des liens de parenté continuent à exister. La famille élargie sert de cadre d'accueil aussi bien que de lieu répondant aux besoins économiques, religieux, légaux et récréatifs des membres vivant dans des milieux urbains.

Alexis, F. M. G. (1896). Soldats et missionnaires au Congo de 1891-1894. Bruxelles, Société de Saint-Augustin, Desclée de Brouwer & Cie.

Dans ce livre, l'auteur se préoccupe de la présence massive des militaires et missionnaires belges au Congo. Il pense que les événements accomplis en Afrique de 1891 à 1894 étaient trop nombreux et nécessitaient une publication spéciale en un volume, l'histoire de ces quatre années. C'est dans cet objectif qu'il envisage quatre points de vue différents qui constituent les quatre parties de l'ouvrage. La première partie traite de l'action politique et militaire. la guerre de l'Etat contre les arabes envahisseurs et les révoltés est présentée. La deuxième partie aborde l'action humanitaire en insistant sur la lutte pour la destruction de la traite négrière. La troisième partie analyse l'action utilitaire de la politique coloniale belge au Congo. Les récits de voyages d'exploration géographique sont ainsi présentés. La quatrième partie analyse l'action civilisatrice telle qu'elle a été initiée par les missionnaires. La présence des militaires et des missionnaires Belges au Congo s'explique dans ce contexte de la mise en valeur de la colonie.

Amby, H. (1994). "Testomonies from Zaire." *Focus on Gender* 2(1): 26-29.

Depuis l'automne 1992, les tracasseries dont les ressortissants Kasaiens vivant au Katanga dans le sud du pays ont été l'objet ont conduit à des déplacements massifs de populations. Plus de 150.000 personnes ont fui cette province se rendant au nord vers le Kasai Occidental et Oriental en utilisant tous les moyens de transport à la portée de la main. En Octobre 1992, un Comité de coordination des Refoulés (CCR) a été institué par les églises locales, les organisations non gouvernementales et des représentants des autorités locales à Kananga. Le CCR organise des facilités de transit dans des endroits où les refoulés venant par train sont enregistrés et encadrés de manière qu'ils sont soit logés localement soit orientés vers leurs villages d'origine. Beaucoup de déplacés qui arrivent sont dans une situation de santé déplorable et psychologiquement abattus. Ils sont pris en charge avec beaucoup de difficultés et grands sacrifices par leurs familles étendues et les églises locales. Dans la plupart de cas, l'aide pertinente qu'ils ont reçue provient à travers le CCR. L'Oxfam a un bureau de représentation à Kananga et assiste le CCR. Le personnel de l'Oxfam enquête auprès des femmes de manière à avoir les récits d'expérience de leur départ du Shaba (Katanga). Des extraits de leurs récits apparaissent dans cet article.

Anacleto, O. (1996). "The Regional Response to the Rwandan Emergency." *Journal of Refugee Studies* 9(3): 303-311.

Les voisins du Rwanda, notamment l'Ouganda, la Tanzanie et le Zaïre, ont hébergé des citoyens Rwandais et Burundais à la fois comme des migrants économiques et des réfugiés. Cette analyse détaille les contributions formelles et informelles de pays hôtes pour soutenir les besoins de réfugiés ainsi que les mesures de soutien durable dans l'avenir pour ces catégories des populations. La polarisation sociale au Rwanda qui a conduit à la crise actuelle des années 90 est analysée de même que des divisions

actuelles existant aussi bien au Rwanda que parmi les réfugiés en exil sont analysées. Il est reconnu que la communauté internationale, dans ses efforts de recherche de solutions, prend conscience de manière insuffisante des complexités sociales de la région et a sous-évalué la réponse des pays hôtes.

Anonyme (2005). Sud-Kivu: le retour irréversible des réfugiés congolais. La Clef. Goma. n°67, 10e année.

La date du 21 août a été décisive pour la plupart des populations congolaises vivant à l'étranger, notamment dans des pays limitrophes de l'Est. Ces populations devaient rentrer au pays pour remplir leurs devoirs civiques et patriotiques, lors de dernières élections. Ce retour concerne les congolais des camps des réfugiés du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie. Il s'agit des compatriotes congolais du territoire de Fizi et du territoire d'Uvira contenant des communautés Bembe, Banyamulenge, Bavira et Bafuliiru. D'après les opérations d'enregistrement du HCR, les réfugiés congolais se trouvant dans les camps en Tanzanie avoisineraient 150.000 personnes. Au Rwanda, l'on parlait de 4.000 personnes mais selon le l'ancien vice-président chargé de la commission défense et sécurité, ils seraient au nombre de 42.000 personnes.

Anonyme (2007). Bon voisinage, les congolais bienvenus au Burundi. Syfia Grands Lacs. Kinshasa, Agence InterCongo media. 16.

Résumé : Les mois de février et mars 2007 ont été émaillés par des tensions intercommunautaires dans le Kivu. Cette situation a provoqué un déplacement massif des populations congolaises du Sud-Kivu vers le Burundi. Cette population a profité de l'ouverture du Burundi aux étrangers et alors de nombreux jeunes congolais du Kivu y entrent chaque jour. Ils se présentent comme demandeurs d'asile mais sont surtout attirés par les possibilités de s'adonner à des activités de toutes sortes à Bujumbura et par les rations alimentaires distribuées dans des camps des réfugiés. Dans des camps, des pratiques frauduleuses sont en effet nombreuses : il y a des congolais qui quittent leurs camps des réfugiés pour se faire inscrire à nouveau sous des faux noms. Ils veulent ainsi avoir accès à une double ou triple ration de nourriture. D'autres veulent profiter des ouvertures de la nouvelle constitution burundaise consacrant la double nationalité pour prétendre à la nationalité burundaise.

Anonyme (2008) Angola: la Monuc préoccupée par la situation critique des expulsés d'Angola. Volume, DOI:

Ce papier présente la situation des refoulés congolais d'Angola tels qu'ils sont enregistrés à Tembo, un village situé à 900 km au sud de Bandundu ville. Il y a plus ou moins 22.230 expulsés congolais et leur nombre ne cesse d'augmenter, selon les informations données lors de la conférence de presse hebdomadaire du 11 juin 2008 de la Monuc à Kinshasa. Certains organismes humanitaires de l'ONU comme le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la santé viennent en aide à ces gens dont le terme utilisé est celui de « délogés ». Parmi ces délogés, il y a aussi

bien des hommes, des femmes que des enfants qui affluent dans un environnement où il n'y a pas d'infrastructures d'accueil.

Anonyme (2008). Congo-Kinshasa: gestion des réfugiés en RDC. –Allouer un budget conséquent à la Commission nationale des Réfugiés. Le Potentiel. Kinshasa.

Ce papier explique le sens de la loi n° 021 du 16 octobre 2002 portant statut des réfugiés en RDC. Cette loi consacre l'institution d'un service public autonome auprès du ministère de l'Intérieur, décentralisation et sécurité, à savoir la Commission nationale pour les réfugiés. Le rôle et la mission de cette commission sont analysés. Ainsi, cette agence ne s'occupe pas seulement des réfugiés en RDC, mais aussi de rapatriés congolais venus volontairement. Hélas, le constat malheureux qui s'en dégage est que cet organe ne dispose pas de moyens de la part du gouvernement. Seul le Haut commissariat des Nations Unies aux réfugiés donne des fonds à la CNR. Un plaidoyer est fait pour plus d'engagement financier de la part du gouvernement congolais.

anonyme, A. (sans date) Société : immigration clandestine au Congo-Kinshasa. –Une nouvelle filière : les couvents et les paroisses. Volume, DOI:

Ce papier présente le malaise né des déconvenues rencontrées par certaines personnes, voire des familles entières trompées par des religieux dans la capitale de la RDC. Ce malaise conduit le cardinal Etsou à faire une homélie où il met en garde prêtres et paroissiens pour ne pas tomber dans les pièges. Avec les sportifs et les musiciens, les religieux au Congo font partie des groupes suspectés de favoriser les candidats congolais à l'immigration en Europe et aux Etats-Unis, moyennant paiement de l'argent. Dans ces filières, il y a plusieurs abus et mésaventures. Lorsqu'on parle des églises, il ne s'agit pas seulement de l'Eglise catholique, mais aussi des responsables des églises de réveil. Sans rappeler tous les récits rocambolesques sur ces réseaux, on cite qu'en 2000, par exemple, une centaine des jeunes congolais se sont évaporés lors d'un pèlerinage des mamans catholiques à Rome.

Baba Kake, I. (1976). La population de l'Afrique tropicale. New York, The Population Council.

Il s'agit d'une présentation de différentes communications présentées à la première Conférence africaine de la population dont les assises ont eu lieu du 3 au 7 Janvier 1976 à l'Université d'Ibadan (Nigeria). Il est fait mention de discussions sur le concept de mouvement qui a évolué vers celui de migration. L'Afrique a connu d'intenses mouvements spontanés et non spontanés. La colonisation a joué un rôle dans les mouvements de populations. La recherche de l'espace aussi bien pour les peuples agriculteurs que pour les peuples éleveurs explique les mouvements de populations en Afrique, un phénomène qui est bien ancien dans ce continent.

Babacar, N. and J.-P. Pabanel (2007). Définition d'un profil migratoire pour la région Afrique centrale, Union européenne.

L'objectif principal de l'étude est d'évaluer les questions relatives aux migrations transfrontalières de populations du point de vue du territoire de l'Afrique Centrale (zone CEMAC, STP et RDC), d'en identifier les facteurs explicatifs, les stratégies de réponse internes et de les prendre en compte pour établir le profil migratoire de la région, qui devra être intégré au document stratégique régional (DSR). Le profil migratoire régional doit fournir aux décideurs de la région Afrique Centrale et de la Commission européenne des informations claires sur les enjeux économiques et sociaux des migrations et sur les politiques, les stratégies et les programmes définis et mis en œuvre par la région ou avec le soutien de la CE ou des autres partenaires. En effet, les migrations de populations ont des implications qui peuvent affecter de façon significative la réalisation des politiques publiques ainsi que les activités de coopération de la CE ou des autres donateurs au niveau régional. Le profil migratoire régional analysera les profils migratoires nationaux des pays de la région Afrique centrale et donnera des indications utiles pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de développement régional prenant en compte les questions liées aux migrations. Enfin, les informations fournies par la présente étude devront permettre à la stratégie de coopération de la CE au niveau régional (DSR) de prendre en compte les questions liées aux migrations dans le choix des domaines, objectifs et approches de coopération.

Babikire, B. (1985). Kamanyola entre les Bungweshe, les Rwandais, les Bafiliru et son intégration au Bushi. Bukavu, Département d'Histoire, Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu.

Résumé : Cette recherche démontre les transformations qui ont affecté la cité de Kamanyola dont l'espace a fait l'objet d'une forte immigration des peuples provenant des environs, notamment le Sud Kivu, le Rwanda, le Burundi et d'Uvira. C'est par la guerre que cette cité sera occupée avec la prédominance des Bashi.

Bagalwa Mapatano, J. (2007). Crise de l'Etat et migration. La diaspora congolaise-zairoise en Suisse 1980-2005. Genève, Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED): 366.

Les réseaux diasporiques congolais-zairois en Suisse sont au coeur de cette étude. En s'engageant dans cette recherche, l'auteur a voulu produire une connaissance sur l'immigration congolaise en Suisse. Ainsi, il a posé son hypothèse selon laquelle la présence des Congolais en Suisse s'expliquait par deux processus historiques en apparence contradictoires mais intimement liés. En effet, le processus d'ouverture au monde du jeune Etat congolais-zairois depuis son indépendance en 1960. Et d'autre part la crise politico-économique qui poussera peu à peu les gens à émigrer surtout après les années 1980. L'émigration était ainsi posée comme stratégie de survie parmi d'autres. Stratégie qui se

révélera plus tard d'un bénéfice certain pour le pays d'origine de ces émigrés. Après avoir fait une synthèse socio-historique de la politique migratoire suisse (migration de travail, asile politique) depuis un siècle politique dont l'évolution était soumise aux jeux de ses intérêts nationaux et internationaux, il étudie d'abord les processus migratoires des congolais-Zaïrois en Suisse dès 1980 à 2005 en cherchant à comprendre la situation du pays de départ des migrants et la réalité du pays d'accueil, les profils types des migrants et les réseaux migratoires qui les prenaient en charge, les attitudes suisses devant ces flux migratoires malgré tout dérisoires. Ensuite, il confronte les projets migratoires des Congolais à leurs vécus en Suisse en faisant l'état des lieux chiffrés de la présence congolaise-zaïroise au cours de deux décennies de tentatives d'immigration. Cela a abouti au constat que malgré tout la micro diaspora congolaise-zaïroise était plutôt stabilisée statutairement car à côté de 2500 à 3000 personnes qui attendaient dans les méandres de l'asile politique en 2003 par exemple, on retrouvait autant de leurs compatriotes qui avaient ou un permis B réfugié ou un permis C. Une micro diaspora concentrée en suisse romande en partie pour raison une raison linguistique. Mais la recherche d'incorporation des Congolais en Suisse avait ses effets pervers et ses limites. Enfin, il a analysé les deux formes de relations (et leurs contraintes multiples) qu'avaient entretenues les Congolais de Suisse vers le Congo. Ces formes sont l'action politique contre la dictature au Congo, les relations économiques qui concernaient des transferts des biens commerciâbles, d'une part, et les transferts de fonds, d'autre part, c'est-à-dire comment situer la contribution des Congolais de Suisse au développement de leur pays d'origine.

Bakajika, B. (1997). Epuration ethnique en Afrique. Les Kasaiens au Katanga (1961-1992). Paris, Editions L'Harmattan.

Ce livre relate le récit de l'épuration ethnique des originaires des provinces du Kasai vivant au Katanga. Portant sur la sociologie de passion, ce livre répond à la question de savoir pourquoi et comment les Kasaiens ont été victimes des épurations successives dans cette région de la République du Zaïre. Les Kasaiens se sont installés au Katanga à l'époque coloniale et dans ce cadre, ont bénéficié des avantages du système social instauré par une société minière d'Etat, la Générale des Carrières et des Mines. Dans un contexte de l'instrumentalisation de l'ethnicité forgée par le régime dictatorial du président Mobutu, le Kasaien a été perçu comme ayant trop réussi socialement au Katanga, et par ce fait comme un peuple dominant les originaires Katangais. La xénophobie anti-Kasaienne a été portée à son comble par des leaders politiques Katangais. Cette xénophobie a conduit au retour des Kasaiens refoulés du Katanga. L'auteur présente des recettes pour contsruire un Etat-nation.

Banyanga, M. (1995). Le problème d'intégration des réfugiés rwandais dans l'île d'Idjwi (1959 à nos jours). Bukavu, Département d'Histoire, Institut supérieur pédagogique.

Les réfugiés rwandais arrivés à Idjwi depuis 1959 connaissent des problèmes d'intégration liés à l'espace, la culture et la citoyenneté. Il en résulte des conflits avec des populations autochtones qui se considèrent spoliées de leurs terres par les étrangers. De leur côté, ces populations qualifiées de réfugiées se refusent une identité étrangère en considérant les espaces occupés comme leurs terres

traditionnelles. La détention des cartes d'identité par ces « réfugiés » et leur participation aux événements politiques comme les élections, crée une crise de citoyenneté dans cette contrée.

Barandagiye, T. (1983). Le réfugié au Burundi et l'aide lui consacrée. Bujumbura, Ecole de journalisme, Ministère de l'Information-Bujumbura: 35 pages.

Ce travail fait l'état de lieu de différents organismes qui s'occupent des réfugiés au Burundi ainsi que de l'aide matérielle accordée à ces derniers. Les quelques organismes analysés sont les suivants : le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés, le Catholic Relief Service, Caritas Burundi et l'Alliance des églises protestantes. L'auteur reconnaît qu'elle a rencontré des difficultés notamment le silence car, dit-elle, les responsables ne sont pas spontanés à parler de l'utilisation de l'aide leur accordée et sur la manière dont ils la gèrent par rapport aux réfugiés. Quelques données statistiques sont fournies pour l'année 1981. En cette année-là, le Burundi recevait un total de 234.590 réfugiés dont 50.750 étaient des réfugiés zaïrois (congolais à l'époque du régime du président Mobutu). La plupart de ces réfugiés proviennent du Sud Kivu qu'ils ont fui à la suite de la rébellion de 1964 et celle de Jean Schramme de 1967.

Bazenguissa-Ganga, R. (2005). Democratic Republic of Congo (Congo-DRC) and Republic of Congo (Congo) Country Study. A part of the report on Informal Remittance Systems in Africa, Caribbean and Pacific (ACP) countries. Oxford, Department of International Development/UK & European Community's Poverty Reduction Effectiveness Programme: 22.

In case of estimates drawn from members of the diaspora, no study is able to ascertain the volume of money sent annually because strict accounts are not kept. This general overview demonstrates that it is almost impossible to find precise analyses of informal remittance systems, such as those examined here. In most cases, researchers only refer to these systems in order to modify their estimates and show that actual transfers are larger in volume. In this paper, the author will attempt to identify the value of funds passing through the informal system. The research will be limited to a circumscribed area, that of the two Congos. The work has been regularly supplemented by bibliographic research and socio-economic studies involving observation and interviews conducted with 27 Congolese people living in the Ile-de-France region.

Beyens, A. (1962). Histoire du statut des villes. Bruxelles, Académie royale des sciences d'Outre-Mer.

Dès la fin de la guerre : l'ordre colonial a besoin des réformes sur deux plans : celui de la participation des congolais évolués à la prise de décisions politiques et celui du statut à conférer à ces mêmes évolués. Lorsque la problématique des villes se pose en 1947, il existait déjà une organisation administrative pour les entités urbaines. Pour saisir la portée des débats et la prise de position à l'évolution du statut des villes, l'auteur s'est référé à l'histoire. Il conclut que ce besoin de réforme de

l'administration urbaine est issu de revendications européennes et se pose la question de savoir pourquoi cette impulsion n'est pas intervenue plutôt ?

Bigega, D. (2007). A Goma, ouvriers Rwandais et Congolais travaillent ensemble. Syfia Grands Lacs. Kinshasa, Agence InterCongo media. 22.

L'auteur veut montrer comment la frontière entre la ville de Goma et celle de Gisenyi au Rwanda est très animée chaque jour, lorsque les ouvriers en provenance du Rwanda traversent cette frontière pour chercher du travail à Goma en RDC où les relations avec leurs homologues congolais d'abord tendues se sont améliorées. Au début, cette mobilité de la population rwandaise à la recherche de l'emploi à Goma suscitait des tensions. A ces jours, avec la fin de la guerre, tout a changé, les yeux de certains rwandais (ouvriers) sont braqués vers la RDC devenue un nouveau chantier.

Bindungwa, M. (2008). Le chemin tortueux de la réussite des Congolais en Europe. Avenir. Kinshasa.

Après avoir annoncé, dans son numéro précédent une nouvelle de conscientisation des jeunes sur les risques de l'immigration clandestine en Europe, après le bilan des campagnes similaires qui ont précédé (l'opération vanda na Mboka), l'avenir met chacun devant sa conscience et le laisse choisir en décrivant, en tout équilibre et objectivité dans cet exposé, les obstacles qui jonchent le chemin de l'intégration de congolais en Europe, avant d'attendre le stade de la réussite dans la vie. En gros, il est présenté les documents qu'il faut avoir de manière à s'établir légalement dans n'importe quel pays européen.

Bindungwa, M. (2008). L'opération Vanda na Mboka: causes de l'échec. L'avenir. Kinshasa. n°87,

Résumé

L'immigration clandestine est devenue aujourd'hui un phénomène mondial qui a réussi à attirer l'attention de plusieurs instances sociales, notamment les gouvernements nationaux et les organisations philanthropiques (croisRoue internationale, HCR, etc). Les médias qui sont toujours à l'afflux de l'information, en ont fait un sujet d'actualité. Le mobile de l'intérêt est le contraste entre l'ampleur des risques encourus par les candidats à cet exil périlleux et leur nombre sans cesse croissant.

Conscient du poids du danger sur la jeunesse, la Revue, l'avenir, dans sa mission de former les jeunes, ne peut guère rester insensible au problème. Elle entend attirer l'attention de la jeunesse congolaise. Mais ne s'étant pas pionnière en la matière, elle veut préalablement établir l'état de lieu des sensibilisation vers l'opération « Vanda na Mboka » dans cette réflexion présente les origines les procédées et la réception avant de proposer une nouvelle orientation à cette campagne géniale.

Dans cette opération, il s'agissait d'accorder la parole aux congolais déjà expulsés (sans papiers) et donc indésirables dans les territoires européens (considérés comme paradis terrestre), mais encore internés dans ces centres fermés en attendant qu'ils acceptent de se faire rapatriés volontairement au Congo. On a pensé que le témoignage des misères vécues et des maltraitances subies dans ces milieux ou pendant tout leur séjour européen suffisait pour dissuader les compatriotes qui seraient tentés de faire comme eux. La stratégie semblait efficace, au vu du caractère poignant des témoignages.

Cependant et c'est curieux, les résultats ont été juste le contraire pour plusieurs raisons dont principalement, le qui proque qui s'est installée entre les congolais de Kinshasa et ceux de l'Occident au sujet de cette question de l'immigration.

En définitive, l'auteur montre que la population de l'Est du Kivu s'est considérablement développée depuis un demi-siècle. Si elle était déjà vers 1900 plus dense que celle du Maniema, sa densité a plus que doublé entre 1950 et 1970 compte tenu d'une légère immigration, il aurait même suffi d'un accroissement annuel de 1,6% pour qu'elle ait déjà doublé de 1920. Pour et déterminer, il a établi dans le cas des mouvements de populations vers Bukavu, certaines caractéristiques de l'émigration rurale.

Il est apparu qu'elle se développait simultanément avec le courant migratoire de plus longue distance. Comme conclusion, la ville avait une signification non seulement locale, mais nationale et que l'émigrant rural s'y trouvait confronté à des problèmes radicalement neufs, et si le développement du Kivu doit dès lors être envisagé dans le cadre d'une action nationale, la prise de conscience politique entraînée par le regroupement de population dans le milieu urbain apparaît aux yeux de l'auteur comme un facteur de progrès et comme une espérance.

L'immigration clandestine est devenue aujourd'hui un phénomène mondial qui a réussi à attirer l'attention de plusieurs instances, notamment les gouvernements nationaux et les organisations philanthropiques (Croix Rouge, le HCR, etc.) Les médias en ont fait un sujet d'actualité. Le mobile de l'intérêt est le contraste entre l'ampleur des risques encourus par les candidats à cet exil périlleux et leur nombre sans cesse croissant. Conscient du poids du danger sur la jeunesse, le Journal L'Avenir, dans sa mission de former les jeunes, ne peut guère rester insensible au problème. Il entend attirer l'attention de la jeunesse congolaise sur cette question. Mais n'étant pas pionnier en la matière, le Journal veut préalablement établir l'état de lieu de la sensibilisation sur l'opération « Vanda na Mboka ». Dans cette opération, il s'agissait d'accorder la parole aux congolais déjà expulsés (sans papiers) et donc indésirables dans les territoires européens (considérés comme paradis terrestre), mais encore internés dans ces centres fermés en attendant qu'ils acceptent de se faire rapatrier volontairement au Congo. On a pensé que le témoignage des misères vécues et des maltraitances subies dans ces milieux ou pendant tout leur séjour européen suffisait pour dissuader les compatriotes qui seraient tentés de faire comme eux. La stratégie semblait efficace, au vu du caractère poignant des témoignages.

Bouhdiba, S. (2006). Le syndrome rwandais en Afrique Centrale. Colloque international: Migrations et recompositions territoriales en Afrique Centrale. Brazzaville: 106-110.

Cette étude traite du rôle joué par le HCR en Afrique Centrale durant les terribles crises qui ont secoué la région des Grands-lacs dans les années 1959-1963 puis à nouveau tout le long des années 1990. L'auteur se pose alors les questions suivantes : Quelle a été l'ampleur de la migration forcée en Afrique Centrale ? Sont-ils retournés dans leurs foyers, une fois les conflits terminés ? Quelle a été le rôle joué par le HCR dans ces mouvements migratoires ? A quoi peut-on s'attendre dans les années à venir ? Comment est né ce concept de « Syndrome du Rwanda » ? Après un rappel des mouvements humains forcés qui ont eu lieu durant ces années de conflits en Afrique Centrale, l'auteur présente le rôle joué par le HCR pour endiguer la crise et aider les réfugiés. Enfin, la dernière partie se fait en termes de perspectives et tente de voir si ces migrations forcées ont véritablement pris fin avec l'arrêt officiel des conflits, ou si d'autres flux de mouvements humains se profilent déjà à l'horizon.

Bouillon, A. (1997). "Les migrations africaines vers l'Afrique du Sud de l'apartheid à Mandela: la pompe aspirante toujours discriminatoire." *Politique africaine* 56-62.

L'auteur met l'accent sur l'attraction qu'exerce le pays de Mandela sur les « autres Afrique ». Pour beaucoup d'africains, l'Afrique du Sud est le nouveau "Eldorado". Parmi les autres Afriques, les originaires migrants de l'Afrique centrale et notamment les Zaïrois (originaires de la RDC) sont les plus nombreux, suivis de ceux de l'Afrique orientale et enfin de l'Afrique du Nord. C'était vers 1985 que les Zaïrois et les Ougandais ont ouvert la voie à la migration vers l'Afrique du Sud en occupant les emplois d'ingénieurs, de médecins et professeurs dans les bantoustans indépendants. A cette première vague des migrants vont se succéder d'autres vagues de tous ceux qui voulaient partir de leurs pays à cause de la pauvreté ou de la guerre. Enfin en 1993 apparaît une nouvelle conjoncture caractérisée par une certaine stabilité qui profite aux migrants suite à la régularisation de la procédure de l'octroi de l'asile tandis que la lutte contre la criminalité devient la préoccupation de l'Etat sudafricain.

Britain, V. (2002). "Calvary of the Women of Eastern Democratic Republic of Congo (DRC)." *Review of African Political Economy* 29(93/94): 595-601.

Dans la partie Est de la RDC, le statut traditionnellement bas de la femme, la longue série des guerres accompagnées de la prolifération des groupes armés, les mauvaises conditions économiques, la faillite de l'Etat, la brutalité extrême contre les femmes, tout étant devenu la norme, ont placé la femme dans une situation de crise aigue qui, dans un état d'anxiété, le retour au Rwanda, son pays natal dans les jours qui viennent avec un groupe de plus ou moins 20 femmes et une douzaine d'enfants et des bébés. S'abritant contre le soleil dans des tentes, elles étaient assises sur des banquettes avec des bébés placés entre leurs jambes. Les femmes désiraient nous parler parce qu'on leur a dit que nous revenions du Rwanda et que peut-être nous leur parlerons sur l'évolution de la situation au Rwanda et si elles

allaient être bien traitées ou au contraire, elles seraient l'objet, ce dont elles avaient peur, de haine et d'ostracisme en raison de leur séjour de quelques années passées en RDC.

Résumé en Anglais:

In the eastern DRC, the traditionally low status of women, the long series of wars with the proliferation of armed groups, dramatically worsening economic conditions, collapse of the state, extremes of brutality against women which have become a norm, have brought women to a situation of acute crisis which threatens the very texture of society for the future. Chantal's story is a microcosm of women's experience in this part of DRC. Chantal (not her real name), was in a UNHCR transit centre in Goma, in the east of the DRC. She was waiting, in a state of high anxiety, to return to her native Rwanda later in the day with a group of another twenty women and dozens of tiny children and babies. Shaded from the heat under a big tent they sat in orderly lines on wooden benches while the babies crawled between their feet. The women wanted to talk to us because they had been told we had just come from Rwanda and perhaps we could tell them how things were there and whether they would be cared for, or, as they feared, despised and ostracised for their years in DRC..

Bustin, E. (1963). *The Congo. Five African States. Responses to Diversity*. G. M. Carter. Ithaca & New York, Cornell University Press: 9-80.

Ce chapitre saisit les transformations que connaît le Congo Kinshasa dans le contexte colonial et le nouveau contexte après l'accession de ce pays à l'indépendance. En rapport avec ce nouveau contexte, un accent est mis sur les transformations sociales, notamment l'urbanisation accélérée dont font montre des villes dans ce pays. Pour l'auteur, la ville au Congo Kinshasa est le miroir de la transformation des milieux par l'œuvre coloniale. L'urbanisation est le reflet de la mobilité due à l'exode rural qui s'accélère rapidement. Des statistiques sur la croissance urbaine sont présentées pour des grandes villes comme Léopoldville, Elisabethville, Stanleyville, Matadi et Luluabourg.

Bwatshia, K. (2007). *L'illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre*. Paris, Editions L'Harmattan.

L'auteur parle des migrations à caractère politique en République Démocratique du Congo. Il y dégage trois vagues des migrations sur le chemin de l'exil. la première vague des migrations ayant conduit à l'exil a lieu quelques mois après l'accession du pays à l'indépendance. Cette vague est fondée sur les arrestations et l'élimination des leaders pro-Lumubistes par Mobutu. Les politiciens congolais ainsi persécutés migrent vers le Congo, le Soudan, la Russie, la Chine, l'Egypte, la Tchécoslovaquie. La deuxième vague des migrations politiques se déroule dans la suite de l'éviction de Moïse Tshombé et la fuite de ses partisans du Congo. Cette deuxième vague est ponctuée par la tragédie de la pendaison publique de conjurés de la Pentecôte en Juin 1966. Lors de cette pendaison, Kimba, Lubaya, Bamba et Mahamba sont tués publiquement. Leurs amis et fidèles prennent le chemin de l'exil. La troisième vague se déclenche lorsque le régime du président Mobutu prend le versant de la terreur après 1967. L'échec

de la zaïrianisation ouvre la porte à la crise et beaucoup de Congolais s'exilent vers l'Europe occidentale, notamment la France et la Belgique.

Centre, I. D. M. (2007). Democratic Republic of the Congo: Worsening humanitarian crisis as internal displacement escalates in the east. A profile of the internal displacement situation: 203.

Malgré le succès des élections organisées au cours du second semestre 2006 et l'amélioration globale du niveau de stabilité, plus d'un million de personnes demeuraient déplacées dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) en mars 2007. Les opérations menées par les forces armées pour désarmer les milices ainsi que des violations des droits de l'homme commises tant par ces forces que par les milices ont continué à provoquer des déplacements fréquents dans les provinces de l'Est. Selon le HCR, il existe un besoin urgent de mettre en place une stratégie nationale qui mette en lumière les droits des déplacés et des réfugiés qui rentrent et qui facilite leur réintégration. Depuis le milieu des années 1990, des millions de Congolais ont fui leurs foyers pour échapper aux combats entre les groupes rebelles et le gouvernement national dans un conflit complexe impliquant également les Etats voisins. On estime à près de quatre millions le nombre de victimes du conflit, lequel a entraîné des violations massives des droits de l'homme, notamment des meurtres de civils, des violences sexuelles répétées à l'encontre des femmes déplacées et autres, le recrutement d'enfants, le pillage et l'incendie des biens des déplacés. Les déplacements ont connu leur point culminant en 2003, environ 3.4 millions de personnes ayant été contraintes de fuir leurs foyers, principalement dans l'Est.

Clancy, D., O. Bueno, et al. (2008). The Great Lakes Pact and the rights of displaced people: A guide for Civil society. I. D. M. Centre. London.

The Great Lakes region has one of the largest displaced populations in the the whole world with about two million refugees and ten million IDPs. Most of these displacements are due to violent conflict. To address these issues, the eleven member states have ratified the 2006 Pact on Security, Stability and Development in the Great Lakes Region (the Great Lakes Pact), a comprehensive package of new laws, programmes of action and mechanisms. The Pact lays down a framework for the economic and social transformation of the Great Lakes. This guide simplifies and translates the Pact from policy into practice by focusing on the three protocols in the social and humanitarian pillar which are the most relevant

for protecting the rights of displaced people. Topics covered include: 1°) Background to the International Conference on the Great Lakes Region, 2°) The Great Lakes Pact and the Rights of IDPs and Refugees; 3°) Implementing the New Norms : The Programmes of Action and Related; 4°) Institution Building : The Regional Follow-Up Mechanism; 5°) Resources and the Special Fund for Reconstruction and Development; 6°) The Way Forward - Challenges, Opportunities and Ideas for Action.

Collectif (1952). Evolution politique du Congo Belge: compte rendu des journées interuniversitaires d'études coloniales. Bruxelles, Etudes coloniales.

Ce livre de 96 pages réunit les textes de trois rapports déposés respectivement par MM. A. MARZORATI (Bruxelles), G.MALENGREAU (Louvain) et G.VAN DER KERKEN (Gand). Les débats que ces rapports ont suscités ont fait l'objet d'un compte rendu analytique suffisamment détaillé à l'occasion des journées qui ont réuni une soixantaine d'experts autour du thème « L'évolution politique au Congo ». Les impératifs de la politique économique au Congo belge se résument comme suit : faire produire, faire consommer, faire transporter ce qui a été produit et ce qui doit être consommé, non seulement dans l'intérêt des européens, mais aussi dans celui des congolais. Selon le rapport sur l'Administration du Congo Belge pendant l'année 1950, la population africaine est estimée à environ 1200.000. Environ 950.000 individus vivaient dans leur milieu traditionnel et 257926 (des travailleurs, leurs femmes et leurs enfants) vivaient en dehors de leur milieu traditionnel c'est-à-dire dans des centres extra coutumiers, des cités africaines, des camps de travailleurs. Il est démontré qu'en vue d'obtenir et de conserver une bonne et durable collaboration des africains, il est indispensable, non seulement d'avoir une bonne politique indigène et une bonne administration des autochtones mais aussi de limiter, à un taux réel, les recrutements dans les milieux traditionnels, des travailleurs africains pour les entreprises européennes.

La première commission de la main d'œuvre constituée par des coloniaux expérimentés signalait dans son rapport que des recrutements pour l'extérieur, sous forme de salariat ne pouvait dépasser 10% du nombre des hommes adultes et valides, sous peine de compromettre la vie et le développement des groupements traditionnels africains. Parmi plusieurs recommandations de la commission, le gouvernement colonial belge devait aussi contrôler les exodes des africains vers les centres européens. Les commissions de la main d'œuvre qui furent créées ultérieurement constatèrent d'une part que les recommandations du rapport de la commission de 1925 n'avaient pas été suivies et, d'autre part, que les maux et les dangers signalés s'aggravaient. En conclusion, sur 2.817.607 hommes adultes et valides au Congo Belge en 1950, les 962.000 travailleurs autochtones représentaient 34,14% des hommes adultes et valides. En 1935 les travailleurs africains ne représentaient que 14,36% et en 1940 que 19,21% des hommes adultes et valides. Aussi en 1950, des arrêtés ont dû intervenir pour restreindre le recrutement des certains territoires. Au 31 décembre 1951, les salariés étaient plus d'un million.

Collectif (1996). Dynamiques démographiques et mobilité des populations en Afrique de l'Est / Demographic dynamics and population mobility in East Africa. Sans lieu Centre Français sur la population et le développement.

Ce rapport étudie les raisons et la configuration des mouvements de populations tels que ces mouvements se profilent dans les pays de l'Afrique de l'Est comme le Burundi, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre dans sa partie de l'Est. Ce rapport est le compte-rendu d'une table ronde co-sponsorisée par le Centre Français sur la Population et le Développement (CFPED). Le texte est en

Français et en Anglais avec un intitulé parallèle: Demographic dynamics and population mobility in East Africa.

Collectif (2003). L'identité rwandaise en République Démocratique du Congo. Rapport C. d. r. d. R.-C. d. I. Géopolitique. Paris, France, Commission de recours des réfugiés: 15 pages.

Depuis la prise du pouvoir politique par Laurent-Désiré KABILA, le problème d'identification des « Rwandais en RDC » s'était posé avec acuité. Cette situation s'était amplifiée avec la chasse aux Tutsis intervenue en août 1998. Ce texte explore les termes de cette question complexe en présentant les implications auxquelles cette question a conduit, notamment en RDC. Il pose la question de l'identification des Rwandais en RDC et décrit la violence enregistrée dans l'Est de la RDC.

Cornevin, R. (1966). Histoire du Congo/Léopoldville-Kinshasa. Des origines préhistoriques à la République Démocratique du Congo. Paris, Editions Berger-Levrault.

L'auteur évoque en IX chapitres le cadre géographique et historique de ce territoire en rappelant la préhistoire, le peuplement, les explorations européennes, la création de l'Etat Indépendant du Congo, le Congo belge, la marche vers l'indépendance et le Congo indépendant. Cette histoire du Congo des origines à nos jours répond à un besoin congolais, car dit-on l'étude du passé permet d'expliquer les événements contemporains. C'est par des conversations avec les représentants de la société noire ou blanche de Léopold et des lectures à l'occasion de faire le cours de son séjour au Congo, l'auteur est persuadé de la nécessité de démystifier l'opération des Nations Unies au Congo et de montrer au public non averti l'évolution réelle de la situation depuis 1958. En conclusion, ce livre aura à accomplir sa tâche s'il fait prendre aux congolais conscience de la valeur et de l'intérêt de leur histoire.

Council, N. R. (2003). Atelier de formation sur les Principes Directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays. Masisi, Global IDP Project, République démocratique du Congo: 16.

L'importance de diffuser les droits relatifs aux déplacés internes en République Démocratique du Congo pour contribuer à leur protection a été relevée par de nombreux acteurs humanitaires, particulièrement par différentes agences des Nations Unies en 2002 et en 2003. En conséquence, l'unité d'OCHA sur le déplacement interne et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés ont débuté conjointement en avril 2003 un programme de diffusion des droits des déplacés internes en RDC. C'est dans ce cadre qu'il a été organisé cet atelier dans le territoire de Masisi à l'intention des autorités locales, du personnel des ONGs locales et internationales ainsi qu'à celle des représentants des déplacés afin de promouvoir et diffuser les principes directeurs sur le déplacement interne, encourager un dialogue entre les autorités, les organisations internationales et les ONGs locales sur les besoins d'assistance et de protection des déplacés internes dans le territoire de Masisi, obtenir un soutien public et politique

pour les droits des déplacés, contribuer à une meilleure protection des déplacés internes en renforçant la capacité locale pour traiter cette question.

Cuts, M. (1999). Les réfugiés dans le monde: 50 ans d'action humanitaire. Autrement. Paris, Haut Commissariat des Nations aux réfugiés.

L'auteur met l'accent sur les migrants internes en termes de « déplacés internes » à travers le monde. La moitié de ce nombre se retrouve en Afrique. Cette situation que l'on trouve en Afrique est la conséquence des conflits brutaux et des rébellions. Il enchaîne en se posant la question de savoir s'il convient de ranger ces migrants internes ou les déplacés internes dans une catégorie particulière celle « personnes vulnérables ». La migration interne n'affecte pas seulement des individus et des familles, mais des communautés et des sociétés entières. Les territoires abandonnés tout comme les terres d'accueil peuvent subir des dégâts énormes. Les Nord et Sud Kivu et Goma sont les provinces de l'Est de la RDC Congo où les réfugiés trouvent un abri. La guerre civile ayant entraîné la chute du président Mobutu, les tensions non résolues dans la région des grands lacs et alentours, ont entraîné plus d'un million de déplacés internes en 1999. Et à la même époque, la RD Congo avait 0,8% de déplacés internes dans le monde et 285 000 déplacés externes provenant des pays voisins.

DE Boeck, F. and M.-F. Plissart (2005). Kinshasa: Récits de la ville invisible. Bruxelles La Renaissance du livre.

Dans un point spécifique: 'diaspora et reflet de la modernité' (pp.45-48), les auteurs reconnaissent que privés du droit de voyager pendant la période coloniale, les congolais, après l'indépendance, ont vite fait de plonger dans les vagues d'une émigration de plus en plus intensive. Cette mobilité s'est encore accrue, accentuée par le déclin économique progressif qui commença à se manifester dans la 2^e moitié des années 70 pour atteindre d'incroyables dimensions vers la fin du long et désastreux règne de Mobutu. La faillite de l'Etat Zaïrois et les conditions de vie de plus en plus dures, à Kinshasa comme dans tout le pays, provoquèrent un exode énorme. A dater de cette période, la ville s'est aussi transformée en une vaste machine d'évacuation. Elle commença à développer une 'industrie' semi-formelle comprenant la production de la vente et l'achat de ces biens rares appelés visas, passeport, 'prise en charge' et autres documents tampons nécessaires pour franchir l'horizon confiné de survie à l'état pur qu'est devenu Kinshasa. Au Congo, tout comme ailleurs en Afrique, le miroir de l'Occident ouvre le domaine du merveilleux. L'imaginaire social collectif est, à propos de l'occident (appelé Putu ou Mputu, Miguel, Mikili ou Zwenebele), riche d'images de contes de fées qui évoquent le pays des merveilles de la modernité et son style de vie très luxueux, presque paradisiaque. En tant que topos de l'imaginaire congolais, l'Occident, où l'on peut jouir pour rien des bénéfices de sources des richesses ininterrompues, résume toutes les qualités de la 'grande vie'. Et le style de vie d'une riche élite urbaine, tout comme celui des expatriés, confirme la réalité de cette vision de l'occident. Celle-ci a été aussi renforcée par une émission hebdomadaire de télévision, "Mputu ville", qui mythifie à qui mieux mieux la vie de la diaspora congolaise en Europe. De plus, au lieu de déconstruire

ce mythe pour leur milieu d'origine, ceux qui subissent eux-mêmes les rudes conditions de vie de la diaspora se donnent d'habitude beaucoup de mal pour masquer ce sinistre portrait et pour, au contraire, confirmer l'exactitude de celui qui s'est imposé dans l'imaginaire collectif. Reconnaître ce fait est interprété comme un signe d'échec de la part du 'Mikiliste' qui a suivi la piste de la diaspora. Plutôt que de révéler que leur vie à l'étranger est loin d'être si facile, des congolais préfèrent donc souvent envoyer à la maison des photos d'eux-mêmes posant à côté d'une belle Mercedes. Simplement, ils négligent de mentionner que la Mercedes en question appartient en fait au voisin.

De Bruyn, T. and J. Wets (2006). Remittances in the Great Lakes Region. Migration Research Series. Geneva, International Organisation for Migration.

Depuis quelques années, les transferts de fonds des migrants ont attiré l'attention de décideurs politiques. Alors qu'au début l'attention se portait sur le volume et les voies par lesquelles s'effectuaient les transferts, méthodes de transferts, par la suite l'intérêt s'est focalisé sur l'utilisation des transferts en tant qu'outils du développement pour les communautés et les pays d'origine. Ainsi, alors que certaines régions sont l'objet de beaucoup de recherches sur le sujet et ont des structures institutionnelles qui soutiennent les programmes orientés vers les transferts de fonds (exemple, le Mexique, les Philippines, le Sénégal et la Maroc), d'autres ne le sont pas. La région des Grands Lacs (en particulier la RDC, le Burundi et le Rwanda) appartient au dernier groupe. Par ailleurs, un nombre des facteurs comme des infrastructures gouvernementales et financières sous-développées, l'environnement politique instable, le manque de recherche disponible et des données fiables empêchent la mise en œuvre des politiques en rapport avec les transferts des fonds.

De Schrijver, D. (1996). Les réfugiés dans les Grands Lacs en 1996. Paris: 26 pages.

La mort du président Habyarimana le 06 avril 1994 entraîna le génocide au Rwanda. La prise du pouvoir par le FPR poussa une vague de réfugiés au-delà des frontières les plus proches de l'Est (vers la Tanzanie), du Sud (à l'intérieur du Burundi) et à l'Ouest (dans le Nord et le Sud-Kivu en RDC). Les pays hôtes acceptèrent sans problèmes ces flux des réfugiés en constituant des camps de réfugiés sans prendre des mesures sécuritaires suffisantes pour leur meilleure gestion. Ces erreurs ont conduit à la détérioration ultérieure de la situation dans ces pays d'accueil. La détérioration de la situation est née du fait de la manipulation des réfugiés à des desseins politiques de déstabilisation des pays d'origine dans un contexte où le génocide était utilisé comme un fond de commerce politique sur le plan international. Afin d'aboutir à des solutions durables et viables pour tout le monde, chacune des parties devra être associée et ses intérêts pris en considération. En définitive, la crise des réfugiés en RDC et en Tanzanie n'a pas connu de dénouement heureux à cause de plusieurs difficultés rencontrées par la communauté internationale.

Deng, F. M. (2001). "Ethnic Marginalization as Statelessness: Lessons from the Great Lakes Region of Africa." *Citizenship Today*: 183-208.

Des modèles de citoyenneté basés sur l'ethnicité ascriptive peuvent conduire à des divisions, au conflit et à la marginalisation. Le cas de la migration de Hutu et de Tutsi à l'Est du Congo illustre bien cette situation. Des conflits ont commencé avec la distribution des terres par les autorités locales pendant la période coloniale et ont continué quand des immigrants se sont affrontés aux groupes indigènes lors des guerres locales en Ouganda, au Rwanda et au Zaïre en raison des flux des réfugiés et des militaires. La législation congolaise relative à la citoyenneté a été changée vers le milieu du 20e siècle pour marginaliser et même persécuter les Rwandais, et les Banyamulenge (Tutsi) en particulier. Ce cas démontre qu'en raison des frontières artificielles érigées par les puissances coloniales et la situation économique de crise en Afrique, les problèmes et les perspectives de l'Afrique sont en interconnexion. Un cadre de référence pour l'approche régionale à la citoyenneté, la sécurité et le développement économique est souligné reconnaissant la multiplicité des identités et des ethnicités au sein des Etats africains.

Résumé en Anglais:

Ascriptive citizenship models based on ethnicity can lead to division, conflict, & marginalization; the case of Hutu & Tutsi migration to the eastern Congo illustrates this situation. Conflicts began with land distribution by Native Authorities during the colonial period & continued when immigrants clashed with indigenous groups during local wars in Uganda, Rwanda, & Zaire due to refugee & military flows. Congolese laws relating to citizenship were altered in the mid- to late-20th century to marginalize & even persecute Rwandans, the Banyamulenge (Tutsi) in particular. This case shows that because of the artificial borders created by the colonial powers & Africa's depressed economic state, Africa's problems & prospects are regionally interconnected. A framework for a regional approach to citizenship, security, & economic development is outlined, recognizing the multiplicity of identities & ethnicities within Africa's states.

Denis, J., s.j. (1955). "Ngombe a Tumba: village Holo du Haut kwango." *Bulletin de la société Belge d'études géographiques* XXIX(1).

Cet article commence par une introduction suivie de quatre points ci-après : le cadre physique, les habitants, les ressources et la vie économique et enfin l'habitat et la vie sociale.

L'enquête s'intéresse au deuxième point relatif aux habitants. Tout au long de ce point, l'auteur fait remarquer deux choses; la première, c'est que la population de cette localité n'est pas homogène bien qu'elle soit connue comme Holo. En plus des Holo, il y a des Suku qui cohabitent avec eux pacifiquement dans une même agglomération. L'explication de cette cohabitation de deux groupes ethniques différents réside dans les vicissitudes historiques de ces populations du Haut-Kwango. Malgré tout ce qui pouvait les séparer, ces deux peuples ont même conclu des alliances matrimoniales pour s'épauler mutuellement. Le deuxième constat que fait l'auteur est lié au nombre réduit des hommes par rapport

aux femmes. Cette situation est dite à l'émigration vers les centres urbains et industriels. Pour plus de précision, l'auteur a regroupé en quatre catégories ces mouvements externes de la population, dont la première comprend les gens qui se sont récemment installés au village. Sur cette catégorie, l'auteur fait savoir que l'accroissement du village par immigration est minime, car il est loin de composer la perte causée par le départ définitif d'autres habitants. La deuxième catégorie comprend les drames de la vie villageoise conduisant à cet exode, notamment les conflits matrimoniaux, palabres de chasse, organisation des cultures, etc. La troisième catégorie comprend ceux qui ont quitté le village pour aller travailler en ville comme salariés. La quatrième catégorie enfin concerne ceux qui sont absent du village soit qu'ils reviendront plus tard, soit que leur retour paraît peu probable. En conclusion, la population masculine a été fortement touchée par l'émigration à destination des centres urbains ou des centres où il y a des exploitations européennes à la recherche de la main-d'oeuvre.

Derriks, G. (1956). "Le personnel européen." Union Minière du Haut Katanga. Evolution des techniques et des activités sociales.

Ici l'auteur nous montre comment était difficile la mise en œuvre de la société minière du Haut – Katanga. L'accès pénible du Katanga rendait d'autant plus difficile le recrutement du personnel européen. Les premiers dirigeants de la société ont fait appel au concours du personnel de la Tanganika concession Ltd qui se trouvait sur place, pour la mise en valeur de leurs mines. Ainsi avec l'autorisation de la T.C.L., les agents de celle-ci constituent la première équipe des agents européens de la société, dont les uns continuèrent à la société le contrat et conclurent un nouvel contrat de deux à trois ans à l'union minière. Jusqu'à 1912, la direction technique resta confiée à la T.C.L. Il conclut qu'en 1914 la société avait employé au minimum 50% de belges parmi son personnel d'Afrique.

Deward, G. (1960). Histoire du Congo: évolution du pays et de ses habitants. Liège et Paris, Editions H. Dessain.

C'est un livre à caractère scolaire qui a pour but de montrer aux élèves congolais la progression de la civilisation dans leur pays. Sur 170 pages, les textes sont regroupés en sept parties ci-après : le peuplement du territoire congolais, le territoire congolais avant Léopold II ; la création de l'Etat congolais ; les civilisateurs ; les grandes étapes congolaises ; les synthèses et l'histoire régionale. Chaque partie est composée des leçons qui se terminent par un résumé en quelques phrases, qui précise ce que l'élève devra retenir. Trois leçons résument l'installation des principales populations sur le sol congolais, notamment les pygmées, les premiers occupants ; les semi-bantous venus du nord et les bantous peuple majoritaire du Congo venu du nord et occupe toute l'Afrique centrale. Le peuple bantou était évolué, savait travailler les métaux et avait une organisation politique et sociale avancée. Les pygmées et les semi-bantous furent absorbés ou refoulés vers la forêt équatoriale. Une autre leçon décrit le mode de vie des bantous. Deux leçons retracent l'histoire du royaume Kongo et de quelques autres Etats bantous. Sept leçons retracent les principaux faits historiques de chaque province en montrant son

évolution économique et sociale. Pour atteindre son but, l'auteur propose une série de questions à la fin de chaque partie ou leçon, qui obligera l'élève à relire les pages précédentes.

Diabonda, M. (1973). Etude d'une zone de squatting. Cité de Kasungani à Lubumbashi. Lubumbashi, Université nationale du Zaïre. Campus de Lubumbashi.-Faculté des Sciences, Département des sciences géographiques.: 40.

La ville de Lubumbashi a connu depuis sa création plusieurs vagues de migrations à la suite de besoins en main d'oeuvre. J. Denis é déjà mentionné l'avis d'attraction du centre de Lubumbashi et mis l'accent sur l'importance du drainage de cette main d'oeuvre vers les centres industriels et l'abandon des milieux coutumiers. La ville de Lubumbashi devient une aire d'attraction plus vaste puisqu'elle attire les populations venant de toutes les régions du Zaïre et des pays étrangers comme la Zambie, la Rhodésie, l'Angola et la Tanzanie. Il importe de noter que jusqu'en 1956, le nombre d'immigrants l'emportait sur les émigrants. A partir de cette année-là jusqu'en 1963, le rapport a été renversé suite aux restrictions mises par les autorités coloniales à l'immigration durant les années 1958 et 1959 pour cause de la diminution de l'emploi d'une part et suite aux troubles politiques et guerres tribales qui ont suivi l'indépendance d'autre part. C'est après 1964 lorsque la région du Shaba retrouve le calme qu'un nombre des migrants regagne Lubumbashi. Les problèmes de surpeuplement urbain et de logement commencent à se poser. Kasungami reçoit des migrants qui viennent en occupant les terrains et construisent des maisons de manière anarchique et désordonnée.

Dietschy, P. (2006). "Football Players' Migrations: A Political Stake." *Historical Social Research/Historische Sozialforschung* 31(n°1): 31-41.

Se reposant sur les archives de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) de Zurich, ce texte analyse la migration des footballeurs en tant qu'enjeu politique de l'entre-deux guerres jusqu'à la période postcoloniale. Quatre exemples sont choisis pour étudier cette approche souvent négligée de la mobilité de l'élite sportive professionnelle. Le premier cas montre comment la migration de footballeurs cadre avec la politique générale de la « race » et du prestige national dans l'Italie fasciste. Le deuxième et le troisième exemples considèrent les joueurs de football comme des figures de sports représentant les réfugiés politiques et d'autres personnes en exil; il est considéré le cas de l'équipe Basque pendant la période de la guerre civile espagnole et le cas des réfugiés Hongrois dans la première moitié des années 50. Le dernier exemple, du Zaïre de Mobutu, démontre que la question de la migration des sportifs peut également servir comme un révélateur des relations Nord-Sud des années 60.

Résumé en Anglais:

Based on sources from FIFA archives, Zurich, the article analyses footballers' migration as a political stake from the interwar period to the post-colonisation times. Four examples are selected to study this sometimes-neglected angle of the professional sport elite moves. The first one illustrates how the migration of football players fit in with the general policy of "race" & of national prestige in Fascist Italy. The second & the third example consider football players as sports figures representing political refugees & other persons in exile; it deals with the case of the Basque team during the Spanish civil war & the case of Hungarian refugees in the first half of the fifties. The last example, of Mobutu's Zaire, demonstrates that the question of sports migration could also serve as a revelation of North-South relations during the sixties.

Dioko Olungu, A. (1983). L'exode rural et son incidence sur la situation du travailleur: cas de Kinshasa. TFC. Kinshasa, Institut Supérieur d'Etudes syndicales (IDES),: 70 pages.

Plusieurs raisons sont à la base de l'émigration des populations jeunes (actives) rurales vers les centres urbains, entre autres la ville de Kinshasa : rechercher du travail, exercer le commerce et gagner ainsi facilement l'argent, s'acheter une pièce d'études et se faire engager. Pour les émigrés une fois arrivés à Kinshasa, les choses tournent mal. Ils sont désorientés, vite dégoûtés par cette ville où ils ne trouvent ni suffisamment à manger, ni où convenablement passer nuit, ni même l'argent qu'ils comptaient trouver. En raison de l'hospitalité africaine obligeante, les travailleurs salariés de Kinshasa en sont victimes. De l'autre côté à la campagne, tout devient morne, les villages meurent car privés de leur sève nutritive qu'est la population jeune. Plus de vivacité au village, plus d'activité, plus rien ne se cultive comme avant. En ville, quelques émigrés parviennent à améliorer leur standing de vie. Nombreux, par contre, versent dans le banditisme, la délinquance : une réelle menace pour les paisibles citoyens urbains. Pour remédier à tout cela il faudra améliorer les conditions d'existence dans les milieux ruraux : bonnes infrastructures routières et sanitaires, des maisons de repos, de loisir, des bonnes écoles, etc.

Division, U. N. D. o. E. a. S. A. P. (2006). World Population Policies 2005. New York, United Nations Organization.

Ce rapport annuel de l'ONU présente des données statistiques sur la situation de la population par pays. En RDC, la situation est présentée à partir de 1976 avec un écart de dix ans jusqu'en 2005. Des indicateurs démontrent les disparités dans la croissance entre les milieux urbains et les milieux ruraux en RDC. Pour 2005, le taux de croissance urbaine est de 4.4% tandis que celui de la croissance rurale est de 2.2%. En 2005, le stock de la population migrante à partir de la RDC a été de 539 mille représentant à peu près 0.9% de l'ensemble de la population.

Djamba, Y. K. and S. Ngondo (2004). "Implications of male migration on female status in the Democratic Republic of Congo." *Journal of Social Development in Africa* 19(2): 7-24.

Depuis les trois dernières décennies, la République Démocratique du Congo (RDC) a enregistré une croissance économique négative. Pendant la même période, la population a augmenté un taux annuel de 3%. Cette combinaison de croissance économique négative et de croissance démographique a entraîné beaucoup de problèmes sociaux et économiques. Pour résoudre ces problèmes, des familles ont développé diverses stratégies de survie, parmi lesquelles on peut citer la migration des hommes vers des pays limitrophes à la recherche du travail temporaire. En utilisant des données quantitatives et qualitatives à la suite d'une étude sur les femmes mariées effectuée en 1998, cet article démontre que la migration des hommes augmente le statut de la femme. Ainsi, des épouses font état souvent de conflits avec la belle-famille ; elles sont surchargées par des responsabilités familiales ; elles ont des difficultés pour élever des enfants et craignent de voir leurs maris devenir malades par l'infection du VIH/sida d'autres femmes ou se marier au lieu de destination.

Dryvers, H. (1940). "Organisation des villes." Anonyme.

Dans cet article, l'auteur nous parle de la naissance et de la fonction de la ville au Congo belge. Cette innovation permettait aux habitants des grandes agglomérations de participer à l'administration de ces localités. Il a également exposé les lignes générales de l'institution urbaine. Il conclut que les prérogatives reconnues au comité urbain, avaient permis aux anciennes villes congolaises de se développer en peu d'années.

Du Bois, P. (1893). *L'éducation des jeunes congolais en Belgique. Origine, fondation, marche et progrès de cette oeuvre.* Liège, Editions H. De Sain.

Dans ce livre, l'auteur se pose la question de savoir si l'Afrique méritait l'émancipation. Sa réponse était sans doute oui, malgré toutes ces conditions climatiques, environnementales, etc. Le continent noir est digne d'un secours. Cependant, l'auteur appuie le dévouement de Monsieur l'Abbé VAN IMPE, de fonder l'œuvre de l'éducation des jeunes congolais en Belgique. Cette œuvre permettrait aux jeunes congolais d'être formés à la vertu, à la science et à la civilisation. Les négociations d'obtentions des jeunes congolais, l'arrivée des premiers jeunes congolais en Belgique et les actions sociales font l'objet de dix chapitres de cet ouvrage. En conclusion les portes de la Belgique s'ouvrent devant les jeunes congolais et le christianisme était le seul moyen puissant d'opérer une véritable régénération.

Dzaka Kikouta, T. and al. (2005). "Capital social et entrepreneuriat des immigrants en Afrique Centrale : cas des angolais opérant en RDC." *Revue Congolaise de Gestion*(9-10): 45-66.

A partir de la littérature disponible sur l'entrepreneuriat immigré ou ethnique et d'une enquête auprès de 30 entrepreneurs de la communauté angolaise des Bazombo opérant à Kinshasa et dans la province du Bas Congo en République Démocratique du Congo (RDC), ce papier vise à établir qu'à l'instar d'autres groupes ethniques au dynamisme entrepreneurial reconnu dans les PVD (les indiens, les Chinois, les Libanais, les Mourides, les Yorouba, les Bamiléké, les Bakongo, les Nandé, etc.), l'entrepreneuriat des immigrants angolais, pour faire face aux risques inhérents au monde des affaires, insère ses activités dans les réseaux sociaux. Il en résulte que la formation à la culture d'entreprise, et partant le processus d'émergence des entrepreneurs dans cette communauté angolaise, à l'instar d'autres communautés à l'esprit d'entreprise reconnu, procède du capital social du réseau ethnique des immigrants qui génère la confiance et qui est considéré comme une entité de transmission culturelle efficace et peu coûteuse de l'esprit d'entreprise. On montre d'abord en quoi la communauté des entrepreneurs immigrés angolais se rapprocherait d'une « entité minoritaire intermédiaire durable », on élucide ensuite les facteurs de succès de l'entrepreneuriat immigré des angolais en RDC en liaison avec le concept de capital social et enfin on dégager des pistes de recherche pour le futur.

Elungi, A. (2006). Flux migratoires liés au travail en Collectivité-Chefferie de Kabare et la ville de Bukavu. Bukavu, Université Officielle de Bukavu.

La Collectivité-Chefferie de Kabare étant proche de la ville de Bukavu, des mouvements quotidiens de la population vers cette dernière s'observent pour des raisons économiques (surtout) et sociales. Un nombre important des personnes quittent chaque jour cette collectivité pour venir travailler à Bukavu soit dans l'administration publique, le commerce informel, le travail domestique, etc. Ces personnes retournent le soir au village. Les jeunes préfèrent exercer de petits métiers à Bukavu (domestiques, vendeurs ambulants, porteurs de bagages sur la tête, cordonniers, etc.). Les plus âgés viennent faire aussi des travaux divers dans l'administration publique, les entreprises privées ou chez des individus (domestiques, gardiens, huissier, agents de bureau, etc.). Les activités agricoles sont ainsi abandonnées dans le milieu rural, et laissées aux vieilles personnes.

Faux, J.-M. (1993). Réfugiés et nouvelles migrations. Une interpellation pour la conscience chrétienne. Bruxelles, Collection Institut d'études techniques.

Cet ouvrage de 250 pages est subdivisé en deux parties dont la première est : Etre réfugié, une description. Et la seconde est : le défi, le droit et le devoir. Une réflexion. Chaque partie est constituée des chapitres et sous-chapitres ou les points. Selon l'esprit de l'enquête, nous sommes intéressés par le troisième point du premier chapitre de sa première partie. Ce point s'intitule : du Zaïre, Pays qui étouffe sa jeunesse. Sur ce point, l'auteur fait savoir qu'au Zaïre à l'époque, actuelle RD Congo, ce sont les jeunes, capables de prendre des initiatives et des responsabilités, qui sont visés par les forces de l'ordre. Pour s'échapper, ces jeunes se résolvent à quitter le pays et selon l'auteur, c'est la Belgique qui leur donne la possibilité d'exil. L'auteur s'interroge sur leurs conditions de vie dans le pays d'accueil : Il conclut que tous se sont déclarés demandeurs d'asile, mais aucun n'avait la moindre idée, ni de la suite

qui serait donnée à leur demande, ni des multiples problèmes auxquels ils allaient faire face, en donnant quelques exemples pratiques.

Fidani, G. V. (1993). Les Zaïrois à l'assaut de Johannesburg. *Jeune Afrique*. Paris, Maison Jeune Afrique. 33: 52-54.

il s'agit d'une analyse présentant la migration des intellectuels Zaïrois quittant leur pays vers l'Afrique du Sud. Cette fuite de cerveaux est liée à la détérioration des conditions de vie socio-économique du Zaïre dans un contexte politique éphémère de dictature. Cette analyse s'intéresse à la conquête de Johannesburg par les Zaïrois dans les années 90.

Freund, P. J. and K. Kalumba (1986). "Spontaneously Settled Refugees in Northwestern Province, Zambia." *International Migration Review* 20(2): 299-312.

Résumé : Ce papier provient d'un sondage socio-économique et du recensement effectué auprès des réfugiés de nationalité Zaïroise et Angolaise établis spontanément dans la province du Nord-Ouest de la Zambie. Il s'avère que les difficultés des réfugiés sont dues au déficit d'une politique nationale cohérente dans chaque pays et à des attitudes négatives envers les réfugiés autant qu'à la détérioration continue des conditions économiques de la Zambie.

Gould, W. T. S. (1974). "Refugees in Tropical Africa." *International Migration Review* 8(3): 413-430.

Il y a plusieurs milliers de réfugiés en Afrique bien que les données démographiques ne soient pas assez précises et qu'il y ait des difficultés pour avoir des rapports précis. Le Zaïre a plus de réfugiés que n'importe quel autre pays y compris 4.000 angolais, soudanais, rwandais et burundais. L'Ouganda a plus ou moins 180 milles réfugiés venant du Zaïre, du Rwanda et du Soudan. Il y a peu de réfugiés en Afrique de l'Ouest. Les réfugiés ne se classent pas parmi les migrants selon la classification usuelle, mais peuvent être considérés comme une sous-classe dans la catégorie de la population en mouvement. Les nations africaines font face de définition. A l'exemple, les Rwandais en Ouganda, comprennent les réfugiés qui ont fui leur pays après l'abolition de la monarchie tutsie, des personnes vivant en Ouganda mais incapables de rentrer au pays en raison du renversement du gouvernement, des migrants à la recherche du travail et des membres des tribus rwandaises résidant depuis longtemps en Ouganda mais étant des Rwandais selon la législation ougandaise. Des réfugiés en Afrique, contrairement à d'autres réfugiés ne sont pas plus pauvres que les natifs. Ils peuvent contribuer positivement à l'économie du pays d'accueil en occupant et en exploitant diversement les espaces. Des modèles économiques incluent les établissements individuels spontanés, les mouvements vers des zones des réfugiés organisées et des mouvements vers les cites. Le succès de l'établissement dépend de : (1) des attentes lorsqu'on reste ou lorsqu'on va rentrer rapidement, (2) ceux qui prenant la décision de la résidence permanente investissent aussi loin que possible pour devenir auto-suffisants, (3) les attitudes des natifs, et (4) les

conditions dans les aires d'établissements. Le rapatriement volontaire, la meilleure solution, a été de portée limitée: le retour de 180.000 réfugiés soudanais en 1972 – une percée dans les efforts de rapatriement- a laissé les réfugiés face à des problèmes de développement considérables. D'autres réfugiés ont été peu incités à avoir le goût de rentrer au pays.

Résumé en Anglais:

There are over 1,0000 refugees in Africa, though demographic data are of limited accuracy & precise counts are difficult. Zaire has more refugees than any other country, including 4000 angolans, & sudanese, rwandans, & burundians. uganda has another 180,0 from zaire, rwanda, & sudan. there are few refugees in west africa. refugees do not fit into the usual categories of migrants, but must be seen as one subgroup within population movement. african nations face problems of definition ie, rwandans in uganda include refugees who fled after the tutsi monarchy's fall; persons already living in uganda but unable to return because of the overthrow; labor migrants & members of rwandan tribes traditionally resident in uganda but rwandan by ugandan law. refugees in africa, unlike other refugees, are no poorer than natives; they may contribute to the refuge nation's economy by colonizing sparsely inhabited regions. economic patterns include spontaneous individual settlement, movement into organized refugee areas, & movement to cities. success of settlements depends on (1) expectations of staying or returning quickly, (2) those expecting to take up permanent residence investing far more in becoming self-sufficient, (3) native attitudes, & (4) conditions in the areas settled. voluntary repatriation, the best solution, has been limited: the return of 180,000 sudanese refugees in 1972--a breakthrough in repatriation efforts--left the returnees facing considerable developmental problems. other refugees have little likelihood of return.

Grevisse (sans date). Notes ethnographiques du Haut Katanga. sans lieu.

Grevisse étudie la région de Kolwezi et de Jadotville, des centres miniers dans la province d'Elizabéthville au Congo. Il reconnaît que ces deux centres sont rattachés à des peuplades dont les principales sont les Baluba, les Arund et les Babemba. En fait, dit l'auteur, le Katanga méridional a été d'abord occupé par les pygmoides. Dans cette région, il y eut d'intenses mouvements migratoires spontanés d'abord et organisés ensuite. De ces mouvements, d'une part, naquirent des peuplades Lunda, Luba et Bemba et d'autre part, il y eut des contacts entre ces peuplades et des agriculteurs venant de l'ouest et des chasseurs qui les avaient précédés dans la région. Cet aspect de chose conduisit à un régime familial hybride connu sous le nom de matrilineage. A partir de 1650, les mouvements migratoires devinrent intenses. Une invasion lunda projeta dans le pays des groupements lunda ou lundaisés.

Group, I. C. (2007). Congo: ramener la paix au Nord Kivu. Rapport Afrique. 133: 43.

Guichaoua, A. s. l. d. d. (2004). Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique Centrale et Orientale. Paris, Editions Karthala.

Ce livre est une collection de 22 contributions dont cinq portent sur des questions relatives à la République Démocratique du Congo. Nous citons ces contributions de cette manière:

1. Remy Bazenguissa, "Les réfugiés dans les enjeux locaux dans le Nord-Est du Congo". Résumé: le papier de Remy Bazenguissa porte sur la construction du lien social entre les autochtones et les migrants dès lors qu'il est question des interactions sur le champ des affaires et/ou des enjeux locaux. Cette étude est menée dans la cité de Likouala où les Rwandais, les Congolais (RD- Congo) et les Centrafricains cohabitent. Les phénomènes collectifs ont intéressé l'auteur. Il restitue la structure globale du lien social qui unit les communautés. Seules les relations d'insertion peuvent expliquer les sens de chacune d'entre elles. Un rapport de patron-client (type hiérarchique) et celui des frères ennemis s'établissent.
2. Arnaud Royer, "L'instrumentalisation politique des réfugiés dans le Kivu entre 1994 et 1996". Résumé: cette recherche s'intéresse à analyser la présence des réfugiés Rwandais dans le Kivu jusqu'en 1996. Celle-ci a contribué à la reconfiguration des rapports de force dans la région. Ces réfugiés ont été placés au coeur des enjeux sécuritaires, politiques et économiques. Derrière l'assistance humanitaire d'urgence, se cachaient d'innombrables conflits d'intérêts pour la quête ou la consolidation des positions dominantes au sein des camps de réfugiés et des bénéficiaires directs ou indirects qui y étaient attachés.
3. Jacob KIVILU SABAKINU, "Les populations réfugiées dans l'ouest de la RDC". Résumé: l'auteur part de l'histoire des migrations forcées enregistrées dans la République Démocratique du Congo et dégage l'ampleur du phénomène des réfugiés dans l'ouest de la RDC. Son étude s'achève par une tentative de circonscrire la politique du gouvernement congolais à l'égard des réfugiés. cette recherche est fondée sur les enquêtes documentaires et démographiques d'une part et sur les récits de vie relatifs aux réfugiés angolais et congolais Brazzavillois d'autre part.
4. Séverin MUGANGU, "Les politiques législatives congolaises et rwandaises relatives aux réfugiés et émigrés rwandais". Résumé : Face au problème de réfugiés et immigrés rwandais, les gouvernements des pays d'accueil n'ont pas de politiques publiques spécifiques en cette matière. Ce problème a été sinon minimisé du moins consciemment négligé. Les interventions publiques ont été à chaque fois liées à des conjonctures politiques. Cet article dépasse l'approche juridique et historique sur la question de la nationalité et des réfugiés et explique les faits sur la base des approches politiques des législations nationales relatives à la nationalité et aux réfugiés.
5. André GUILHAQUA, "Migrants, Refugees and Displaced Populations in Eastern and Central Africa". Résumé : Contemporary forced migration requires to be spatially and historically analysed. Ideed early XXth century population mobility phenomenon and current migratory influx share many common features such as destination places.

This article jointly tries to analyse national situations and specific features and to put them into their regional context. Although any prediction remains impossible, a first assessment shows that last decade turn has radically changed regional traits and will severely impede future developemnt prospects.

Hakiza Rukatshi, B. (2004). L'intégration des immigrés au Zaïre. Le cas des personnes originaires du Rwanda.

Ce livre a comme objet général déterminer les principaux facteurs qui sous-tendent la dynamique de l'incorporation des Banyarwanda congolais au sein du patrimoine humain congolais. Son objet spécifique se focalise sur l'intégration des immigrés au Congo en général et singulièrement des immigrés originaires du Ruanda au Nord Kivu. Il analyse ainsi le moment, le lieu d'implantation, la culture, l'organisation politique et clanique des populations du Kivu. Le conflit de nationalité au Zaïre était né dans le contexte où le Zaïre héberge un très grand nombre d'étrangers, surtout ceux provenant des pays limitrophes. Selon les données disponibles que cite l'auteur, le Zaïre comptait 29 671.407 habitants dont 637.605 ressortissants des pays étrangers à la date du 30 juin 1984.

Hammerstad, A. (2002). "Refugees and Conflict in the Great Lakes Region: A Vicious Cycle."

Cette étude explore le rôle de la migration forcée vers, et à partir du (de) Rwanda et la République Démocratique du Congo (ancien Zaïre) de manière à jeter de la lumière sur la dynamique des conflits régionaux dans les Grands Lacs en période postcoloniale. L'histoire de la guerre et de la migration force entre ces pays depuis 1959 est passée en revue. L'attention se porte à la manière dont les réfugiés sont à la fois la cause et l'effet du conflit ayant suivi le génocide rwandais de 1994 comme la violence se répandait au Zaïre dans des camps de réfugiés où les génocidaires opéraient pour renforcer leur position. Le conflit en RDC est décrit brièvement avant que l'on ne jette un coup d'œil au problème des réfugiés et à leur impact sur la résolution de ce conflit. Il est reconnu que la RDC n'aura pas de paix durable sans que l'on ne résolve les problèmes de tous les citoyens. Les conditions de l'identité douteuse, les tensions ethniques et la migration forcée demeurent. L'impact déstabilisant de la migration forcée est manifeste et un appel est fait pour aider les réfugiés à retourner chez eux et à s'y intégrer en tant que citoyens.

Résumé en Anglais:

Explores the role of forced migration in & from Rwanda & the Democratic Republic of Congo ([DRC] formerly Zaire) to shed light on the dynamic of postcolonial Great Lakes regional conflict. The history of war & forced migration between these countries since 1959 is overviewed. Attention turns to how refugee groups were both cause & effect of conflict following the 1994 Rwandan genocide, as the violence spread to Zaire by way of the refugee camps where the genocidaires operated to consolidate their power. Conflict in the renamed DRC is briefly described before looking at renewed refugee problems & their impact on conflict resolution there. It is argued that the DRC will see no lasting peace

without accommodating all its citizens; conditions of uncertain citizenship, ethnic tensions, & forced migration remain. The destabilizing impact of forced migration is evident, & a call is made to aid refugees in returning & reintegrating as fully fledged citizens.

Harms, R. (1979). "Oral Tradition and Ethnicity." *The Journal of Interdisciplinary History* 10(n°1): 61-85.

Orally transmitted material seldom provides a complete & accurate account of events & often combines 'history' with magic & common sense. Examination of a large body of material gathered from a particular region, however, sometimes reveals a consistent pattern, which can form the core of a serious history. This approach is illustrated using examples from studies of the people of the Zaire (formerly Congo) river basin, whose oral traditions dealing with migration, schism, & growth, though both mythical & factual, form 'a framework of ethnic identity.'

Résumé en français

Des données orales fournissent de l'information complète et exacte sur des événements et souvent combinent l'histoire avec un sens commun et magique. L'examen d'un large corpus des données récoltées à partir d'une région particulière révèle parfois la trame qui peut former le cœur d'une histoire sérieuse. Cette approche est illustrée en utilisant des exemples tirés des études des populations du bassin du Zaïre (ex-Congo), dont les traditions orales traitant de la migration, de schisme, de la croissance à la fois mythique et factuelle forment 'le cadre de l'identité ethnique'.

Hodari Kashali, G. (2008). *La question des migrations en Afrique des Grands Lacs*. Lubumbashi, Département des Relations Internationales, Faculté des sciences sociales, politiques et administratives, Université de Lubumbashi: 61 pages.

Ce travail tente d'analyser les mouvements migratoires entre les pays de la région des Grands Lacs africains. Ces mouvements migratoires trouvent leur origine dans les conflits qui émaillent les Etats de la région, dans la nature fluctuante des frontières occupées par des populations ayant des mêmes appartenances. La crise économique explique aussi les mouvements migratoires. Les populations s'adonnent au commerce informel; les opportunités d'emploi dans le secteur formel et le secteur informel attirent les déplacements d'un pays vers un autre.

Hugon, P. (2007). *Géopolitique de l'Afrique*. Paris, Editions Sedes.

L'auteur réserve un point présenté en trois pages sur les migrations internationales vues de l'Afrique. Dans ce point, il présente les caractéristiques, les facteurs explicatifs et les effets des migrations internationales à partir de l'Afrique. Une carte des migrations internationales est présentée: elle cartographie les mouvements et les directions/routes migratoires entre les Etats africains et vers

l'Europe. Ce sont des zones de conflits qui constituent les principaux foyers de départ des migrants africains. La région des Grands lacs africains dont fait partie la RDC devient ainsi le foyer important où il y a beaucoup de réfugiés qui entretiennent une forte mobilité dans cet espace. Par ailleurs, à partir de l'Est de la RDC, il y a des routes migratoires vers l'Europe. Des commentaires sont faits sur le caractère clandestin des migrations à partir de l'Afrique.

Iba Ngambong, O. (1976). Incidence de la démographie sur le développement et rôle de la planification en milieu urbain Zaïrois. Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Campus de Kinshasa, Faculté de démographie: 110 pages.

Les mécanismes du développement, en milieu urbain, d'un pays en voie d'équipement comme le Zaïre, sont difficiles à maîtriser en raison de la complexité et de la dynamique de leurs composantes. Dans la 1ère partie, l'auteur commence par étudier la naissance et le développement du phénomène urbain Zaïrois, auquel il a reconnu une origine précoloniale. D'où l'analyse de la croissance différentielle entre milieu urbain et milieu rural, faisant ressortir l'exode rural. Ensuite, ce travail essaie de décortiquer la croissance urbaine dans ses composantes qualitative (données de structure par âge et de composition par sexe) et quantitative (données sur l'évolution des mouvements tant naturel que migratoire).

Dans la 2è partie, le travail fait en premier lieu l'inventaire des implications économiques, démographiques et sociales, tant bénéfiques que néfastes, de la croissance urbaine rapide sur le développement du pays. Ensuite l'accent est mis sur l'urgence et le bien fondé d'une planification plurisectorielle en matière de développement. En somme, le développement en milieu urbain dans le contexte Zaïrois, doit se concevoir en étroite affinité avec le développement des campagnes. La croissance urbaine, telle qu'elle évolue constitue plus un frein qu'un facteur de progrès ; car elle affecte dangereusement la bonne marche de divers secteurs de la vie nationale.

internationale, M. d. a. é. e. d. l. c. (2008). Rapport Général des Premières Assises des Congolais de l'Etranger. V.-m. c. d. C. d. l'Etranger. Kinshasa: 15 pages.

Ce document présente le rapport général des assises des Congolais de l'Etranger (CDE) organisées dans la capitale congolaise du 30 juillet au 5 août 2008 par le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Ces assises ont permis des échanges sur la place publique impliquant l'engagement des institutions ministérielles pour un dialogue entre les autorités du pays avec les membres de la diaspora en vue de la contribution de la diaspora congolaise au développement du pays d'origine.

Journal, E. d. (2007). Environ 8.000 réfugiés congolais ont fui vers Bunagana en Ouganda. L'espoir. Goma, Anonymat, 2007, « Environ 8.000 réfugiés congolais ont fui vers Bunagana en Ouganda », in L'espoir, n° 009. . n°009.

L'escalade du conflit dans la province du Nord-Kivu en 2007 a forcé à nouveau des milliers des personnes à fuir vers le Sud en direction de Goma et à traverser la frontière vers l'Ouganda. Environ 8.000 réfugiés congolais ont fui vers Bunagana en Ouganda. Il s'agit du 3ème afflux vers l'Ouganda depuis cette année. En Ouganda, ils ont été transférés vers le centre de transit qui est équipé de matériel de santé adéquat, cependant bon nombre des réfugiés hésitent à aller au centre de transit et veut rester près de la frontière pour pouvoir rentrer en RDC dès que la situation sécuritaire le permettra.

Kabengele, M. (1973). "Rites, pratiques et croyances relatifs à l'enfance chez les Basanga du Shaba." Zaïre-Afrique(79).

L'auteur soutient que les Basanga sont venus de l'ancien empire Luba et ont migré pendant plusieurs années dans l'empire des Arund avant de s'installer sur leur territoire actuel.

Vers la fin de 15ème siècle, l'empire des Baluba était dirigé par Kalala Ilunga Mbili qui avait deux fils dont l'un s'appelait Kibinda. Ce dernier va se marier à Ruwej, fille du chef Arund qui venait de mourir. Ce mariage de Ruwej va causer beaucoup de mécontentements et d'importantes migrations. Tshinguli, frère à Ruwej et ses partisans vont émigrer vers l'Ouest et arrivèrent chez les Portugais de la côte atlantique; enfin, ils fondent la tribu des Imbangale. Kinyama, son frère cadet émigra avec ses partisans vers le Sud et atteignit les sources du Zambèze et fonda la tribu des Baluena. L'un de neveux de Kinyama se sépara de lui et émigra vers l'ouest pour fonder la Tribu Chokwe.

Kabwe-Segatti, A. W. and L. B. Landau (2007). "Displacement and Difference in Lubumbashi." Forced Migration Review(27): 71-72.

Des inscriptions à la périphérie de la deuxième plus grande ville en République Démocratique du Congo souhaitent aux visiteurs la bienvenue dans la « ville de la paix ». Lubumbashi a la réputation d'être un havre de tolérance dans une nation violente mais comment les personnes déplacées sont-elles traitées ?

Kadjunga, J. (2007). Les réfugiés congolais hésitent à rentrer. Syfia Grands Lacs. Kinshasa. 17.

Les Congolais vivant en Ouganda comme des réfugiés hésitent encore à rentrer en RDC estimant que les conditions de leur retour ne sont pas encore encourageantes. Leurs conditions de vie en Ouganda paraissent bonnes : ils ont de l'eau, des ONG ougandaises les assistent avec la nourriture.

Kadjunga, J. (2007). Shabunda: des réfugiés vivent en paix grâce aux champs. Syfia Grands Lacs. Kinshasa. 22.

Les réfugiés hutus rwandais vivant en République Démocratique du Congo depuis plus de 14 ans maintenant, ont tendance à se sédentariser sur le territoire congolais. Ceux du territoire de Shabunda dans la province du Sud-Kivu s'adonnent à l'agriculture et à l'élevage. Bitu Mukenzi, Pasteur d'une Eglise protestante de Shabunda manifeste la satisfaction des villageois face aux réfugiés hutus rwandais, qui sont basés à Shabunda. Dans leurs villages, la population active s'est en effet détournée depuis les années de guerre (1996-2003) de l'agriculture au profit de l'exploitation artisanale des minerais.

Kafarhire, M. T. (2003). "L'autre visage du conflit dans la crise des Grands Lacs. Mémoire historique sur la crise de la citoyenneté au Kivu." Congo-Afrique(n°374): 221-240.

Cette étude se propose de restituer autant que possible une certaine vérité historique en vue d'amorcer de nouvelles pistes de réflexion et d'échanges honnêtes capable de créer un cadre d'humanisation pour tous. En plus, l'on voudrait comprendre si les revendications des Banyamulenge au Kivu ont un fondement historique authentique ou ne sont-elles qu'une récupération idéologique pour servir l'ambition hégémonique des tutsi dans l'ère post-génocide. Pour répondre à ces deux préoccupations, il est passé en revue quelques paramètres régionaux (l'hégémonie de l'Occident en Afrique sur les plans politique et économique, le génocide rwandais de 1994 avec pour conséquence le flux de centaines de milliers de réfugiés hutus et leur présence au Kivu, l'exportation de la guerre jusque dans les camps des réfugiés par Kigali, le déséquilibre politique en RDC qui ne va pas sans soulever la question non résolue de la nationalité réclamée par les Banyamulenge) ; la problématique des Banyarwanda congolais (trois groupes différents) dont un seul fait l'unanimité comme autochtone (les Banyarutshuru) tandis que les deux autres ont toujours été regardés comme des immigrés (les Banyamasisi et les Banyamulenge). Cette considération conduit ainsi à l'exploitation de la dialectique autochtone-immigré au cœur de la crise d'identité nationale.

Kagne, B. and M. Martinelli (2001). " L'immigration subsaharienne en Belgique L'immigration subsaharienne en Belgique." Courrier hebdomadaire(1721): 5-49.

Résumé : Si le thème de l'immigration fait régulièrement l'objet de publications et débats, les « Africains » de Belgique représentent une catégorie de la population immigrée peu ou mal connue. Elle est trop souvent réduite aux seuls Congolais, certes majoritaires du fait des liens post-coloniaux. Mais même l'histoire de l'immigration issue de la colonie ou des territoires sous tutelle reste encore un sujet mal connu. L'étude retrace d'abord l'histoire de l'immigration africaine depuis 1960 en Belgique en montrant la grande diversité de la communauté africaine de Belgique. L'attention est portée sur ce que

l'on entend par le terme « africain » et sur les différents statuts juridiques ou administratifs dont relève la population concernée. Ensuite, elle aborde la manière dont les ressortissants africains essaient de s'inscrire collectivement dans la société belge à travers leur vie associative. Si les récentes mobilisations sur la question des sans-papiers ont permis à quelques ressortissants africains de jouer un rôle moteur dans le mouvement, l'associationnisme africain reste assez faible du fait de difficultés internes spécifiques, qui risquent de compromettre son rôle de vecteur de la participation citoyenne. La RDC, l'ancienne colonie belge, offre près de 60 % d'entre les immigrés africains vivant en Belgique pour des raisons diverses, notamment les études sur base des arrangements bilatéraux et multilatéraux les demandes d'asile, le refuge, l'emploi, le sport, la culture et les arts, les ministères de culte reconnus, etc. Certains d'entre eux acquièrent la nationalité belge ou fondent des associations pour leur représentation et leur intégration.

Kajiga, G. (1956). "Cette émigration séculaire des Rwandais au Congo." Bulletin du Centre d'études des problèmes socio-indigènes(n°32).

La migration des Rwandais au Congo est un fait qui s'est passé au cours des siècles au fur et à mesure que le Rwanda ne pouvait plus porter tous ses enfants et que s'attisaient les haines intestines individuelles ou familiales, claniques, ou politiques. La véritable émigration ruandaise ne commença que vers la fin de XVIIème siècle. Les premiers arrivèrent dans les régions de l'actuel Rutshuru. Les Ruandais se sont ainsi installés progressivement dans les régions de Bukumu, Bwishya, Gishari, Mashali-Mokoto, Burungu. L'immigration actuelle commence après la première guerre mondiale. Les Ruandais furent recrutés pour travailler dans les concessions agricoles et minières au Kivu. Par ailleurs, 500 Ruandais étaient recrutés par l'Union Minière du Haut Katanga par an et arrivaient au Katanga par avion. En immigrant les Ruandais gardaient leur tradition. L'auteur termine son analyse avec des propositions sur l'avenir de l'immigration.

Kajiga, G. (2000). Cette migration séculaire des Rwandais au Congo. La voix des sans voix. Bukavu, . 56: 45-69.

Résumé : Kajinga Gaspar montre les mouvements des populations rwandaises vers le Congo depuis l'époque coloniale jusqu'à ces jours. Ces migrations ont entraîné des conflits divers entre populations autochtones et les migrants. Elles sont aussi la cause lointaine des guerres que la R.D.Congo a connues ces dernières années. Ces migrations créent des problèmes multiples notamment l'occupation de l'espace, la destruction de l'environnement, l'insécurité pour ne citer que cela, à en croire l'auteur. Les immigrés ne sont pas clairement et correctement identifiés par les services compétents; ce qui laisse libre cours à toute personne de se prévaloir de la nationalité congolaise après un temps lorsque ses intérêts l'exigent. Ces immigrés rwandais se sont procurés des cartes d'identité de manière anarchique sans moindre suivi de l'Etat.

Kalulambi Mpongo, M. (2001). Transition et conflits politiques au Congo-Kinshasa. Paris, Editions L'Harmattan.

Cette étude privilégie les dynamiques du dedans, c'est-à-dire des situations vécues à l'intérieur du pays et mises de l'avant par les acteurs politiques et par le corps social. Le but étant d'approcher le quotidien local pour ce qu'il a apporté au début de la transition, à son succès ou à ses blocages. Parmi les chapitres qui y sont développés, le sixième intitulé « La grogne des Banyarwanda dans les Hauts Plateaux du Kivu » (pp175-205), l'auteur démontre les maillons des accrochages politiques et ethniques au Kivu, d'une part, et explique comment ceux-ci ont conduit aux culs-de-sac des efforts de la démocratisation, d'autre part. Ces conflits dévoilent la dégradation de la gouverne du pays et le désastre des institutions qui semblaient chaque jour un peu plus dans la médiocrité, permettent de situer les sentiers de la rébellion. En effet, la grogne des banyarwanda au Kivu intègre des dynamiques introduites par l'histoire autour des enjeux fonciers (disputes des terres), économiques (rapports marchands) et sociaux (dynamique ou recul démographique). A l'opposé de la thèse des autochtones qui dénoncent la domination des « étrangers » banyarwanda, l'autre interprétation ne perçoit que les causes intérieures au système Mobutu qui avait « imposé » aux peuples du Kivu de vivre ensemble, renvoyant dos à dos les protagonistes qui s'entredéchirent depuis des décennies. La crise du processus de transition et la conquête du pluralisme auront simplement poussé les politiciens du Kivu, autochtones ou d'expression kinyarwanda, à troquer leur habit du mobutiste et du nationalisme pour une défroque ethnique. L'éclatement du puzzle n'est donc que la conséquence des haines ethniques refoulées et réprimées sous le règne de Mobutu qui ne prêtait guère attention à la gestion des conflits locaux. Cette grogne a révélé la fragilité du processus de transition. La radicalisation des positions du régime de Kinshasa, provoqué par les problèmes du Kivu et l'irruption des réfugiés rwandais, s'est payée très cher en 1996 avec une rébellion des « banyamulenge » en guise de thérapie de choc. Mais, même si cette grogne et ses suites ont été encouragées, les haines interethniques, les conflits fonciers et la revendication de la citoyenneté expliquent aussi cette crise qui a eu des conséquences très importantes sur la trajectoire et l'agenda politique de la transition démocratique.

Kamavuako Diwavova, J. (s.d.). Problématique de l'entrepreneuriat immigré : décisions et pratiques entrepreneuriales des migrants libanais opérant en République Démocratique du Congo, Université Kongo, Académie de l'entrepreneuriat, 18p.

Reconnaissant le rôle combien pertinent que jouent les entrepreneurs immigrants dans la consolidation de l'économie congolaise en crise prolongée, cet article se propose de modéliser le processus de création et de gestion des entreprises par les publics issus de l'immigration, précisément les libanais exerçant à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo. A partir des courants théoriques les plus dominants en entrepreneuriat immigré, ainsi que des sources primaires résultant d'enquêtes auprès d'un échantillon de 35 immigrants entrepreneurs libanais, l'étude révèle qu'un grand nombre de libanais, tout en entreprenant en RDC, continuent de vivre et de faire vivre leur famille au Liban. Cette ubiquité résidentielle des migrants fait qu'une application à l'aveuglette des théories classiques de l'entrepreneuriat immigré soit non pertinente. Ainsi, la théorie d'acculturation

entrepreneuriale s'impose comme une modalité opérationnelle susceptible de mieux cerner les décisions et pratiques entrepreneuriales des publics sous étude.

Kambayi, B. (2007). L'illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre. Paris, Editions L'Harmattan.

L'auteur parle des migrations à caractère politique en RDC post-coloniale. A cet égard, il dégage 3 vagues de migrations vers l'exil dans un contexte où le pouvoir devient de plus en plus dictatorial et intolérant. La première vague est caractérisée par des arrestations et des éliminations des leaders pro-lumumbistes par Mobutu. Ces derniers migrent vers le Congo, l'Ouganda, le Soudan, l'Union des Républiques socialistes et soviétiques, la Chine, Egypte et la Tchécoslovaquie. La deuxième vague commence avec l'éviction de Moïse Tshombé et ses partisans. un des traits forts de l'intolérance politique dont fait montre le régime politique en place est de procéder à la pendaison publique en juin 1966 des conjurés de la pentecôte. il s'agit de Kimba, Ananias, Bamba et Mahamba. Cette pendaison occasionne la migration à la recherche de l'exil de plusieurs leaders congolais. La troisième vague est marquée par l'instauration confirmée du régime de terreur par Mobutu et la subséquente migration de plusieurs congolais vers l'Europe Occidentale (France et Belgique).

Kankonde, M. (1993). Kinshasa: problèmes de la gestion urbaine de l'infrastructure et de l'approvisionnement en nourriture. Villes africaines en crise: gérer la croissance démographique au Sud du Sahara: Côte d'Ivoire-Kenya-Nigeria-Soudan-Sénégal-Tanzanie-Zaïre. R. Stren and R. R. White. Paris, Editions L'Harmattan: 159-186.

Dès 1970, la population urbaine du Zaïre représentait, avec 4.400.000 habitants, près de 20% de la population totale, en l'an 2000, la moitié de la population du Zaïre, qui sera alors vraisemblablement de 45 à 50 millions d'habitants, vivra en milieu urbain. Kinshasa, la capitale, aura plus de trois millions d'habitants en 1987, peut-être six à sept millions en l'an 2000. L'accroissement des villes est, malgré une récession économique sensible, supérieur à 6% par an, tandis que les zones périphériques de la ville augmentent de près de 12% par an. Seulement 7 % des chefs de famille sont nés à Kinshasa. Les autres viennent de l'intérieur, 60% directement de la campagne. Mais entre 1971 et 1975, c'est davantage une croissance naturelle que la migration qui a été responsable de l'expansion de Kinshasa. On peut identifier trois problèmes généraux dans la gestion de la croissance rapide : un manque de gestion et de contrôle dans l'urbanisme ; une pénurie de ressources nécessaires pour les nouvelles autorités décentralisées ; et un manque de données sur le coût des services urbains.

Kaseba Makunko, F. (2002). Migrations à Lubumbashi: enjeux économiques et culturels. 22e assemblée générale sur le thème: Villes, émigration et immigration : enjeux économiques et culturels. Beyrouth, Association internationale des Maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones: 271.

Les mouvements migratoires enregistrés dans la ville de Lubumbashi se rapportent à trois périodes marquées par l'immigration ou l'émigration interne ou externe pour des causes essentiellement liées à la conjoncture économique et au climat politique de l'heure, à savoir, la période coloniale (1910 à 1960), celle mobutienne ou de la 2ème République (1965 à 1996) et celle de 1997 à 2002. En 1960 déjà, la ville de Lubumbashi comptait 393.798 habitants dont 350.310 nationaux et 43.487 expatriés. Cette population enregistra à partir de 1974 une chute vertigineuse à cause de la crise économique que connut le pays (Zaïrianisation) et qui s'accrut au cours des années 1990 avec la période de la transition politique et le début de la démocratisation marquée par les pillages. En 2002 on ne dénombre plus que 10.557 personnes, originaires des pays aussi bien africains que non africains. Dans la majorité des cas, c'est la conjoncture économique qui a déclenché cette émigration. Le départ de ces étrangers, en majorité industriels ou commerçants, a eu pour effet une lourde perte d'emplois qui a engendré la paupérisation de leurs anciens travailleurs. La diminution du pouvoir d'achat consécutive à celle du volume salarial, accentuée par une dévaluation galopante de la monnaie, s'est répercutée négativement sur toutes les activités économiques. Ces émigrations ont eu à la fois des conséquences positives et négatives notamment l'envoi de l'argent aux proches restés au pays, la perte de forces vives formées à grands frais et de la main d'oeuvre qualifiée entraînant un manque de ressources humaines suffisantes pour soutenir le développement économique et construire les infrastructures de base du pays, l'abandon de ménages par des pères de familles, les divorces et la délinquance juvénile des enfants abandonnés au pays. Depuis 1997, on assiste à une certaine reprise des mouvements migratoires internes vers la ville de Lubumbashi (29.198 immigrés ont été enregistrés jusqu'à juin 2002). Par ailleurs, Lubumbashi a accueilli durant les années 1999, 2000 et 2001, 79.414 déplacés de guerre en provenance des contrées du Katanga et de la province orientale, du Sud et Nord-Kivu et du Maniema occupées par les agresseurs ; en 2002, 155 familles rapatriées d'Angola composées de 152 femmes avec leurs 371 enfants et 71 orphelins. Les immigrants ne posent aucun problème du point de vue social. Sur le plan culturel, ils trouvent sur place un cadre propice d'intégration socioculturelle et religieuse car, pour la plupart, ils viennent rejoindre leurs frères de race et de nationalité, qui depuis de longues années, vivent sans problèmes dans cet océan pacifique de convivialité, de citoyenneté, d'interracialité. Au niveau économique par contre, leur arrivée crée un accroissement du taux de chômage, un alourdissement des charges de leurs parents qui les accueillent avec, comme conséquences, l'aggravation de l'état de pauvreté des populations urbaines. Tels sont les enjeux culturels et économiques des migrations enregistrées dans la ville de Lubumbashi depuis sa création.

Kayabala, M. (2006). Migrations forcées en République Démocratique du Congo : approches théoriques et hypothèses de travail. Lubumbashi, Département de sociologie et anthropologie, Université de Lubumbashi.

Faisant recours à des méthodes qualitatives, notamment l'observation et l'interview, ce travail probatoire fait la synthèse donnant la situation des migrations forcées dans le monde et en RDC. Il fait état du retard constaté dans les études sur cette question dans ce pays. Ce constat se lit à travers la rareté de la bibliographie spécifique du pays. Dans l'explication de la genèse de déplacements massifs

de la population, l'auteur insiste sur la situation belligène comme vecteur de ces déplacements. La bonne gouvernance, pense-t-il, serait une solution pour mettre fin à ce phénomène en RDC comme ailleurs.

Kerken, V. D. (1944). L'ethnie Mongo: histoire, regroupement, sous-groupement, origines, visions, représentations et explications du monde, sociologie, écologie et contacts avec les peuples voisins. Bruxelles, Editions Georges Van Campenhout.

L'auteur soulève un problème selon lequel, la conquête a fait des européens pour longtemps les maîtres de l'Afrique noire et placé entre leurs mains le sort et l'avenir de ses populations. Cependant, les européens ont vis-à-vis d'eux-mêmes et de l'humanité, de lourdes tâches et devoirs dans les domaines politique et économique. Il est donc indispensable que les européens regardent l'Afrique noire en face, les réalités et les problèmes à résoudre dans le présent et le futur. En effet, l'auteur pense que seule la connaissance profonde des populations de l'Afrique noire permet de situer sur le plan du réel les problèmes à résoudre. C'est pourquoi ce livre donne des renseignements sur les peuplades de l'Ethnie Mongo, occupant la grande partie de la cuvette centrale du Congo. Il donne aussi les renseignements sur les pygmées, pygmoïdes et pygmiformes, mongoïsés, assujettis et acculturés par les Mongo depuis longtemps. Il donne également les renseignements sur les populations installées au nord, à l'Est et au Sud des Mongo. Pour ce faire, le livre comprend plusieurs parties qui correspondent aux volumes. Le premier volume expose l'histoire, les groupements et sous-groupements et sémantiques de Mongo. Les volumes II et III exposent l'aspect sémantiques des Mongo c.à.d leur vision du monde. Le volume IV fait connaître la sociologie, l'économie, l'ergologie, les langues et les arts des Mongo. Le volume V enfin donne quelques renseignements sur la politique indigène et la politique économique adoptées en pays Mongo, sur les populations voisines des Mongo et les rapports de ces populations avec les Mongo. L'auteur a d'abord regardé autour de lui, sans aucune idée préconçue et a noté tout ce qu'il a trouvé intéressant, ensuite il a interrogé les individus des diverses tribus des diverses sous-tribus, des divers groupes de clans et divers clans d'une manière générale séparée, en vue de confronter leurs témoignages entre eux leur a demandé des éclaircissements sur les points obscurs, enfin il a confronté ces renseignements avec ce qui existe déjà dans la littérature. En conclusion, il situe les Mongo dans l'ensemble des populations de l'Afrique noire. En situant les Mongo dans l'espace, il s'efforce de les situer autant que possible dans le temps et essaie de résoudre le problème de leurs origines qui se justifie par le choc des mouvements migratoires.

Kiangu, S. E. (s.d.). Les identités régionales et ethniques dans l'ouest de la République Démocratique du Congo (Bas-Congo et Kwango-Kwilu) : quelques pistes de réflexion. Constructions, négociations et dérives des identités régionales dans les États des Grands Lacs africains : approche comparative. J. Bogumil and L. N'sanda Buleli. Quebec & Bukavu, Agence universitaire de la Francophonie & Institut supérieur pédagogique.

Alors que l'Est du pays demeure une poudrière à la suite de la transplantation ou de l'immigration des Rwandais en R.D.C., l'on se demande pourquoi l'Ouest du pays qui a aussi accueilli des millions d'immigrants en provenance notamment de l'Angola voisin et où se trouve la capitale avec tous ces migrants venus surtout des provinces avoisinantes de Bandundu et du Bas-Congo, ne connaît pas les mêmes problèmes, telle est la question centrale de cette étude. Pour y répondre, le recours à l'histoire est important. Le rôle des leaders est rappelé à cet égard. Il y a deux vitesses dans le vécu quotidien : la population à la base a tendance à ignorer les frontières de toutes sortes et vit ensemble au quotidien ; les élites politiques, laïques, religieuses sont prêtes à opposer les références identitaires. La compréhension de la dynamique particulière de la gestion des revendications identitaires qui ne se résolvent pas dans des conflits trop violents.

Kiaya, K. N. (2004). Le problème des réfugiés et des populations migrantes. Cas des sites de Kilueka et Nkondo (Bas-Congo). Atelier sur les impacts et les enjeux environnementaux des conflits armés en République démocratique du Congo. A. N. p. I. E. E. (ANEE). Kinshasa, ANEE: 81-89.

Partageant des frontières avec neuf pays, la RDC fait face à l'accueil des populations des Etats limitrophes dès lors qu'il y a des conflits. En cas d'espèce, des populations fuyant la guerre en Angola ont été reçues dans des sites érigés dans la province de Bas Congo. C'est le cas des sites de Kilueka et de Nkondo. Le site de Kilueka est situé à 18 km de Kimpese, celui de Nkondo est à 30 km de la même cité de Kimpese. Les problèmes de ces réfugiés sont nombreux. Pour l'ensemble des réfugiés dans les 2 sites sont généralement de niveau d'instruction très bas. Ne sachant ni lire, ni écrire même pas compter, ils posent beaucoup de problèmes lors de leur enregistrement. Un même enfant peut se retrouver avec trois quatre noms différents avec des âges aussi différents. En ce qui concerne l'encadrement social, il n'existe aucune initiation sociale dans ces 2 sites. L'intégration ne constitue pas tellement un problème en soi car ces peuples angolais du nord et ceux du Bas-Congo ont une même origine, ils ont beaucoup de similitudes : comportement, pratique culturelle semblable même des langues un peu proches car appartiennent tous à l'ancien Empire Kongo. D'où leur intégration est assez facile. Sur le plan environnemental, les sites sont entrain de se vider petit à petit à cause de la déforestation et la perte de la biodiversité.

Kota, J. E. (2007). Bukavu : les Congolais travaillant au Rwanda se plaignent de la DGM L'espoir. Bukavu. n° 011.

Il s'agit d'une situation de malentendus entre les autorités de la DGM Bukavu et les ressortissants congolais vivant pour certains au Rwanda et au Burundi et pour les autres vivant en RDC mais travaillant chaque jour au Rwanda, qui se sont vus retirer leurs titres de voyage laisser passer tenant lieu du passeport délivrer par l'ambassade du Congo à Bujumbura. Cette situation met mal à l'aise ces congolais qui ne vivent que par les emplois gagner au Rwanda et au Burundi pour les autres.

Lamal, F. (1954). "L'exode massif des hommes vers Leopoldville. Les Bakusu du territoire de Feshi." Zaire(n°8).

D'après les statistiques de 1953, il y a avait, dans la Cité indigène de Léopold ville, cette répartition de la population :

Hommes	Femmes	Enfants	Total
108.622	57.744	102.076	268.452 habitants

L'auteur affirme que cette situation démographique est dangereuse et anormale car les milieux coutumiers se vident des hommes adultes. Le livre porte sur les problèmes de l'exode massif de la main d'œuvre. Les causes sont notamment : la sous-alimentation et la recherche du travail. Le remède serait de disponibiliser sur place des ressources économiques. Lamal soutient pour terminer que la cause principale du déséquilibre démographique dans cette région serait outre la haute mortalité contre laquelle lutte le service médical, l'exode massif et inorganisé des hommes adultes vers LéopoldVille qui peut être estimé à :

Homme marié à LéopoldVille sans leurs femmes : 20%

Hommes célibataires à LéopoldVille : 60%

Total : 30%

Le besoin s'impose de rendre cet exode moins nuisible à la vitalité de la population.

Le Grand, L. s. j. (1955). "Faut-il majorer l'impôt indigène au Congo Belge?" Extrait du Bulletin de la société Belge d'études coloniales(7-8).

Dans ce document, l'auteur se préoccupe de la majoration de l'impôt indigène que les Coloniaux préconisent comme une nécessité pour la formation morale des noirs et la mise en valeur du Congo belge. L'auteur contredit cette manière de penser et croit que sa mise en pratique causerait à la colonie plus de préjudices que de bénéfiques. Il démontre sa position par quatre raisons, la majoration de l'impôt serait une entrave au relèvement moral des noirs. Ici, l'auteur pense que l'impôt sera éducatif et civilisateur, s'il est assez modéré pour n'être qu'un stimulant au travail mais il serait anti-civilisateur, s'il devient une contrainte. La deuxième raison, la majoration de l'impôt serait nuisible à l'accroissement de la main d'œuvre sur le chantier européen. Ici, il propose de taxer différemment les ouvriers industriels, les artisans des métiers ainsi l'impôt revêtira aux yeux des indigènes, mieux encore que par le passé le caractère d'une taxe sur le travail. La troisième raison, la majoration de l'impôt rendrait excessif l'impôt actuel, trop élevé déjà pour l'ensemble de la population : ici l'impôt congolais n'a pas pour base la richesse vraie et individuelle des contribuables, mais la richesse apparente des différentes contrées de la colonie. La quatre raison enfin, la majoration de l'impôt serait préjudiciable aux industriels : elle risque de ruiner totalement le commerce du caoutchouc d'un coté et d'autre coté les frais généraux des

sociétés industrielles risque d'augmenter. En conclusion, la majoration d'impôt jouera sur la main d'œuvre.

Lefebvre, C. (2007). "Mobilités, traces et frontières dans l'Afrique des Grands Lacs." Africa LXII(n°4): 598-605.

Cet article a pour origine les conclusions découlant d'un colloque portant sur Mobilité, traces et frontières dans l'Afrique des Grands Lacs, organisé les 18, 19 et 20 novembre 2007 à Paris, dans le cadre du projet Galilée "Histoire et Anthropologie de l'Afrique des Grands Lacs". Des échanges ont porté sur la notion de frontière saisie comme une institution humaine constructrice d'identité et sur la notion de mobilité dont le sens se réfère au passage, ou transgression d'une frontière. Ces conceptions de la frontière et de la mobilité utilisées lors de ce colloque se sont développées à travers trois grands axes de réflexions ; la frontière comme phénomène construit, comme opportunité et enfin outil de réalisation du pouvoir.

Leysbeth, A. (1977). Histoire de l'Afrique. Kinshasa, Editions Saint Paul.

L'auteur retrace le processus migratoire des peuples selon les empires et royaumes dont ils font partie.

a. L'EMPIRE Luba ou les Luba (p. 38).

§ Les migrations de Luba Shankadi ont commencé depuis le Maniema avec Kongolo Mwamba qui quitte de Maniema jusqu'à Nsanga Lubangu (actuel Kanyama Kasese) et c'est vers le 16ème siècle.

De là, suite aux crises internes entre les baluba, Mukenge Balamba quitta avec un groupe de gens, traversa la rivière Kasai pour former les actuels LubaKasai.

§ Les migrations de Basonge : Ces derniers viennent de la région de Kabambare au 16ème siècle passent le Lualaba et s'installent dans les pays situés autour de l'actuel Mutombo Mukulu.

Après la constitution de l'Empire Luba, les Basonge au 18ème siècle émigrent vers le Nord et s'installent dans le Kasai Oriental, au Shaba et au Kasai Occidental et Maniema.

§ Les migrations de Tetela : sont occasionnées par les révoltes dites de « Batetela » faites à Luluabourg et dans la province Orientale. Et au cours de 18ème siècle, ils émigrent à l'Equateur, province orientale, Maniema, les deux Kasai.

b. Emigration de l'Empire Lunda ou les Lunda (p.40).

§ Les migrations du peuple Lunda ont connu plusieurs causes : Rwazi évinça ses frères et confia le pouvoir royal à son mari Ilunga Cibinda, un certain Muluba. Sur ce, ses frères décident de quitter

l'Empire et vont émigrer vers l'Angola pour former le Royaume d'Ibangila et les groupements Chokwe et Aluena au 15ème Siècle.

Autrement dit, l'un des frères Tshinguli émigre vers la région du Kwango en traversant le Kasai et Tshinyama descendent vers le Sud pour s'établir dans la région des sources du Zambèze, du Lualaba et du Kasai et forma les Aluena et Tchokwe.

c. Les émigrations Bakuba (p. 42).

Ils viennent d'une région située au Nord de l'Ubangi ou encore du Kwango vers le 6ème siècle. Vers le 6ème siècle, ils vont émigrer vers le Sankuru et le Kasai. Suite au voyage d'expansion de leur chef Shamba Balongonga et après l'attaque de l'empire par les baluba, les Bakuba vont connaître encore de nouvelles migrations qui vont les disperser.

Les migrations Mongo (p. 42).

Leurs ancêtres sont originaires de l'Est ou du Nord Est du Congo actuel (haut Nil et région des lacs).

Ses principales causes de migrations du peuple Mongo sont :

- Les conquêtes des districts de Sankuru, de Maniema et Bungaka (territoires de : Wankutshi, Bahambe, Batetela, Bakusu), ce qui constitue la 1ère migration entre 1300 et 1700 vont constituer la 2ème vague de migrations et vers migrer les Mongo dans les territoires situés entre Basankusu, Mbandaka et Inongo (Ce sont les Mongo actuels).

d. Migration du peuple Kongo (p. 43).

Ce peuple vient du Nord suite à une 1ère poussée des peuples bantou au cours du XIVème et XVème siècle et émigra pour s'établir à l'embouchure du fleuve Congo.

Ensuite la 2ème poussée va l'obliger d'émigrer vers Inkisi vers la rive gauche.

Enfin la 3ème migration de ce peuple se justifie par le manque de terres cultivables. Cette migration occasionne la dispersion suivante :

- le clan Mbimba vers la mer
- le clan Nsudi vers le Nzadi
- le clan Mpangu vers le Nord Est d'Inkisi.

Somme toute, en 1569, l'invasion du pays par les Yanga pousse le peuple Kongo à émigrer.

- Au XVIIème siècle, la traite des esclaves occasionne une autre migration du peuple Kongo
- Au 17ème siècle, 18ème et 19ème siècles, à cause des guerres intenses, le peuple Kongo a connu sa toute dernière migration à l'intérieur du pays.

e. Les migrations Azande (p. 50).

Ils viennent du Nord de Mbom où ils seront établis au cours du 18^{ème} siècle.

Leur première migration vers le Sud est due à cause des razzias des arabes et ce , à l'intérieur du Congo leur dernière migration se fera vers le Gabon et là ils formèrent le peuple Fang (du Gabon). Bref, en RDC, les migrations obligent certains peuples à se déplacer , provoquant par là même d'autres migrations et cela en diverses directions.

l'Homme, F. i. d. d. d. (2007). Afrique subsaharienne. 36e congrès sur les migrations. Lisbonne: 8.

Les pays d'Afrique subsaharienne connaissent des déplacements quantitativement importants, quelles que soient les formes de migrations constatées : travailleurs, réfugiés, ou déplacés. La zone compte à la fois des pays de fort départ (pays sahéliens, Zimbabwe) et des pays accueillant un grand nombre de migrants (Afrique du sud, Nigeria, République démocratique du Congo). Sur les quelques 200 millions de migrants estimés en 2006 au plan international, environ un tiers serait d'origine africaine (Afrique du nord incluse). En outre, l'Afrique représente à elle seule un tiers des réfugiés et la moitié des déplacés internes de la planète. Ces migrations sont avant tout des migrations internes. Ainsi, la moitié des migrants africains vivent dans un autre pays du continent et les neuf dixièmes des exilés africains trouvent refuge dans un pays limitrophe de leur pays d'origine. Les micro déplacements transfrontaliers sont fréquents, notamment parmi les communautés qui vivent de part et d'autre des frontières nationales : Mozambique Afrique du sud ; Rwanda – Congo ; Burkina Faso Côte d'Ivoire ; etc. Ces mouvements se poursuivent, voire s'amplifient, pour des raisons sociales et économiques, ou en cas de crise, et ce malgré les restrictions croissantes imposées aux frontières, conduisant alors ces migrants à se trouver en situation irrégulière. Les trois principales formes de migrants sont les réfugiés, les déplacés internes et les travailleurs. Selon le HCR, il y a 2,7 millions de réfugiés en Afrique, dont 773.500 seraient demandeurs d'asile. Ils sont principalement issus du Soudan, du Burundi, de la RDC, de Somalie, du Libéria, du Togo, de la République centrafricaine et du Rwanda. Ils se rassemblent si possible dans une région proche de la leur, où la population parle la même langue. La RDC a accueilli environ 1,2 millions de réfugiés rwandais depuis 1994. Certains d'entre eux ont trouvé refuge dans les pays du nord, notamment au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en France, au Canada, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse. De ce fait, elle est classée parmi les principaux pays émetteurs et récepteurs des migrations des réfugiés. Elle n'est presque pas concernée par les migrations économiques. En ce qui concerne les déplacés internes, sur les 12 millions recensés sur le continent, la RDC en compte 1,6 millions. Ces déplacements résultent souvent de violations du droit international humanitaire pendant un conflit armé. Les civils, en majorité des femmes et des enfants, sont alors contraints de fuir leur lieu de vie pour se mettre à l'abri de violences ou de persécutions, sans toutefois quitter leur pays.

Limo, L. (1987). "Productions matérielles et système d'échanges en Ituri." Congo-Afrique(213): 156-169.

L'auteur présente l'histoire des migrations des peuples de l'Ituri, dans la province Orientale. La sous région de l'Ituri est le point de rencontre des principaux groupes ethnolinguistiques du Zaïre à savoir, les bantous, les soudanais, les nilotiques, les hamites, et les pygmées (qui étaient les premiers occupants). L'occupation systématique des côtes occidentales du lac Mobutu s'est faite à travers une succession de plusieurs vagues migratoires qui sont : les premières vagues des migrants ont traversé les Semuliki et comprenaient les agriculteurs et les chasseurs bantous comme les Bira, les Lendu, Les Nyari, les Lele etc; d'autres mouvements migratoires ont déferlé du nord et venaient du Soudan en passant par l'Ouganda. Ils comprenaient les forgerons Ndo Okobo suivis des Alur qui ont franchi le Nil en provenance d'Ouganda. Enfin les dernières vagues migratoires et les plus récentes sont constituées des pasteurs Hema venant des pays du Bungalow et du Toro en Ouganda. Somme toute, les agriculteurs Lendu, les forgerons NdoOkobo et une partie des Hema, éleveurs et agriculteurs Bira, une partie des Hema (éleveurs et pêcheurs) ont émigré vers la zone d'Irumu.

Loore, F. (2008). Les villes africaines sont des vastes laboratoires de la modernité. &CO. Bruxelles, Service Communication Externe de la Coopération Technique Belge (CTB). Edition spéciale: 7-10.

Une série de reportage sur les problèmes des villes en RDC. Il accorde la parole dans un entretien avec Filip De Boeck qui fournit un éclairage neuf, fondé sur des recherches qu'il mène en RDC et dont il a publié un livre intitulé "Kinshasa. Récits de la ville invisible", sur les imaginaires sociaux et culturels locaux, grâce auxquels les habitants continuent à donner un sens à leurs mondes et inventent des stratégies pour faire face à l'effondrement de l'infrastructure urbaine. Par la suite, il présente les acteurs et animateurs de quelques villes de la RDC

Loutete Dangui, N. and B. Libali (2004). Les migrations internationales au Congo : problèmes d'observation. C. i. d. Budapest. Budapest (Hongrie), Association internationale des démographes de langue française: 11 pages.

Au Congo comme ailleurs, l'observation des migrations notamment les migrations internationales et plus particulièrement infra-africaines se trouvent confrontées à d'énormes problèmes liés d'une part à une diversité de modes d'enregistrement des données y afférentes, à la sous-explication de ces données quand elles existent et aux nombreuses restrictions liées soit au défaut d'archivage, soit à des mesures de protection politico-sécuritaires. D'autre part, la multiplicité des points d'entrée ou de sortie très perméables favorise le développement des courants clandestins, posant ainsi le problème de la mesure du phénomène. La communication dresse ainsi un inventaire critique des sources disponibles sur la mesure des migrations internationales au Congo, qui revêtent des aspects particuliers suite à la situation géographique du pays. Ensuite, un accent est mis sur la valorisation des données obtenues à partir des fiches de navette. Enfin, il est proposé une esquisse d'amélioration du dispositif de collecte des données sur les migrations internationales au Congo.

Lumenga-Neso, K. (1982). Aux origines de la ville de Kinshasa. Kinshasa, Editions du Centre de recherches pédagogiques.

L'auteur fait le constat selon lequel l'histoire de la ville de Kinshasa n'a pas encore été étudiée de façon systématique, générale et complète. C'est la conscience de cette carence qui lui a donné l'idée de concevoir le projet de cette publication sur l'histoire des origines de la ville de Kinshasa. Ses émissions à la radio sur la genèse de Kinshasa dans le cadre de « Zaïre Oye » et une série d'entretiens avec le R.P. Léon de Saint Moulin ont suscité l'intérêt à consolider son dessein. En effet, l'histoire de la ville de Kinshasa est rattachée à celle du pays. La naissance de Léopoldville appelée « Stanley-pool », est liée à la troisième expédition réalisée de Henry Morton Stanley au Congo. Cette expédition réalise une œuvre aboutissant à l'érection le long du fleuve zaïre à l'époque et Congo actuel, de Matadi à Kinshasa, d'une chaîne de stations dont la plus importante est Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa. Dans son actif, STANLEY a popularisé l'idée de la création du chemin de fer Matadi – Kinshasa, aménagé les routes et contribué au développement du pays. En conclusion, il relève les conséquences de la pénétration européenne sur le sol congolais d'une part et d'autre part le rôle de liaison jouée par toute la région de Mpumbu et particulièrement par Kintambo et Kinshasa entre le Pool MALEBO et la côte atlantique avant l'arrivée de STANLEY.

Lututala, B. (2006). L'ubiquité résidentielle des migrants congolais. une enquête auprès des migrants à Paris. Civilisations. LIV: 117-124.

Version en français: Les Congolais sont de plus en plus nombreux à s'en aller résider dans les pays de Nord. Mais ces départs sont loin de signifier une rupture avec le pays d'origine et la famille. Bien au contraire, ils ont donné lieu à une circulation des migrants entre la RDC et les pays de résidence, laquelle s'explique par l'instauration d'un nouveau mode de vie: l'ubiquité résidentielle, c'est-à-dire l'établissement d'une résidence au Nord tout en gardant un pied au pays, en RDC. Ceci, et c'est là l'hypothèse de travail, justifie en partie la décision des Congolais de la diaspora de ne pas retourner vivre dans leur pays malgré l'hostilité dont ils sont victimes au Nord. La vérification de cette hypothèse a nécessité des données qui ne pouvaient être obtenues qu'auprès des migrants eux-mêmes. 122 migrants à Paris ont été enquêtés. Les modes d'enquête utilisés dans cette recherche sont présentés dans ce contexte difficile vu la réticence des migrants à livrer des informations sur leurs conditions de vie dans le pays d'accueil.

Version en Anglais: Congolese maintain strong ties with family members back home despite increasing migration towards the North. These displacements contribute to the circulation of other migrants between the Congo and the host country. This new way of life is described as 'residential ubiquity': meaning residing jointly in both places. This 'straddling', which is the hypothesis of the research that this article describes, partially accounts for why Congolese of the diaspora do not return home permanently despite the hostility encountered in the host country. Testing this hypothesis required interviewing migrants themselves. 122 migrants living in Paris were studied; a difficult task given the reticence that

characterises migrants with respect to discussing their living conditions in host countries. This article traces the techniques used to overcome this research predicament.

Lututala, M. (2005). L'élargissement des espaces de vie des familles congolaises sur des migrants à Paris. Familles au Nord, Familles au Sud. K. Vignikin and P. Vimard. Bruxelles, Bruylant Academia: pp. 409-429.

Ce chapitre se veut une contribution à la connaissance du rôle que joue la famille au sens africain sur la dynamique migratoire des Congolais vers l'étranger et notamment la France. Un des effets des interrelations entre la famille et la migration est l'élargissement de l'espace de vie des familles. Ainsi, la migration, dans le contexte africain, contribue à sa propre perpétuation, à travers les chaînes migratoires familiales qui s'instaurent. La présence dans un lieu d'un membre de la famille constitue pour les autres individus de cette famille un nouvel espace de production et de reproduction. Ceci est susceptible d'expliquer les motivations profondes du non-retour des migrants congolais résidant à Paris dans leur pays d'origine.

Lututala, M. (2007). Les migrations en Afrique Centrale : caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration et le développement des pays de la région. Atelier sur les perspectives africaines: comprendre les dynamiques des migrations sur le continent. Accra: 27 pages.

Les guerres et autres troubles politiques qui se déroulent en Afrique centrale de temps en temps poussent les populations à se déplacer à l'intérieur de leurs pays par milliers voire par millions, ou à se réfugier dans les pays voisins ou lointains. Les migrants en provenance de l'Afrique centrale vivent des drames dans leurs nouveaux pays d'immigration. Certains d'entre eux en sont refoulés et rapatriés dans leurs pays d'origines dans les conditions inhumaines. L'auteur soulève la question de l'émigration des populations de l'Afrique centrale : la prédominance de l'émigration vers les pays du Nord, la diversification et les changements dans les directions des mouvements, les cheminements migratoires héroïques, l'insertion dans les pays d'accueil, le problème de la fuite des cerveaux et la contribution des migrants aux économies des pays de l'Afrique centrale. En définitive, l'auteur fait ressortir les aspects qui méritent des études plus fouillées sur les migrations en Afrique centrale.

Lututala, M. B. (2006). Promouvoir la contribution des migrants au développement de leurs pays d'origine: Transfert de compétences et connaissances. Rapport final de la Conférence sur la Migration et le Développement. Bruxelles, Le gouvernement du Royaume de Belgique, l'Organisation internationale pour les Migrations, la Commission européenne et la Banque Mondiale: 277-287.

La migration des Africains vers les pays du Nord devient un phénomène prenant de l'ampleur. Les Congolais de la RDC, par exemple, sont de plus en plus nombreux en Belgique, en France, au Canada, en Angleterre, en Allemagne, etc. La contradiction entre la nécessité pour les migrants d'aller ailleurs pour gagner ou pour protéger leur vie et l'hostilité dont ils sont victimes demeure une grande

préoccupation pour une bonne gestion des migrations internationales. La contribution des migrants au développement de leurs pays d'origine est analysée, allant du transfert des fonds à celui des connaissances et des compétences. Des stratégies pour le succès de cette contribution sont présentées par rapport aux pays d'origine des migrants et par rapports aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

Lututala Mumpasi, B. (1995). Les migrations africaines dans le contexte socio-économique actuel -une revue critique des modèles explicatifs. Sociologie des populations. H. Gérard and V. Piché. Montréal, PUM/AUPELF-UREF: 391-416.

Alors que les migrations ont joué un rôle important dans l'histoire des Etats africains, que ce soit à l'époque coloniale lorsque l'on sait que les migrations coloniales ont largement contribué à l'urbanisation en Afrique, que ce soit pendant la période post-coloniale, l'auteur fait état d'un déficit théorique sérieux dès lors qu'il est question d'expliquer le phénomène migratoire. Ainsi, ce chapitre poursuit-il les buts suivants: combler la lacune en ce qui concerne les modèles explicatifs du phénomène migratoire en Afrique post-coloniale en tentant de les vulgariser auprès des chercheurs francophones, et montrer les limites de ces modèles explicatifs dans le contexte social, politique et économique actuel de crise caractérisant l'Afrique.

Lux, A. (1958). "Migrations, accroissement et urbanisation de la population congolaise de Luluabourg." Zaïre XII-7(n° 12).

Cet article présente l'étude des résultats d'une recherche entreprise dans le centre extra-coutumier de Luluabourg et dans les villages de sa banlieue. Cette analyse porte sur l'évolution de la situation démographique à la lumière du jeu combiné des migrations et de l'accroissement naturel de la population. Le fond de son analyse porte sur la répartition de la population dans la période coloniale et le changement social qui s'opère.

Lux, A. (1972). "Gift Exchange and Income Redistribution between Yombe Rural Wage-Earners and Their Kinsfolk in Western Zaire." Africa 42(3): 173-191.

Résumé: Ce texte provient d'une recherche de terrain conduite en Juillet 1966 à travers un échantillon de 268 travailleurs du territoire de Lukula dans le Mayombe central. Un tiers est employé dans les plantations et les deux tiers dans le secteur industriel, principalement dans le traitement du bois de sept grandes entreprises. Certains des travailleurs vivent à Lukula, une petite cité de 10.000 personnes, d'autres vivent dans des camps de la société en milieu rural. Ils sont ainsi dans une large mesure des salariés industriels ruraux. Beaucoup d'entre eux sont entièrement impliqués dans l'économie moderne. Cet article s'intéresse aux rapports ambivalents entre les villages et les travailleurs. En plus du fait de présenter au lecteur quelques données détaillées sur l'économie de

solidarité entre les communautés de village et celles en dehors de villages, des données sont relatives à celles portant sur les relations de visite.

Lydie, N. and N. J. Robinson (1998). "West and Central Africa." *International Migration* 36(4): 469-511.

En Afrique Occidentale et Centrale, des pays ayant un taux élevé d'émigration et d'immigration tendent à avoir des taux élevés d'infection de VIH/sida. La seule exception, le Sénégal, permet de démontrer que le niveau élevé de mobilité et de migration ne conduit pas nécessairement à l'expansion rapide de l'infection de VIH/sida. Cinq groupes de population différents sont considérés dans cet article soit en raison de l'importance de leur nombre soit parce que leur rôle dans la propagation de cette infection est bien important. Il s'agit de travailleurs migrants, des conducteurs de gros camions, des commerçants itinérants, des prostituées et des réfugiés. Il est difficile d'estimer le nombre de travailleurs migrants mais ils constituent un aspect important dans l'Afrique occidentale. Les principales routes de migration convergent vers les côtes et il y a trois pays côtiers qui sont les principaux centres d'immigration ; le Sénégal, le Nigeria et la Côte d'Ivoire. En Afrique centrale, les plus importants sont entre autres le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République Démocratique du Congo (ancien Zaïre). Le rôle des conducteurs des gros camions dans la propagation du HIV/sida est bien documenté en ce qui concerne l'Afrique de l'Est, mais il l'est moins en Afrique occidentale et centrale. Le commerce itinérant est souvent une activité économique majeure pour les femmes. Les femmes commerçantes itinérantes peuvent être particulièrement vulnérables au VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles dans la mesure où leurs activités de commerce les conduisent à voyager sur des longues distances sans leurs familles et à vendre des services sexuels pour avoir un supplément des moyens. Dans l'Afrique centrale et occidentale, des prostituées constituent une catégorie particulière de migrantes et beaucoup voyagent au niveau international. Des prostituées originaires du Sénégal et de la Guinée Bissau travaillent en Gambie, celles originaires du Togo travaillent en Côte d'Ivoire et celles provenant du Ghana travaillent au Benin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Finalement, le continent fait l'expérience des mouvements de réfugiés sur une large échelle ces dernières années. La recherche indique la corrélation complexe entre la migration et le VIH/sida. A l'évidence, tous les migrants ne présentent pas le même risque d'infection et ne contribuent pas de manière égale à la propagation du VIH. Ainsi, il y a peu d'analyses à ces jours sur les influences de différents types de migration (lesquels peuvent être caractérisés par la durée, la fréquence de visites de retour, les conditions de vie, etc.) sur l'expansion du VIH. Des associations fortes entre la migration et la séropositivité de VIH ont amené différents auteurs à supposer que les travailleurs migrants peuvent être le plus impliqués dans des activités sexuelles avec des multiples partenaires, particulièrement lorsqu'ils sont loin de leurs foyers. Donc, peu d'études ont vérifié cette hypothèse directement. Des stratégies pratiques pour la prévention de la propagation du VIH/Sida parmi les populations migrantes en Afrique occidentale et centrale doivent tendre à donner de l'information avant le départ, le long des routes de communications, à la destination finale et au moment du voyage de retour. Le degré de concentration à chaque étape dépend des caractéristiques de la population. Par exemple, les migrants males doivent être informés avant le départ sur le risque qu'ils courent en ayant des relations sexuelles non protégées dans leur trajet. Ceci est peut-être la stratégie la plus efficace appropriée pour les conducteurs de gros camions et les travailleurs migrants saisonniers.

Quelle que soit la stratégie utilisée, la collaboration solide est exigée entre pays concernant l'information et les campagnes de prévention et l'évitement de la stigmatisation de n'importe quel groupe d'individus.

Mots-clés : migration, circulation migratoire, commerce informel, maladies sexuellement transmissibles, campagne de sensibilisation.

Résumé: En Afrique Occidentale et Centrale, des pays ayant un taux élevé d'émigration et d'immigration tendent à avoir des taux élevés d'infection de VIH/sida. La seule exception, le Sénégal, permet de démontrer que le niveau élevé de mobilité et de migration ne conduit pas nécessairement à l'expansion rapide de l'infection de VIH/sida. Cinq groupes de population différents sont considérés dans cet article soit en raison de l'importance de leur nombre soit parce que leur rôle dans la propagation de cette infection est bien important. Il s'agit de travailleurs migrants, des conducteurs de gros camions, des commerçants itinérants, des prostituées et des réfugiés. Il est difficile d'estimer le nombre de travailleurs migrants mais ils constituent un aspect important dans l'Afrique occidentale. Les principales routes de migration convergent vers les côtes et il y a trois pays côtiers qui sont les principaux centres d'immigration ; le Sénégal, le Nigeria et la Côte d'Ivoire. En Afrique centrale, les plus importants sont entre autres le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République Démocratique du Congo (ancien Zaïre). Le rôle des conducteurs des gros camions dans la propagation du HIV/sida est bien documenté en ce qui concerne l'Afrique de l'Est, mais il l'est moins en Afrique occidentale et centrale. Le commerce itinérant est souvent une activité économique majeure pour les femmes. Les femmes commerçantes itinérantes peuvent être particulièrement vulnérables au VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles dans la mesure où leurs activités de commerce les conduisent à voyager sur des longues distances sans leurs familles et à vendre des services sexuels pour avoir un supplément des moyens. Dans l'Afrique centrale et occidentale, des prostituées constituent une catégorie particulière de migrantes et beaucoup voyagent au niveau international. Des prostituées originaires du Sénégal et de la Guinée Bissau travaillent en Gambie, celles originaires du Togo travaillent en Côte d'Ivoire et celles provenant du Ghana travaillent au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Finalement, le continent fait l'expérience des mouvements de réfugiés sur une large échelle ces dernières années. La recherche indique la corrélation complexe entre la migration et le VIH/sida. A l'évidence, tous les migrants ne présentent pas le même risque d'infection et ne contribuent pas de manière égale à la propagation du VIH. Ainsi, il y a peu d'analyses à ces jours sur les influences de différents types de migration (lesquels peuvent être caractérisés par la durée, la fréquence de visites de retour, les conditions de vie, etc.) sur l'expansion du VIH. Des associations fortes entre la migration et la séropositivité de VIH ont amené différents auteurs à supposer que les travailleurs migrants peuvent être le plus impliqués dans des activités sexuelles avec des multiples partenaires, particulièrement lorsqu'ils sont loin de leurs foyers. Donc, peu d'études ont vérifié cette hypothèse directement. Des stratégies pratiques pour la prévention de la propagation du VIH/Sida parmi les populations migrantes en Afrique occidentale et centrale doivent tendre à donner de l'information avant le départ, le long des routes de communications, à la destination finale et au moment du voyage de retour. Le degré de concentration à chaque étape dépend des caractéristiques de la population. Par exemple, les migrants males doivent être informés avant le départ sur le risque qu'ils courent en ayant des relations sexuelles non protégées dans leur trajet. Ceci est peut-être la stratégie la

plus efficace appropriée pour les conducteurs de gros camions et les travailleurs migrants saisonniers. Quelle que soit la stratégie utilisée, la collaboration solide est exigée entre pays concernant l'information et les campagnes de prévention et l'évitement de la stigmatisation de n'importe quel groupe d'individus.

Macchiavelo, M. (2004). "Livelihood Strategies of Urban Refugees in Kampala." *Forced Migration Review*(20): 26-27.

Quelques 15.000 réfugiés – des rescapés de guerres du Soudan, Rwanda, Burundi, la République Démocratique du Congo, Erythrée, Ethiopie et la Somalie- vivent à Kampala, la capitale de l'Ouganda sans assistance du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés. Rejetant de vivre dans des camps en milieux ruraux, ils ont choisi un environnement dans lequel ils peuvent utiliser leurs aptitudes de manière à réaliser l'auto-suffisance et la dignité.

Résumé en Anglais:

Some 15,000 refugees -- escapees from wars in Sudan, Rwanda, Burundi, the Democratic Republic of Congo, Eritrea, Ethiopia, & Somalia -- live in the Ugandan capital, Kampala, without UNHCR assistance. Rejecting residence in rural camps, they have chosen an environment in which they can use their skills to achieve self-sufficiency & dignity.

MacGaffey, J. (1983). "The Effect of Rural-Urban Ties, Kinship and Marriage on Household Structure in a Kongo Village." *Revue canadienne des études africaines/Canadian Journal of African Studies* 17(1): 69-84.

Des liens entre les ruraux et les urbains dans le Bas Congo résultent de la migration de travail salarié à travers laquelle les migrants maintiennent des liens avec leurs villages d'origine. La comparaison de la structure des ménages dans le village du Bas Congo et dans la ville de Kinshasa montre que la composition de ménages urbains complète celle des ménages ruraux de manière que la ville et le village forment un seul champ social. L'analyse de recensements du village montre que l'influence des facteurs suivants opérant dans le temps et sous-tendant la variété des formes de ménages comme l'âge, le sexe, la mobilité maritale, les droits et les obligations de parenté, les contraintes et les opportunités du système économique urbain-rural et l'indépendance économique relative des femmes dans l'économie de village. La variété des structures de ménages qui résulte de l'interaction de ces facteurs représente la portée des alternatives résidentielles existant dans les différentes phases du cycle de développement du groupe domestique Kongo.

Résumé en Anglais:

Rural-Urban ties in lower Zaire result from wage-labor migration in which the migrants maintain links with their villages of origin. Comparison of household structure in a Kongo village & in the city of

Kinshasa shows that the composition of Ur households complements that of Ru ones such that town & village form a single social field. Analysis of a census of the village shows the influence of the following factors operating over time & underlying the variety of forms of household: age, sex, marital mobility, the rights & obligations of kinship, the constraints & opportunities of the Ur-Ru economic system, & the relative economic independence of women in the village economy. The variety of household structures that results from the interaction of these factors represents the range of residential alternatives existing in the different phases of the developmental cycle of the Kongo domestic group.

Maes, J. and O. Boone (1935). Les peuplades du Congo Belge. Noms et situation géographique. Bruxelles, Publications du bureau de documentation ethnographique.

La présentation de ce livre répond à une préoccupation suivante : le classement des peuplades du Congo Belge par ordre alphabétique. Les hypothèses relatives aux origines et aux affinités linguistiques ou culturelles des peuplades sont ainsi élaborées. Deux questions sont soumises pour chaque peuplade : le nom qu'elle se donne ou qui lui a été donné par ses voisins, puis son orthographe d'un côté et de l'autre, sa situation géographique. La méthode utilisée par les auteurs est le dépouillement de la littérature ethnographique du Congo belge. Les difficultés qu'il y a à appliquer aux groupements, la dénomination de peuplades, proviennent de la dispersion des peuples qui ne sont homogènes. Car les peuplades sont la résultante des adaptations produites à la suite de nombreuses migrations, des conquêtes, etc. cette recherche aboutit aux limites du territoire actuellement occupé par chaque peuplade et ont fait connaître l'orthographe du nom du chaque peuple selon leur préférence.

Mandjumba Mwanimi, M. (1985). Chronologie générale de l'Histoire du Zaïre (Des origines à nos jours). Kinshasa, Editions du Centre de recherche pédagogique.

Ce livre, avec une préface de Léon de Saint Moulin, a pour objet d'élaborer un document pédagogique pour la jeunesse. Dans ce document, l'auteur établit une chronologie précise et succincte des faits historiques zaïrois. Pour ce faire, il a regroupé le moment précis où s'étaient produits les événements évolutifs de l'histoire du Zaïre. Il traite alors successivement des origines à la formation des royaumes. A cet égard, l'auteur donne les grandes dates de l'évolution de la préhistoire du Zaïre ainsi que les étapes de peuplement du territoire zaïrois jusqu'aux environs du Vème siècle de notre ère. Dans un deuxième point, du Vè au XIXè siècle, il tente de ramasser les grandes dates ayant marqué l'évolution des grands ensembles étatiques du Zaïre jusqu'à la colonisation. Le troisième point traite de la période coloniale (1885-1960). Dans ce point, des étapes de l'évolution de la société zaïroise sous les aspects politique, administratif, économique, social, religieux et culturel sont abordées. Le dernier point aborde l'histoire du Zaïre depuis l'indépendance (1960 à nos jours) ici aussi les événements sont regroupés dans les mêmes subdivisions que la période précédente. Des fresques sur l'histoire des migrations dans ce pays sont analysées/

Marzoratia, A. (1953). Le problème du peuplement européen au Congo. Bruxelles, Edition de la Fondation Louis de Brouckere.

Dans ce document, l'auteur s'oppose à la politique de peuplement belge au Congo. Cette politique consistait à former au Congo une importante communauté des Belges destinés à y demeurer et y faisant souche en vue d'asseoir durablement la souveraineté de la Belgique sur le Congo d'une part et d'autre part, résorber le chômage qui se vit dans la métropole. L'auteur, par contre, favorisait la création et le développement des entreprises locales qui auront à utiliser la main d'œuvre indigène travaillant en meilleur compte. Et il conclut que la politique consistant à augmenter le pouvoir d'achat des indigènes intensifierait les relations économiques entre la Belgique métropolitaine et la Belgique d'outre-mer.

Mathieu, P., S. Mugangu Matabaro, et al. (1998). "Enjeux fonciers et violences en Afrique: la prévention des conflits en se servant du cas du Nord-Kivu (1940-1994)." Réforme Agraire: 32-42.

Depuis 1993, la partie nord du Kivu (Est de la République démocratique du Congo) a été le lieu d'affrontements massifs et violents entre groupes de paysans d'origines socio-ethniques différentes. Ces violences ont fait des dizaines de milliers de morts civils et des centaines de milliers de personnes déplacées entre mars 1993 et début 1996. Ces massacres sont le résultat d'un processus historique d'escalade conflictuelle attisée par plusieurs facteurs de tension : les déséquilibres démographiques et ethniques résultant des migrations ; la dépossession foncière de la paysannerie ; les incertitudes et la confusion relatives aux questions de nationalité ; et, enfin, les manipulations politiques. Cette étude résume les causes de ces processus d'escalade et de polarisation violente des tensions. Il propose ensuite diverses lignes d'action susceptibles de prévenir ou de limiter l'émergence de tels conflits dans trois domaines d'intervention : le développement rural, la gestion foncière et la gouvernance. En effet, d'escalade du niveau de violence dans les conflits au Nord-Kivu résultent des causes multiples et complexes. Parmi elles, il y a notamment la question foncière et celle de la nationalité qui se résument en : rétrécissement de l'espace disponible pour des paysanneries de plus en plus nombreuses ; dépossession foncière de ces mêmes paysanneries, en grande partie organisée par la collusion entre chefs coutumiers, bourgeoisies urbaines et administrations corrompues ; incertitude et précarité croissantes des droits fonciers paysans, résultant à la fois des pratiques foncières clientélistes et opportunistes des chefs coutumiers autochtones et de la disqualification des droits fonciers traditionnels par les lois foncières modernes (promulguées en 1966 et 1973), au nom de la propriété étatique du sol. En janvier 1972, d'après la loi 72-002, « les personnes originaires du Ruanda-Urundi, qui étaient établies dans la province du Kivu avant le premier janvier 1950 à la suite d'une décision de l'autorité coloniale, et qui ont continué à résider depuis lors dans la République jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, ont acquis la nationalité zaïroise le 30 juin 1960 ». En 1981, de nouveaux textes législatifs annulent cette première loi et définissent des conditions beaucoup plus restrictives pour l'accès à la nationalité, en imposant une démarche individuelle de naturalisation pour obtenir la

nationalité qui avait été accordée 10 ans auparavant de façon collective et automatique. Une ordonnance de mai 1982 précise que « sont nuls et non avenue les certificats de la nationalité zaïroise ou tout autre document d'identité délivré en application de l'article 15 de la loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 sur la nationalité zaïroise » (art. 21). La question de la nationalité des migrants venus du Rwanda (mais à des époques très différentes) a donc été marquée par une confusion politico-juridique inextricable, qui en a fait une question littéralement « indécidable ». Il était devenu impossible, dans le contexte institutionnel et politique du Zaïre entre 1981 et 1993, de dire « qui était zaïrois et qui ne l'était pas » au Nord-Kivu.

Mathieu, P. and J.-C. Willame (1999). *Conflits et guerre au Kivu et dans la région des Grands Lacs*. Paris, Editions L'Harmattan.

L'auteur soutient que les causes de migrations dans cette zone sont : le surpeuplement du Rwanda voisin et par conséquent le Kivu devient une terre d'accueil pour les migrants en provenance des pays voisins, la famine au Rwanda dont la manifestation a eu lieu en 1905-1909, en 1918-1999 et en 1950-1952, les conflits intervenus au Rwanda. Le Kivu est aussi sous forte tension et violence en 1994 dans le contexte de la fuite de Tutsi vers le Rwanda à la suite de la révolte de Hunde et des exactions des milices Hutu. Par ailleurs, dans le contexte colonial, il y a la transplantation des rwandais vers le Congo Belge pour travailler dans les plantations des colons belges du Kivu (35 000 Hutu Rwandais entre 1935-1945, 60 000 hutus en 1973).

Mayota, N. and L. Lufungula (1990). "L'administration coloniale belge face à l'exode rural des Libinza vers les îles et les centres urbains du fleuve Zaïre." *Annales Aequatoria*.

Comme l'indique le titre, les auteurs se sont penchés sur les migrations des Libinza vers les îles et les villes. La libre circulation des personnes dans la colonie ou leur maintien dans les terroirs originels, telle est l'alternative qui préoccupait les autorités coloniales belges au Congo. Appliquée aux Libinza, cette question n'a pas pu être résolue par l'administration coloniale au point qu'on s'est trouvé devant l'impasse. La présente étude met en relief les causes de l'exode des Libinza et leur incidence sur le plan socio-économique.

Mayoyo Bitumba, T. T. (1995). "Migrations Sud-Nord: levier ou obstacle. Les Zaïrois en Belgique." *Année 90 4(13)*.

Ce texte comprend 3 volets essentiels. Il présente la nature de la migration Sud-Nord; ensuite, il énumère les causes de la migration et enfin, il dresse le bilan de la migration. Dans le premier volet, il considère la migration Sud-Nord comme un des thèmes majeurs du discours politique et populaire en cette fin du 20ème siècle qui pourrait devenir la principale crise humaine de notre époque et un phénomène aussi vieux que le monde. Concernant les causes de la migration zaïroise, pour l'auteur,

elles sont de cet ordre: la situation de détresse vécue marquée par l'échec de 34 ans d'indépendance dans la dictature: ceci découle des médiocres conditions sociales et économiques, l'instabilité politique et la fascination de l'Europe exercée sur les zairois. Une autre série de causes est l'appel de l'Occident qui se fait soit par l'entremise de l'héritage colonial, des médias et de la musique.

L'auteur dresse le bilan de ces migrations. Selon l'auteur, les migrations congolaises ont une incidence positive : il s'agit de l'envoi de fonds et des cadeaux, l'acquisition de qualification et de l'expérience personnelles susceptibles d'influer sur la croissance économique et le progrès socioéconomique du pays. Elles ont aussi une incidence négative qui se manifeste par la peur ou l'hésitation de rentrer au pays, la fuite des cerveaux zairois, l'abâtardissement des cerveaux zairois et la déchéance de l'intellectuel zairois.

M'Bokolo, E. (2004). *Afrique noire: histoire et civilisation du 19e siècle à nos jours*. Paris, Editions Hatier.

En parlant de migrations intérieures au Congo durant la période coloniale, l'auteur souligne le fait que les paysans n'obtenaient l'autorisation de migrer vers les villes que s'ils étaient en mesure de prouver qu'il y avait un emploi. Ces migrations étaient à caractère forcé ou libre. L'administration coloniale procédait au contrôle des mouvements de la population indigène.

Mboyo Ey'Ekula, M. (2008). *La lutte pour l'espace à Kinshasa*. &CO. Bruxelles, Service Communication Externe de la Coopération Technique Belge: 14-15.

La capitale congolaise connaît une crise de logement qui pousse les plus démunis à habiter des bidonvilles ou à vivre dans des quartiers mal desservis de la périphérie. Ceux-ci sont de plus en plus convoités par les riches. Reportage poignant fondé sur une investigation sur les conditions d'habitat et les luttes qui s'enagent en raison de la crise de l'espace entre les riches qui savent dépenser et les pauvres, démunis et exclus même de la jouissance de leurs droits immobiliers. La faillite des services publics entraîne des conséquences sur la gestion des questions nées dans la capitale congolaise.

Mendiaux, E. (1961). *Histoire du Congo. Des origines à Stanley*. Bruxelles, Editions Charles Dessart.

Dans ce livre, la préoccupation de l'auteur est de donner une vue d'ensemble et complète de l'histoire du Congo, pour compléter les monographies partielles des événements survenus au Congo. Dans le souci d'objectivité, l'auteur a emprunté de larges citations aux récits des premiers explorateurs de l'Afrique centrale. Dans son analyse, l'auteur affirme que certaines régions du Congo actuel, notamment le Katanga, le Kivu et le Bas-Congo, étaient habités dès l'âge mésolithique. Il existe également des traces d'une population préhistorique au sud de la forêt équatoriale. Dès l'âge préhistorique, le Congo aurait été une voie de pénétration de première classe. Les mésolithiques seraient venus du nord en suivant la route le long des grands lacs. La série des industries lithiques était

plus complète. C'est au cœur de l'Afrique que l'homme a dû émerger pour la première fois. De tout ceci, l'auteur voulait savoir comment reconnaître et établir que l'Afrique est le berceau de l'humanité ? Et il n'en est pas exclu que c'est au Congo que se situerait la naissance de l'humanité. Pour lui, le peuple le plus ancien connu au Congo, ce sont des pygmées. Actuellement les pygmées du Congo se divisent en groupes ; les Ba mbuti, les Batwa et les Babinga, sont tous pygmoïdes métissés de la race nègre. Les pygmées sont essentiellement nomades. La région forestière du nord du Congo, habitée anciennement par les pygmées, fut envahie depuis les temps les plus reculés par des tribus noires paléolithiques bantoues. Les deux peuples se sont métissés et le pays fut ensuite conquis par des émigrés.

Migabo Mbonekuba, J. P. (2005). Analyse de l'exode rural dans la collectivité chefferie de Kabare, Sud-kivu, RDC. Cas de Kabare centre. Bukavu, Institut Supérieur de développement rural.

A partir de l'observation faite sur le terrain, l'auteur démontre les problèmes posés par le déplacement des jeunes, en majorité des hommes, vers la ville de Bukavu et les zones minières des provinces du Maniema, Sud-kivu et Nord-kivu. Il situe les causes de cet exode dans l'absence et/ou l'insuffisance d'infrastructures de base (écoles, hôpitaux, aires des jeux, etc.), l'électricité, l'eau potable, etc. La masse laborieuse jeune est obligée de se déplacer vers les zones minières et les centres villes.

Mitima, K. (2005). La problématique de déplacement massif des populations rurales vers le milieu urbain dans le territoire d'Uvira. Bukavu, Institut supérieur de développement rural.

L'insécurité généralisée, la précarité des conditions de vie dans le territoire d'Uvira et le manque d'emploi poussent plusieurs personnes à se déplacer vers les milieux urbains notamment dans la ville de Bukavu (chef lieu de la Province du Sud-kivu) et celle de Bujumbura (la capitale de la République du Burundi). Frontalier de cette dernière ville, le territoire d'Uvira se voit vider de ses habitants surtout la masse laborieuse en faveur de villes susmentionnées. Elles sont en quête de l'emploi et des conditions de vie plus ou moins meilleures. L'auteur montre que toutes ces personnes déplacées vivent essentiellement dans les quartiers Bwiza et Buyenzi de Bujumbura. A Bukavu, ce sont quelques commerçants et l'élite intellectuelle qui s'y rendent. Par conséquent, ce territoire voit ses activités économiques régressées et sa crème intellectuelle servir les autres contrées au détriment de son développement.

Moeller, A. (1936). Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo Belge. Bruxelles, Editions Marcel Hayez.

Cet ouvrage se répartit en deux parties dont chacune est composée des sections et des chapitres. La première partie constitue une hypothèse de travail. La documentation que cette partie réunit à l'appui de cette hypothèse offre ainsi une analyse des migrations qui peuvent être classées en deux grands groupes : les migrations du Nord-est en direction de du Sud Ouest et celles du Nord-Ouest

vers le Sud –Est. Dans ce premier groupe, il y a trois vagues de migrations qu'il qualifie archaïques qui ont formé, avec un fort métissage pygmée, le fond de la population de l'entre Lualaba. Grands lacs, sur lesquels sont venues se superposer les populations souvent sous la conduite des chefs d'origines hamites, mais métissés d'hamite ou Babito. De là viennent les populations Banade, Bahunde, Bashi, etc. Dans ce second groupe des migrations, celles de l'ouest, il y a au sud les populations venues de l'ouest. Bien que son essai n'ait pour objet que les bantous de la province orientale, l'auteur a complété ses notes sur quelques populations non bantoues dans la mesure où elles apportaient, à leur sujet, quelques éléments nouveaux. Enfin la seconde partie du livre réunit une documentation consacrée à l'étude des rites, pratiques et croyances qui se rapprochent, mais qui les divisent sur qui fait leur originalité propre. En conclusion, l'emprunt et la diffusion unissent ces populations.

Mokili Danga, K. J. (2001). La crise congolaise: enjeux et reconstruction nationale. Paris, Editions L'Harmattan.

Ce livre regroupe en quatre chapitres les textes du colloque international organisé par le Groupe de réflexion et d'action pour la paix et le progrès économique au Congo (GRAPPE-Congo), en collaboration avec le Brussels Center of Africa Studies (ULB-VUB), le Conseil de la Communauté Africaine en Europe/Belgique et l'Association Congo Luxembourg.

Le premier chapitre concerne les contextes du colloque international de solidarité avec le peuple congolais. Le deuxième chapitre quant à lui, porte sur les enjeux et conséquences de la guerre en RD Congo. Le troisième chapitre est consacré aux conditions de la stabilité et de la reconstruction nationale en RD Congo. Le quatrième chapitre enfin, aborde le compte rendu des ateliers. Concernant les enjeux et les conséquences de la guerre en RDC, les participants du colloque ont retenu, comme enjeux majeur : les ressources naturelles du sol et sous sol congolais qui suscitent la convoitise des nombreux opérateurs et autres acteurs politiques et économiques ; la remise en question des frontières de l'Etat congolais par les dirigeants des pays limitrophes qui tablent sur l'expansion territoriale pour tenter de résoudre leurs problèmes dans divers domaines ; la course au pouvoir entre compatriotes congolais d'un coté et d'un autre coté la recherche de leadership dans le chef des africains et des occidentaux ; enfin la RD Congo présente un terrain propice au commerce des armes. Quant aux conséquences les participants ont retenu : la violation systématique des droits fondamentaux; la dignité humaine est régulièrement et impunément bafouée; les viols des femmes et des jeunes filles, tueries et massacres ; déplacement des populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays ayant comme conséquence le nombre élevé des déplacés et des réfugiés et la disparition des certains villages ; les conflits ethniques intensifiés par les atrocités vécues par les populations victime de la guerre ; le recrutement des enfants dans l'armée ; la destruction de l'environnement, le pillage, l'inflation ; etc. En conclusion, les conséquences de la guerre en RD Congo sont d'ordre social et économique.

Morris, A. (1998). "Our fellow Africans make our lives hell: the lives of Congolese and Nigerians living in Johannesburg." *Ethnic and Racial Studies* 21(6): 1116-1136.

La xénophobie en Afrique du Sud post-apartheid est devenue une question de préoccupation majeure. En majorité, l'hostilité est orientée contre des Africains venant des pays situés au nord de l'Afrique australe, ces derniers étant facilement distingués par leur aspect physique, leur accoutrement distinctif et leur incapacité à parler les langues locales. Cet article s'intéresse aux immigrés et aux chercheurs d'asile provenant de deux pays, le Nigeria et la République Démocratique du Congo dont la population a expérimenté des antagonismes et des préjugés venant de la part des populations locales et plus spécifiquement des Africains noirs sud-africains. Cet article décrit et analyse l'interaction de deux groupes en question avec la population et les autorités locales. Ce qui est développé est le fait que durant l'apartheid, les restrictions sur l'immigration noire ont limité le nombre d'étrangers noirs. Depuis 1990, donc, il y a eu une augmentation substantielle de la migration légale et illégale vers l'Afrique du Sud aussi bien de pays d'Afrique australe que d'autres pays situés plus au nord. Cette augmentation, dans un contexte croissant de chômage et de crime, de croissance des infrastructures et des ressources fiscales limitées, a exacerbé la xénophobie contre les africains étrangers. Cet article utilise les interviews semi-structurées avec des sujets nigériens et congolais vivant à Johannesburg.

Mouzoula, D. (2006). Les enjeux et clivages des migrations récentes des populations transoubanguiennes : axe RDC-RCA. Colloque international, Migrations et recompositions territoriales en Afrique Centrale. Brazzaville, REMIDAC: 154-164.

Résumé : Les populations transoubanguiennes appartiennent aux groupes fixés actuellement sur les deux rives de la rivière Oubangui, chevauchant entre le Congo Démocratique et la République centrafricaine. En effet, reconnue pour sa forte concentration démographique, cette zone est depuis fort longtemps le théâtre des mouvements croisés des populations actuellement implantées sur de larges bandes de terres localisées de part et d'autre de l'Oubangui. Les formes récentes des migrations se traduisent par les déplacements des populations essentiellement à sens unique, de la R.D.Congo à la RCA. Deux raisons fondamentales semblent être à la base, à savoir, la recherche d'un « eldorado économique » à Bangui, importante agglomération urbaine plus proche par rapport à l'éloignement de Kinshasa (situé à 200 Km), du reste très saturé. C'est ainsi que, dès l'aube des indépendances jusqu'à ces jours, on peut observer globalement trois vagues importantes des mouvements migratoires de la RDC vers la RCA, désignées de façon anecdotique par les ressortissants congolais en Centrafrique. Il s'agit de la vague « arrivée en RCA pendant la nuit », pour désigner les migrants de la première heure, bien intégrés (avec nationalité acquise) pour plusieurs raisons évidentes, alors que le pays en avait fortement besoin et en était moins conscient des enjeux (économiques, politiques, professionnels et éducatifs) actuels. Tandis que la vague intermédiaire, « arrivée de bonne heure, très tôt le matin avant le réveil des nationaux », a bénéficié également des conditions d'une intégration aisée. Alors que la plus récente est confrontée aux multiples clivages engendrés par « le réveil de conscience » des nationaux sur les enjeux engendrés par la crise économique et sociale des dernières décennies. Bien que bénéficiant de l'assouplissement de ces conditions qui fait d'eux la communauté étrangère la plus importante en Centrafrique, les ressortissants Congolais sont encore loin de se constituer en une diaspora de destin commun.

Mpambia, M. B. (1983). Le problème de la nationalité au Kivu. Bukavu, Mouvement Populaire de la Révolution, 24p.: 24.

L'histoire du Kivu est scandée de flux migratoires et de violence identitaire. Les phénomènes les plus marquants de cette dynamique migratoire sont notamment la démarcation des frontières entre le Congo et le Rwanda (de 1885 à 1936) ; les immigrations organisées par la Mission d'Implantation des Banyarwanda afin de peupler les vastes régions du Kivu à terres bien fertiles et décanter le problèmes de menace de famine au Rwanda (de 1937 à 1955) ; l'importation du Rwanda et du Burundi de la main-d'œuvre des entreprises devant exploiter le sous-sol congolais (de 1926 à 1966) ; l'afflux des réfugiés au Congo pour un asile à la suite des rivalités tribales et politiques ayant surgi au Rwanda et au Burundi (de 1959 à 1960). Donc, la recherche de bonnes terres et de bons pâturages, la fuite de la famine, la crainte des conflits tribaux considérés comme les causes des immigrations ont abouti à la création des populations résidentes et des infiltrés. Quelques suggestions sont alors formulées pour sortir de la crise notamment la fixation d'une limite raisonnable en ce qui concerne le statut de chacun des sujets installés au Congo, le choix de l'option individuelle pour l'acquisition de la nationalité congolaise et la détention d'une seule carte d'identité, l'éducation politique et psychologique afin de calmer les esprits des uns et des autres.

Muaka Dimbi, D. (2008). Au Bas-Congo, les villages se déplacent. Syfia Grands Lacs Kinshasa, Agence InterCongo media. n°012.

Au Bas-Congo, les villages entiers se déplacent de plusieurs kilomètres pour se rapprocher des routes et vendre leurs produits, et il est difficile parfois de les retrouver. C'est le constat fait à son retour d'Europe, où il est parti il y a vingt ans, Fabien TEKADIA MONA. Il a été surpris en arrivant dans son village natal, de Kitwengi à 140 Km à l'Ouest de Kinshasa son village s'est déplacé jusqu'à NLALA, le nouveau village de ses parents à 80 Km de là.

Kitwengi, leur village d'origine se heurtaient à des très sévères problèmes. Aucun véhicule n'y accédait en saisons du mauvais état de la route. Il n'était plus approvisionné en produits manufacturés et les cultures de ses habitants pourrissaient en forêt car les commercialiser relevait d'un parcours du combattant. Ces conditions ont fait que le chef du village décide du déplacement de son village.

Mubiala, M. (2001). "Problème de mobilité transfrontière dans la région des Grands Lacs." (389): 562-568.

La crise des grands lacs a mis en lumière l'importance de sa dimension transfrontière, celle de la mobilité humaine. Du point de vue de l'administration belge coloniale, le Congo, Rwanda et l'Urundi constituaient un espace unifié dans une sorte d'intégration forcée de ces 3 pays. Ceci aura un impact sur la mobilité transfrontière entre les trois territoires. En considérant la période post coloniale, la

mobilité était due aux conflits et il s'agissait d'une mobilité conflictuelle. Dans cette catégorie de mobilité, on peut citer celle de 1959 à 1994 et celle de 1994 à 1998 à nos jours. Durant la 1ère phase, cette mobilité a eu comme effet de créer de tensions dans le pays d'accueil, soit entre les migrants externes, soit entre les migrants internes ou soit entre les deux catégories de migrants. Durant la 2ème phase, on assiste à des migrations des populations qui ont eu comme conséquence :

le démantèlement de la CPGL, le trafic frontalier des armes et l'exploitation illicite des matières premières de la RD Congo.

Mukobelwa, M. K. (1999). Immigration et ses conséquences dans la collectivité des WAMUZIMU en Zone de Mwenga. Bukavu, Département d'Histoire, Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu. .

La chefferie Wamuzimu dans le Territoire de Mwenga au Sud-Kivu a été créée de toute pièce et contre le gré des chefs de certains clans à Mwenga. Cette chefferie traduit le fort degré de l'immixtion des autorités coloniales dans la nomination des chefs coutumiers. Ainsi, le Chef Longangi a été imposé et non accepté à cœur de joie car la même année 1926, quand les petites chefferies sont réunies, Kalenga adresse sa plainte auprès des autorités coloniales et réclame ses territoires spoliés par Longangi. D'autres chefs importants lui ont opposé une résistance qui fut vite étouffée par l'intervention des autorités coloniales.

Dans le domaine économique, ces clans sont parvenus à dépasser le modèle clanique pour entretenir des relations commerciales avec les peuples voisins et même lointains. La région habitée par les Wamuzimu n'était plus inconnue aux étrangers. C'est pendant la colonisation que les Wamuzimu connaîtront un mouvement migratoire de haute facture, l'intégration de tous ces immigrés à Wamuzimu a causé comme partout ailleurs des sérieux problèmes et surtout d'ordre politique et foncier. Etant plus nombreux que les premiers occupants, ils se sont emparé d'un pouvoir politique réel plus que les autochtones. Dans le domaine foncier, l'afflux de ces populations nouvelles a abouti à l'exiguïté des surfaces cultivables.

Mukwenge, B. V. (2005). Flash Back sur la question Banyamulenge : une thèse de doctorat qui en dit plus. Bukavu.

L'Observatoire des conflits des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, n° 01, année 1.

Résumé : L'auteur de cet article fait une analyse de la thèse doctorat du Professeur Muchikiwa de l'Institut Supérieur de développement rural de Bukavu sur les pouvoirs locaux et les contestations des populations dans le territoire d'Uvira, au Sud-Kivu de 1961 à 2004. Dans cette thèse, l'auteur soulève la question concernant l'itinéraire des Banyarwanda à partir du Rwanda vers les collines des Mulenge et des Hauts plateaux d'Itombwe. Il s'en dégage qu'il y a eu trois itinéraires des Banyamulenge dans leurs mouvements migratoires pour occuper les hauts plateaux d'Itombwe.

Mukyoku, B. B. (1980). L'occupation d'Itombwe et ses conséquences politiques (1880- 1964). Bukavu, Département d'Histoire.

L'occupation d'Itombwe par les Babembe et d'autres tribus a connu deux vagues. La première est celle de la grande ligne de migration des bantous de la Province Orientale du Congo-belge. Chassés par les Warega dans la région entre l'Elila et la Lwama, les Babembe quittèrent l'Urega et se dirigèrent vers Itombwe dans le nouveau territoire de Fizi. Aujourd'hui, les Babembe subissent les attaques de Babingya conduites par Museme, ces attaques permanentes occasionnèrent la division et le déplacement des clans Babembe vers Lulenge, Mutambala et Tanganyika. La deuxième vague d'occupation interviendra après le retrait de Babingya de l'Itombwe. C'est cette deuxième vague qui comprend des populations d'origine rwandaise et Burundaise qui se sont installés dans le territoire d'Itombwe. Les Tutsi veulent avoir les mêmes avantages que les originaires Babembe. Cette attitude est considérée dans le milieu politique Bembe comme une violation (déception) des accords conclus entre les anciens chefs Bembe et les Tutsi car lors de leur arrivée, ils étaient convenus qu'ils resteraient sous le contrôle des chefs des clans Babembe, conclut l'auteur.

Mulambu, N. (1991). Migrations et structures des groupements dans la Zone de Miabi. Kinshasa, Editions Saint Paul.

L'auteur analyse le rôle des migrations dans la configuration de la structure du pouvoir et de la stratification sociale des groupements actuels du territoire de Miabi situé dans la province du Kasai Oriental à travers les récits pittoresques et souvent différents d'un informateur à un autre. Il estime que quiconque ne s'intéresse pas à l'histoire des migrations des populations croirait que la localisation géographique des clans a toujours été ainsi dans cette contrée. Bien au contraire, la sédentarisation des populations le long des routes date d'après la deuxième guerre mondiale lorsqu'il fallait assurer leur encadrement administratif. Du reste, elle n'est pas définitive car l'état actuel des routes et l'exode rural n'ont pas cessé de la modifier. La descendance biologique commune n'est pas le fondement de la configuration des groupements dans les milieux ruraux.

Mulingaya, M. (2004). L'intégration des déplacés des guerres dites de libération à Bukavu. Bukavu, Département de sociologie, Université officielle de Bukavu.

Mulinganya, M., 2004, L'intégration des déplacés des guerres dites de Libération à Bukavu, Mémoire de licence, Département de Sociologie, Université Officielle de Bukavu, Inédit.

Résumé : La problématique part de la situation d'insécurité dans les milieux ruraux à la suite des guerres à répétition et la présence des bandes armées. Les gens se sont déplacés vers la ville de Bukavu où certains sont pris en charge par des organisations locales et internationales. La prise en charge de ces déplacés est jugée moins adéquate sinon insignifiante par rapport leurs besoins réels : logement,

alimentation, soins de santé, sécurité, etc. Par manque d'un encadrement adéquat, nombreux sont devenus des mendiants et d'autres vivent dans des familles parentes où ils constituent des charges supplémentaires pour des familles d'accueil vivant dans des conditions de précarité.

Murenzi, J. (2007). Les Congolais veulent être reconnus. Syfia Grands Lacs. Kinshasa. 17.

Ils sont estimés à 49.000 congolais exilés au Rwanda. Ils sont de l'expression rwandaise très mal connue et acceptés par les autorités congolaises et surtout les populations autochtones. Ces congolais disent que depuis qu'ils sont au Rwanda, le Gouvernement ne les a jamais reconnus en tant que réfugiés congolais. Ces réfugiés sont arrivés au Rwanda depuis 1996 à la suite de la guerre. Ils préfèrent aujourd'hui restés au Rwanda, si les bonnes conditions de leur retour ne leur sont pas garanties.

Musambachime, M. C. (1988). "Protest migrations in Mweru-Luapula 1900-1940." African Studies 47(1): 19-34.

Les migrations de protestations impliquent au moins trois acteurs majeurs : les migrants, la contrée ou le pays où il y a l'oppression ou l'insécurité et la contrée ou le pays de destination. Cet article discute sur la migration de protestation vers et en provenance de Mweru-Luapula, une région frontalière séparant le Congo-Belge (actuellement le Zaïre) et la Rhodésie du Nord (Zambie) de 1900 à 1940. Dans ses conclusions, il est affirmé que les différences dans les politiques britanniques et belges ont influencé les migrations de protestation d'un pays vers un autre.

Musau, L.-M. (2006). Implantation des populations Rwandophones à l'Est de la République Démocratique du Congo et émergence des conflits politiques pendant la transition. Colloque international: Migrations et recompositions territoriales en Afrique Centrale. REMIDAC. Brazzaville: 34-39.

Cette étude s'articule autour de deux points, à savoir un bref rappel de l'implantation des Rwandophones en RDC et les conséquences de celle-ci sur la stabilité politique dans ce pays. Datant de la période coloniale, la présence des « allogènes » n'a pas posé de problèmes ; par la suite, la cohabitation deviendra conflictuelle. La situation a dégénéré suite à la non reconnaissance de la qualité de congolais aux rwandophones par la remise en cause de leurs droits politiques dans la loi n° 82-002 du 29 juin 1981. C'est devant des enjeux politiques comme les élections que les tensions identitaires émergent dans cette partie de la RDC.

Muteta, N. (2005). Transferts financiers des migrants congolais, de la Belgique vers la République Démocratique du Congo. Bruxelles, Programme VALEPRO d'OCIV/Migration et Développement: 23.

L'étude a pour but de contribuer à la valorisation des transferts financiers des migrants congolais et à l'accroissement de l'impact de leurs efforts en faveur de leur pays d'origine, la République Démocratique du Congo. Elle met en lumière la dynamique sous-jacente aux transferts financiers des migrants congolais en Belgique vers la RDC. Après avoir brossé l'évolution récente des mouvements migratoires ainsi que leur impact sur le développement, elle présente les déterminants clés de l'engagement transnational qui soulignent le rôle prépondérant que joue les migrants dans le développement de leurs pays d'origine ainsi qu'un aperçu des nouvelles tendances des politiques migratoires internationales. Ensuite, elle se penche sur l'analyse de la dynamique des transferts financiers. Elle décrit brièvement le contexte socio-économique désastreux de la RDC qui est la cause première de l'émigration. Elle met également en exergue les raisons qui poussent le migrant à effectuer le transfert financier et donne une indication sur les montants ainsi que les canaux par lesquels ils sont acheminés en RDC. Enfin, elle lève un coin de voile sur l'utilisation qui est faite de ces fonds en RDC ainsi que leur impact.

Mvuezolo, J.-B. (2006). Conflits fonciers, conflits armés et mouvements des populations au Kivu (RDC) de 1900 à 2005. Colloque international, Migrations et recompositions territoriales en Afrique Centrale. Brazzaville, REMIDAC: 74-94.

La terre est un bien rare. De ce fait, elle occupe une place prépondérante dans la vie de l'homme. La terre constitue également un élément d'identification et de prestige pour l'individu. Cette question identitaire est si fondamentale qu'elle est au coeur de l'éternel débat et du jeu de rivalités entre populations autochtones et allochtones de plusieurs contrées à travers le monde. A la lumière de ces éléments, il est aisé de comprendre les raisons fondamentales qui font de la terre un enjeu majeur pour l'homme, ainsi qu'une source de conflits parfois violents entre individus et communautés. Ces conflits sont souvent exacerbés dans un environnement où existent une forte pression démographique et une rivalité accrue entre individus et/ou communautés rivales. C'est le cas du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, deux provinces situées à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), région où la dynamique conflictuelle se décline en rivalité foncière, lutte armée et déplacement massif et forcé des populations. La question foncière au Kivu se caractérise principalement par le rétrécissement de l'espace, la rareté de la terre arable et habitable, et par une forte pression démographique. Cette étude se propose donc d'analyser les principaux conflits fonciers et armés qui ont généré d'importants mouvements des populations dans la région du Kivu, et de proposer une batterie de recommandations susceptibles d'aider à la stabilisation et à l'instauration d'une paix durable dans cette région. Les principaux flux migratoires ont été dirigés de l'est vers l'ouest en raison de la présence des terres arables ou de l'espace vital et sécuritaire. Les différentes migrations ont été soit organisées par l'autorité coloniale belge pour des raisons économiques, soit spontanées ou forcées pour des raisons humanitaires et sécuritaires à cause notamment de nombreux épisodes de famine et d'affrontements armés des populations Hutu et Tutsi du Rwanda et du Burundi.

Mwela, M. (1987). "Rôle de l'immigration dans l'évolution d'une société : réflexion sur les problèmes sociaux inhérents au rapatriement des Baluba du Kasai." Zaïre-Afrique(n° 212): 103-117.

Ce texte analyse les conséquences du rapatriement des Baluba du Kasai entre 1959 et 1960 et entre les mois de mai et de juin 1962. En effet, cette immigration a réellement exercé un impact sur la société luba. Elle a, entre autre, exacerbé l'ampleur de certains problèmes sociaux et, parfois, en avait engendré de nouveaux. La société luba a accueilli plusieurs milliers de personnes, les a reclassées, les a fait revivre et les a remises au travail malgré la persistance des maux sociaux comme le chômage, la faim fréquente et les conflits relatifs à l'exercice du pouvoir coutumier. La société Luba s'est adaptée ainsi à la nouvelle situation et a fourni beaucoup d'efforts qui aboutirent à la création des métiers et des services administratifs, à l'ouverture d'écoles et au développement du commerce. Toutes ces réalisations ne furent pas, certes, l'œuvre des seuls nouveaux venus.

Mwema, Z. and P. Mparanyi (1983). Les migrations des étrangers au Burundi. Bujumbura, Département d'Histoire, Université du Burundi.

Résumé : Composé de six chapitres repartis en deux parties, ce mémoire tente d'élucider les mouvements des populations étrangères vers Bujumbura, la capitale du Burundi. Cela est plus développé dans la première partie où sont analysés les aspects liés notamment aux voies d'accès ; la classification et la provenance ; la mobilité de la population ; les emplois et les ressources. Avant l'indépendance, le grand groupe d'étrangers étaient formés de congolais en majorité du Kasai. Ils étaient employés comme cadres de l'administration et des sociétés privées. Les voies d'accès légales sont les postes frontaliers dont ceux de la RUZIZI et GATUMBA sont exploités par les zaïrois et les Rwandais qui représentent le plus grand nombre des réfugiés au Burundi entre les années 1979 et 1982 (234 000 réfugiés rwandais et zaïrois en 1981). Il y a aussi des entrées illégales notamment par voie lacustre et riveraine (lac Tanganyika et rivière Ruzizi). En 1979, 2491 rwandais et 588 zaïrois non identifiés ont été retrouvés dans la seule zone de Bwiza. Citant Marcellin DAYER, Bujumbura comptait 47,69% de Burundais, 17,40% de rwandais, 23,02% de zaïrois, 3,22% autres et 8,7-% sans indications. Les étrangers sont en nombre important aux quartiers asiatique, Ngagara, Buyenzi et Nyakabika. Il s'observe aussi des mouvements pendulaires des étrangers à l'intérieur de la ville mais aussi des déplacements vers l'intérieur de Burundi. En ce qui concerne l'emploi, les étrangers travaillent dans l'enseignement, le secteur de la santé, l'administration, le commerce, la coopération, le domaine technique (ce dernier domaine concerne plus les zaïrois). La deuxième partie présente les résultats d'une enquête réalisée dans la zone de Bwiza au moyen d'un questionnaire sur les infractions courantes en relation avec la situation d'étranger.

Mwennenwa, A. (1984). Essai d'Etude de la tribalisation des BABANGUBANGU et de leurs déplacements de la région de KABAMBARE vers le centre de KASONGO (1820-1983). Bukavu, Département d'Histoire, Institut Supérieur Pédagogique.

Dans ce mémoire, l'auteur présente le mouvement migratoire des Babangubangu, un groupe qui se sent marginalisé par les Luba du Katanga et la présence des Swahiliphones venus de la Tanzanie (Arabes) et les colonisateurs belges. Mais, à peine constitués en tribu, les Babangubangu vont progressivement se déplacer en dehors de leur région de Kabambare, notamment vers Kasongo (Maniema). L'auteur montre que les causes de ces déplacements dépendent du phénomène caractéristique de chaque période de l'histoire du Maniema méridional. La phase swahili a, d'une part amorcé le mouvement de déplacement Bangubangu vers Kasongo parce que les Waswahili devant traverser la région de Kabambare avant d'atteindre Kasongo, avaient besoin de guides porteurs et concubines de cette région. D'autre part, l'occupation swahili a posé les jalons de la montée du centre de Kasongo par rapport à celui de Kabambare. Les départs massifs des Bangubangu vers le centre de Kasongo étaient aussi causés par la rébellion des années 64 que la RDC a connue, y désorganisant les activités économiques, politiques et sociales à tel point que avant 1976 Kabambare ne disposait d'aucune école secondaire cycle long.

N'sanda Bulela, L. (s.d.). Migration, enjeux identitaires et conflits dans la région des Grands Lacs africains (cas de l'Est de la République Démocratique du Congo) : état actuel des connaissances documentaires circulant à l'Est de la R.D.Congo. Constructions, négociations et dérives des identités régionales dans les États des Grands Lacs africains : approche comparative. B. Bogumil Jewsiewicki and L. Nsanda Bulela. Quebec et Bukavu, Agence universitaire de la Francophonie.

Les Grands-Lacs viennent de traverser une période de turbulences politiques graves depuis 1990. Parmi les multiples causes génératrices des conflits, il y a celles relatives aux mouvements des populations transfrontalières et à la démographie dense de cette sous-région. La saturation de la capacité d'accueil des territoires de destination ajoutée aux controverses d'ordre coutumier entre les migrants et les populations autochtones, semblent expliquer les premières raisons des différentes crises. Une autre cause est à chercher dans la confrontation entre la culture pastorale des immigrants, nomade, guerrière toujours à la recherche de grands espaces, et la culture sédentaire des agriculteurs que sont les populations autochtones. Plus que des simples déplacements, ces mouvements migratoires sont devenus aujourd'hui un véritable mode de vie des populations de cette sous-région. L'absence de l'Etat notamment en R.D.Congo – et dans une moindre mesure au Burundi – et l'incapacité des structures de contrôle des mouvements des populations rendent aléatoire sinon impossible la maîtrise de la dynamique migratoire dans cette sous-région.

Namujimbo, D. (2007). Baraka : La vie reprend avec le retour des réfugiés. Syfia Grands Lacs. Kinshasa. 20.

Avec le retour massif des réfugiés congolais en provenance de la Tanzanie et l'arrivée des nombreuses ONGs, les habitants de Baraka témoignent des changements rapides que connaît la ville. Baraka comptait 22.000 habitants. Ce nombre s'est fortement réduit à moins de 5.000 à la suite de différents conflits qui ont frappé l'Est de la RDC. Depuis 2005 (avril) environ 170.000 ex-réfugiés sont revenus par vague successive de la Tanzanie et près de 180.000 sont encore attendus. Nombre de ces rapatriés ne font que passer, ils restent une semaine au centre d'accueil du HCR à Baraka, le temps de subir les tests médicaux et de recevoir leur kit d'insertion.

Ndabereye Nzita, P. (2008). Guerre et intégration dans les relations internationales africaines à l'ère de la mondialisation. Contribution à l'étude de l'intégration régionale des pays des Grands Lacs Africains. Département des Relations Internationales. Faculté des sciences sociales, politiques et administratives. Lubumbashi, Université de Lubumbashi. PH.D: 640.

Ce travail analyse les causes des conflits et les possibilités du renforcement de l'intégration entre les Etats dans la région des grands lacs. Le contexte de la conflictualité augmente autant l'insécurité avec comme corollaire des déplacements des populations à l'intérieur des pays et entre les pays. Des déplacés internes et des réfugiés, nombreux dans cette région, entretiennent des activités d'insécurisation de certains espaces à l'Est de la RDC dans un environnement où il y a accroissement du trafic des armes légères et le pillage des ressources naturelles. Des initiatives de coopération institutionnelle sont analysées comme celle de la conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement pour en évaluer l'impact sur les efforts de la pacification des rapports entre les Etats de cette région. La voie de l'intégration est une tentative de pacification des rapports entre les Etats de la région.

Ndaywel è Nziem, I. (1998). Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique. Paris & Bruxelles, De Boeck & Larcier S.A.

Cet ouvrage de 955 pages est préfacé par Théophile Obenga et a la postface signée par Pierre Salomon. Le livre est subdivisé en sept parties, dont chacune est constituée des chapitres, sections et sous sections. En rapport avec la question des migrations dans ce pays, l'auteur dégage deux éléments sociaux très significatifs, notamment le peuplement et les échanges sur le sol congolais depuis le Congo ancien du début de ce millénaire. Concernant le premier élément relatif au peuplement, il note que les Bantous n'ont pas pu occuper le sol congolais sans être dotés d'une organisation interne. L'auteur suppose que dès la phase protobantou, ils devaient être regroupés par clans unilénaires. A l'époque, le clan constituait une communauté de résidence. Avec l'émigration, il ne fit plus possible à tous les Bantous d'utiliser la même langue. Des diversifications linguistiques s'introduisent et les dialectes firent leur apparition au sein de la langue proto bantous. Le clan, unité résidentielle devient par le fait, une unité linguistique, se différenciant des autres. Cette communauté linguistique était une nouvelle structure sociale. C'est l'ethnie qui naît. Les ethnies allaient faire du chemin c'est-à-dire les premières, avec les impératifs du développement, se segmentèrent à leur tour et donnèrent naissance à d'autres

unités semblable. Certaines allaient se doter d'une hiérarchie interne en vue de se constituer en unité politique ; d'autres allaient évoluer dans le sens de créer une multiplicité d'autres structures semblables, d'autres encore allaient absorber le groupe d'autochtone ou des nouveaux émigrants et se transformer en des entités culturelles. Ce mode d'organisation s'est généralisé dans tout le Congo ancien, ce qui explique la multiplicité des ethnies d'aujourd'hui. En d'autres termes, les ethnies qui composent la RD Congo sont le fruit des migrations. Quant au second élément relatif aux échanges, il faut souligner l'invention technologique telle que la poterie, la vannerie, le tissage, etc. qui se diffusent de proche en proche jusqu'aux grandes distances. Dans l'ensemble, depuis les temps immémoriaux, le Congo ancien enregistre une intense circulation des biens, des hommes et des idées.

Ndoole, M. P. (2007). Nord-Kivu sans moyens, les déplacés de guerre interdits de travailler. Le Citoyen. Bukavu. 107.

La guerre du Nord-kivu a provoqué un déplacement massif des populations venues de Masisi et de Rutshuru. Celles-ci sont regroupées par les humanitaires dans des camps non loin de Goma. Les déplacés du Nord-kivu sont estimés à plus de 800.000 personnes. Les agences humanitaires sont alors confrontées à des faux déplacés de guerre qui affluent vers les camps pour recevoir de l'aide. Ces déplacés sont confrontés à l'interdiction de sortir de leurs camps, ce qui aggrave leur précarité sociale.

Nekwa, M. (2007). Bas-Congo: les campagnes se déplacent. Syfia Grands Lacs. Kinshasa, Agence InterCongo media. n°21.

Véronique Nlandu habitante du Bas-congo raconte qu'au Bas-congo, dans le temps il faisait beau vivre dans les campagnes, les populations troquaient leurs produits contre les sacs de sel, de riz, de sucre, des poissons salés, de savon, ... mais à cause de la surexploitation les terres ont vieilli et deviennent moins fertiles dans leurs villages. Ce qui pousse les jeunes paysans à abandonner les campagnes pour les villes. Alors que là-bas, la vie n'est pas toujours aussi facile. Les jeunes villageois du Bas-congo pratiquent depuis un certain temps un mouvement d'exode rural vers les villes (Matadi, Boma, Kinshasa, ...) sur le marché dans plusieurs villes au Bas-congo et à Kinshasa. Le prix de la Banane dessert a augmenté ces dernières années à Matadi, un régime des bananes plantain qui se vendait à 1000 FC (± 2 \$) en 2006, passe à 1500 FC soit (3 \$) en 2007 ; de même les légumes, les fruits, les feuilles et bananes qui venaient des campagnes du Bas-Congo.

Ngodi, E. (2006). Dynamiques migratoires et recompositions territoriales en Afrique centrale Colloque international: Migrations et recompositions territoriales en Afrique Centrale. Brazzaville, Remidac: 40-44.

Du fait de la mondialisation, on assiste à de nombreux bouleversements à l'échelle planétaire. Ces bouleversements dont les enjeux apparaissent complexes ont une influence considérable tant dans

les transformations spatiales et territoriales que dans l'intensification des échanges. En Afrique centrale, l'une des parties où l'idée d'intégration régionale a très tôt été lancée, la mondialisation ne cesse de laisser des traces dans le processus de territorialisation des espaces. Cette réflexion, tente de répondre aux questions suivantes : Comment les dynamiques migratoires participent-elles à la recomposition des territoires en Afrique centrale ? Quelles sont les crises générées par les logiques migratoires en Afrique centrale ? Quelles peuvent être les enjeux de la coopération transfrontalière dans le contexte de l'intégration régionale en Afrique centrale ? Dans la région des Grands Lacs, les dynamiques migratoires sont beaucoup plus marquées par l'implantation des populations rwandophones et burundaises à l'Est de la République Démocratique du Congo. Comme ce fut le cas partout en Afrique, le processus de fixation des frontières du Congo en général et de l'Est, en particulier, fut long. Le partage eût comme conséquence le démantèlement ou le morcellement des ensembles traditionnels dont les plus touchés ont été ceux qui se retrouvaient aux nouvelles frontières. Il est ainsi impensable de s'imaginer un Congo mitoyen du Burundi et du Rwanda sans éléments d'intersection. En Afrique centrale à la lumière des faits évoqués, les mouvements migratoires sont le reflet des tensions internes (conflits politiques, guerres civiles, instabilité politique, massacres, famine, paupérisation, etc.), des motivations économiques (commerce, recherche de l'eldorado et de nouveaux marchés) et des pressions extérieures. Ces paramètres qui participent aux transformations et déplacements massifs des populations dessinent de nouvelles configurations migratoires. L'Afrique centrale a un énorme potentiel pour transformer sa frontière en lieu privilégié d'affirmation de la construction territoriale. Ce sont les réformes économiques qui vont conduire à des transformations spatiales et à l'intégration régionale en Afrique centrale. Il faudra appréhender les dynamiques migratoires en terme de développement au profit des enjeux sécuritaires et de souveraineté nationale.

Ngoie, T. (2007). Les femmes en mouvement: morphologie d'une catégorie émergente dans la mobilité africaine. Cas de la République démocratique du Congo. L'atelier sur les migrations africaines: comprendre les dynamiques des migrations sur le continent. I. M. Institute. Accra/Ghana.

Des observations empiriques permettent de reconnaître le rôle de premier plan que joue la femme congolaise. Sur le champ économique, l'agency de la femme est de plus en plus remarquable. Des mamans « Benz » s'imposent de plus en plus et contrôlent certains secteurs des affaires dans le pays. De même, dans la filière de migrations, celles-ci étant perçues comme un capital économique, l'absence de la femme change de signe : celle-ci devient de plus en plus présente sur l'échiquier du mouvement migratoire en partance de la RDC. Cette analyse part de rapports entre l'économie informelle prévalente en RDC et les migrations pour comprendre les changements qui s'opèrent au pays en raison de la place de plus en plus importante que la femme congolaise conquiert dans l'exploitation du créneau de migrations pour faire des affaires. Même si la disposition des statistiques sur la composition féminine dans les migrations en partance de la RDC constitue un défi pour la recherche présente et à venir, cette analyse est faite en procédant à des récits de vie auprès d'un échantillon tiré de la ville de Lubumbashi. A partir de ces données biographiques, il a été possible de reconstruire l'itinéraire social de la femme migrante et les niches économiques dans lesquelles elle se spécialise lorsqu'elle se déplace de la RDC vers soit la Zambie, soit la Tanzanie. En ce qui concerne le statut des

femmes migrantes, les femmes mariées migrantes se déplacent en traversant les frontières généralement avec leurs maris, les femmes célibataires –avec ou sans enfants au pays – sont plus nombreuses. De même, nous avons trouvé des alliances ethniques qui participent de la dynamique des réseaux de migrations dans les stratégies migratoires de la femme congolaise. Au pays, des conséquences se font sentir par rapport au genre, notamment en ce qui concerne le recentrage de la femme qui acquiert une autonomie relative, la stigmatisation sociale n'étant pas tellement forte si on considère le succès économique dont fait montre une femme.

Ngoie Tshibambe, G. (2007). *Beyond remittances: Diaspora's Congolese and the Post-Conflict (Re-)building of the D.R.C.* Nijmegen, Netherlands, Radboud University: 24.

In case of the Democratic Republic of Congo, thinking on relationships between migration and national development does not come from within the country. Inside the country, public and academic debates on such issues are very timid if not inexistent. Instead, Congolese migrants living abroad are the first to get embarked on these debates. While thinking on way of helping rebuild their homeland country, reflections among Congolese migrants led them to new agency. Since a couple of years, there is agency revitalization among the Diaspora's Congolese. This agency refers surely to the "diaspora option" and it tends to mobilise Congolese migrants to get involved in their home post-conflict (re-)construction. Two levels of agency and engagement can be depicted. First, the Fédération des Congolais de l'étranger, [the federation of Congolese Migrants (FCM)], becomes more engaged in organizing colloquia so that Congolese intellectuals came to think about political issues on Congo's unending transition. Second, Congolese migrants, mainly University professors agree with returning for a while to Congo in order to teach in the national universities. Engagement of the Congolese "scientific and technical Diaspora" is just new and full of exciting promises. This engagement is framed via the Brussels-based Migration for development in Africa (MIDA), a programme implemented by the International Organization for Migrations with the financial support of the General Direction of Cooperation for Development, a federal and public service of Belgium's Foreign Affairs Ministry which signed agreements with many institutions of the higher education in DRC for organizing the home return of Congolese professors for sustaining home national universities. In case of the Democratic Republic of Congo, thinking on relationships between migration and national development does not come from within the country. Inside the country, public and academic debates on such issues are very timid if not inexistent. Instead, Congolese migrants living abroad are the first to get embarked on these debates. While thinking on way of helping rebuild their homeland country, reflections among Congolese migrants led them to new agency. Since a couple of years, there is agency revitalization among the Diaspora's Congolese. This agency refers surely to the "diaspora option" and it tends to mobilise Congolese migrants to get involved in their home post-conflict (re-)construction. Two levels of agency and engagement can be depicted. First, the Fédération des Congolais de l'étranger, [the federation of Congolese Migrants (FCM)], becomes more engaged in organizing colloquia so that Congolese intellectuals came to think about political issues on Congo's unending transition. Second, Congolese migrants, mainly University professors agree with returning for a while to Congo in order to teach in the national universities. Engagement of the Congolese "scientific and technical Diaspora" is just new and full of exciting

promises. This engagement is framed via the Brussels-based Migration for development in Africa (MIDA), a programme implemented by the International Organization for Migrations with the financial support of the General Direction of Cooperation for Development, a federal and public service of Belgium's Foreign Affairs Ministry which signed agreements with many institutions of the higher education in DRC for organizing the home return of Congolese professors for sustaining home national universities.

Ngoie Tshibambe, G. (2008). Devenir caméléon... les jeunes congolais et les réseaux des migrations clandestines vers l'Europe. . Colloque international organisé sur le thème : Migration internationale clandestine en provenance d'Afrique vers l'Europe et développement durable.

. L. C. d. E. e. d. R. s. I. M. I. e. I. D. D. (CERMID). Casablanca: 24.

En République Démocratique du Congo où les statistiques manquent et, où quand elles sont publiées, elles ne reflètent pas la réalité en raison du « processus de falsification institutionnelle » dont parle Benjamin Rubbers, nous allons nous fier à d'autres méthodes d'observation empirique pour apprécier les flux migratoires des jeunes congolais qui empruntent plusieurs voies illégales/clandestines pour fuir le pays et se rendre vers l'Eldorado européen. Lorsqu'on est à Paris ou à Bruxelles, la Belgique et la France étant les deux premiers pays européens où il y a une grande colonie des congolais vivant dans l'Union européenne, les « mikilistes », nous voulons dire, les migrants congolais évoluant sous les cieux européens, ont chacun une histoire particulière et plus rocambolesque encore sur la trajectoire qu'ils ont suivie dans leur détermination pour quitter le pays d'origine et atteindre le pays de destination en Europe.

Dans cette trajectoire migratoire, se déroulent pratiquement une gymnastique et différentes acrobaties pour réussir la tentative de migration clandestine. Dans les interstices de ces « manières de faire », si nous reprenons les mots de Michel de Certeau, une a attiré notre attention. Elle consiste pour le congolais à émigrer en empruntant dans son chemin migratoire plusieurs nationalités de sorte que congolais au départ, il se retrouve dans le pays de destination avec l'identité d'un autre pays. Des récits d'expérience que j'ai récoltés à Bruxelles, dans la commune d'Ixelle, nous ont permis de dégager les articulations de cette mue, ce qui nous renvoie au caméléon. Beaucoup de jeunes congolais actuellement émigrés en Europe ont franchi le cap en utilisant cette « esthétique de soi ». Et dans le jargon local, une expression fortement imagée parle de « kobuaka nzoto ». Littéralement, cette expression veut dire jeter le corps, se détruire. Mais, ce n'est pas si simple ; cette métaphore se réfère à cette esthétique propre au champ migratoire clandestin pour détenir plusieurs identités et plusieurs nationalités et au pays de destination, on a un autre nom, le vrai nom du pays étant utilisé entre amis du groupe.

Ce papier entend explorer à travers les récits d'expérience conduits auprès d'un certain nombre de jeunes congolais à Bruxelles en janvier 2006, mars 2007 et janvier-février 2008 pour analyser ces « manières de faire » qui participent de la dynamique de migrations clandestines à partir de la RDC. Non pas que ces manières sont générales et continuent à se faire, mais en les comprenant, il est facile

d'évaluer la capacité d'imagination d'une jeunesse déterminée à braver les dangers et les règles, les efforts de lutte contre les migrations clandestines ne pouvant promettre que si des politiques publiques efficaces sont entamées dans cette postcolonie pour concourir à améliorer les conditions de vie de la population et surtout offrir aux jeunes de fenêtres d'avenir porteur d'emploi dans un environnement un peu plus sain.

Ngoy Tshikala, P. S. (2007). Migrations forcées pendant la période de transition au Katanga (1990-2005). Lubumbashi, Département d'Histoire. Faculté des Lettres et sciences humaines -Université de Lubumbashi: 62.

cette étude est centrée sur les migrations forcées pendant la période de transition dans la province du Katanga, de 1990 à 2005. En remontant dans l'histoire, il ressort que le problème de migrations forcées au Katanga n'est pas un fait récent. ce fait démographique est souvent lié aux conflits d'ordre politique. le plus important est le conflit ayant les Katangais aux Kasaiens. L'instabilité dont les ressorts étaient tenus par la classe dirigeante durant les différentes phases de la transition a été caractérisée par l'opération dite épuration ethnique au Katanga. de même, lors de la guerre de libération de 1996 et de la deuxième guerre d'agression perpétrée en 1998, des mouvements massifs de populations ont été enregistrés. Deux questions intéressent l'auteur du travail: la première question est liée à la connaissance des causes de différents déplacements forcés de la population de la province du Katanga et la deuxième question se préoccupe de savoir les conséquences de ces migrations forcées sur les populations du Katanga.

Nguya-Ndila, C. (2001). Nationalité et citoyenneté au Congo/Kinshasa : Le cas du Kivu. Paris-Montréal, Editions L'Harmattan.

Les migrations des populations rwandaises vers le Kivu, principalement au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ont conduit à des situations conflictuelles fondées sur des revendications identitaires en terme de citoyenneté et de nationalité. Il s'y ajoute également des revendications spatiales qui constituent un enjeu important dans les dynamiques géo-politiques de la R.D. Congo. Les populations d'expression kinyarwanda dont l'arrivée au Congo remonte aux années 1959 et 1972 servent de prétexte aux guerres en RD congo. En 1996, ce prétexte a été utilisé par Laurent Désiré Kabila et ses alliés rwandais et ougandais pour mener la guerre qui a conduit à la chute du règne de Mobutu. Ce fût aussi le cas en 1998 lorsque les anciens alliés (Rwandais, Ougandais et Burundais) s'insurgent contre L.D. Kabila. Le Kivu connaît multiples mouvements des populations rwandaises qui se mêlant aux populations congolaises d'expression rwandaise revendiquent la nationalité congolaise.

Nimbitso, J. (1986). Les émigrés Barundi au Congo-Belge (1925-1957). Les centres de Kamituga, Kalemie et Kipushi. Bujumbura, Département d'Histoire, Faculté des Lettres et sciences humaines, Université de Burundi.

Pour se procurer la main d'œuvre pour la mise en valeur des ressources minières au Congo Belge, l'administration coloniale a tenu compte de la situation démographique générale du Burundi et de ses divergences régionales de peuplement. C'est dans ce contexte qu'elle va déterminer et délimiter les régions privilégiées d'émigration. L'auteur présente la carte géographique représentant les sites et les aires de recrutement de la population Barundi à envoyer dans les trois centres du Congo Belge. Des analyses sur les bouleversements socio-économiques et politiques que les migrants de retour ont entraînés dans leur milieu de départ sont abordées. La consultation des archives coloniales disponibles et les récits de vie ont aidé l'auteur à mener cette recherche.

Nku Imbie, D. (2002). Villes, émigration et immigration : enjeux économiques et culturels. 22e assemblée générale sur les villes, émigration et immigration:enjeux économiques et culturels. Beyrouth, Association internationale des Maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones: 144-147.

Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, est composée de plus de 6 millions d'habitants. Les migrants représentent environ 15 %. Beaucoup d'entre eux sont ressortissants des pays voisins. Il y a aussi une présence forte d'une colonie ouest-africaine avec très peu de demande de nationalité congolaise. Mais beaucoup de migrants bénéficient des mêmes avantages que les nationaux : écoles, universités, toutes les activités socio-économiques et même politiques. Les migrations vers la ville de Kinshasa présentent des enjeux sur les plans socio-économique et socioculturel. En effet, l'on constate très peu de transferts de fonds, à peine quelques transferts des biens genre véhicules d'occasion sont effectués, mais pas de capitaux à la suite de la méfiance entretenue par l'ancien pouvoir politique et la crainte suite à l'instabilité politique exacerbée par la guerre d'agression. La colonie africaine exploite de nombreux petits commerces, la colonie libanaise intervient dans le secteur commercial et industriel ; de nombreux ressortissants des trois pays voisins (Centrafrique, Congo Brazzaville et Angola) sont très intégrés dans la communauté. Les migrants ont accès aux mêmes écoles et universités malgré que le marché du travail est devenu très pauvre. Il faut toutefois noter que quelques communautés qui organisent leurs propres écoles (école américaine, école française, école belge, école juive). Un tel système ne facilite pas le dialogue entre les communautés dans les villes d'accueil.

Nsabimana, F. X. (2003). "Mouvement des populations et reconstruction des pays de la région des Grands Lacs à la lumière du Plan Marshall." Actualité nationale, analyse socio-politique: 12 pages.

Les mouvements des populations dans les pays de la région des grands lacs africains (le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda) ne datent pas de nos jours. Ces mouvements

sont liés pour l'essentiel aux situations conflictuelles de ces pays. D'une façon générale, les causes qui ont été identifiées sont notamment plusieurs crises qui affectent beaucoup de sociétés africaines, l'intolérance ethnique, le non respect des droits de l'homme, le monopole du pouvoir économique et politique, le refus du respect du processus démocratique ou des élections libres et transparentes, la résistance à la participation populaire à la gouvernance et le pauvre management des affaires publiques, le colonialisme, la puissance de l'économie mondiale qui accélèrent la pauvreté dans les pays en développement avec pour conséquence un grand fossé qui s'est créé entre ces pays pauvres et les plus riches, la compétition liée à la rareté des ressources et la dégradation des ressources humaines et de l'environnement ainsi que la perte de la capacité de gouvernance, le contrôle du territoire national, le maintien de l'infrastructure adéquate, le maintien du droit et de l'ordre par beaucoup de gouvernements africains. Les déplacements des populations de la REGLA se sont dirigés beaucoup plus vers les pays limitrophes, les autres ont trouvé refuge aux alentours des villes, dans les familles ou chez les voisins. Cependant, d'autres personnes ont préféré s'éloigner vers les autres pays africains et même dans d'autres continents surtout en Europe et en Amérique du Nord. A titre illustratif, la ville de Goma à l'Est de la R.D.C., qui ne compte que 80 000 habitants s'est retrouvée avec une population de plus de 800 000 habitants après le génocide de 1994 au Rwanda. Les conséquences de ces mouvements de population dans cette partie d'Afrique sont aussi multiples : le mécontentement des populations des pays d'accueil qui estiment que l'afflux massif des populations entraîne la destruction de leur espace vital (destruction de l'environnement), le manque criant de ressources par ces personnes déplacées ou réfugiées car elles sont souvent accueillies par de petits pays déjà pauvres (le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, etc.) et instables qui ne sont pas à mesure de gérer ces afflux, la communauté des donateurs ne prête que très peu d'attention à des centaines de milliers de personnes qui sont déracinées par les conflits dans cette partie de l'Afrique ; les indicateurs sociaux attestent d'un niveau de pauvreté à la fois très élevé et très répandu dans les camps de déplacés et de réfugiés, les épidémies comme le paludisme, la pandémie du VIH/SIDA, la malnutrition, etc. ; la fuite des cerveaux et des capitaux du pays d'origine : une partie des élites déplacées s'expatrie souvent avec leurs ressources financières dans les pays occidentaux ; l'instabilité dans certains pays d'accueil (dû au fait que tous les pays limitrophes sont dans une situation d'instabilité, sauf la Tanzanie). Ainsi, l'étude tente d'analyser la manière dont l'on peut réinsérer, voire réhabiliter les populations déplacées et/ou réfugiées et surtout la manière dont on peut reconstruire, à la lumière du plan MARSHALL, ces pays ruinés par les guerres. Ce plan n'est qu'un dispositif adapté aux conditions post-confliktuelles dans lesquelles se trouvent les pays de la région des grands lacs.

Ntumba, L. (2004). "La fuite des cerveaux et des mains habiles dans le secteur africain de la santé." Analyses sociales IX: 79-95.

Résumé : L'auteur revient sur les termes historiques de la question sous analyse. Il présente les éléments sur la fuite des compétences en Afrique en essayant d'en saisir les causes et les conséquences en rapport avec les pistes de solution afin de juguler ce fléau qui continue à ruiner l'Afrique et à gêner son développement.

Nzabandora, J. (2005). Plantations européennes, Parc National et mouvements des populations dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu (1920-1996). Atelier régional sur la modernité manquée et pièges ethniques. R. C. p. à. Goma. Bujumbura. 16: 12-27.

La situation socio-ethnique et démographique du territoire de Rutshuru avant la fin des années 1940 contraste vigoureusement avec ce qu'on observe aujourd'hui. Ainsi, l'auteur, dans son analyse, cherche à répondre aux questions suivantes : A quand remonte l'immigration des Banande dans le territoire de Rutshuru ? Quelles furent les formes et les étapes de leur émigration ? Quels furent les puissants facteurs des mouvements des populations dans le territoire de Rutshuru en général ? Quelle vérité peut-on tirer de la géographie du peuplement nande actuel dans le territoire de Rutshuru ? En effet, le territoire de Rutshuru a été le théâtre d'impressionnants mouvements des populations étroitement liés à l'occupation économique coloniale, à savoir, l'essor des plantations européennes de café dès 1920 ainsi que la création et l'extension du Parc National Albert, actuellement Parc National des Virunga, entre 1925 et 1929. Les Banyarwanda autochtones du territoire de Rutshuru ayant refusé catégoriquement de travailler dans les plantations européennes occupant et exploitant leurs meilleures terres, les sociétés coloniales agricoles (Société Auxiliaire Agricole du Kivu) et les colons agricoles blancs durent dès la fin des années 1940 recruter massivement les travailleurs Banande dans les territoires de Beni et Lubero. Les premiers contingents d'immigration Banande dans le territoire de Rutshuru étaient donc constitués des travailleurs agricoles dans les plantations européennes de café. La deuxième étape de l'immigration des Banande dans le territoire de Rutshuru date de juin 1959 et apparaît comme la conséquence directe des tentatives du peuplement des plaines de la Rutshuru et de ses affluents pour dégorger les localités surpeuplées autour des plantations et du Parc National Albert dans le cadre d'un programme officiel de la colonie : le service de « Migrations Indigènes et Paysannats » (M.I.P.) mis en oeuvre en 1954. La première tentative officielle de faire émigrer les Banyarwanda autochtones du Sud-Est de Rutshuru accusant un criant déficit de terres dès la création du Parc National Albert en 1925 vers les plaines de la Rutshuru (Kiwanja/Buturande-Kahunga dans la groupement de Bukoma) et de ses affluents (Mayi ya Nkwenda dans le groupement de Binza) date de 1948. Ces derniers s'y étant opposés, ce projet fut repris en 1954 sans succès. Après 1959, la réussite sociale et économique des premières souches d'immigrants a favorisé l'émigration directe des Banande de leur terroir traditionnel (territoire de Beni et Lubero) vers les paysannats et les terres situées dans l'Ouest du territoire de Rutshuru, plus précisément dans la chefferie actuelle de Bwito. Quant aux Banyarwanda autochtones du Sud-Est du territoire de Rutshuru, ils préféraient les hautes terres de Bwito ayant la même valeur et situées à la même altitude que celles qu'ils abandonnaient au Parc National Albert, aux colons blancs et aux sociétés agricoles européennes dans leur terroir originel et traditionnel ou ancestral. Près de 4000 familles originaires du Sud-Est de Rutshuru furent installées dans la partie occidentale de celui-ci par le Service de « Migrations Indigènes et Paysannats » entre 1955 et 1959. A cette époque tout le Bwito (partie occidentale du territoire de Rutshuru) fut finalement transformé en une sorte de vaste paysannat.

Nzaboninana, J. (2006). "De la modernité coloniale. Etude des cas : plantations européennes, parc national et mouvements des populations dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu (1920-1996)." Reagrds croisés(16).

Rutshuru est l'un de six territoires qui, avec la ville de Goma forme la province du Nord-kivu. Ce territoire a été le théâtre d'impressionnants mouvements des populations étroitement liés à l'occupation économique coloniale dès 1920 ainsi que la création du parc national Albert actuellement parc national de Virunga en 1925 et 1929. D'après l'histoire récente du peuplement, ce sont les plantations européennes qui ont offert aux Banande habitant l'extrême Nord du Kivu dans les territoires de Beni et Lubero l'occasion de découvrir, d'apprécier et de convoiter le climat et les terres fertiles de Rutshuru. C'est fut la première étape d'immigration des Banande dans le Rutshuru. La 2ème étape de l'immigration des Banande dans le Rutshuru date de juin 1959 et apparaît comme la conséquence directe des tentatives du peuplement des plaines de la Rutshuru et de ses affluents pour dégager les localités surpeuplées autour des plantations et du parc national Albert dans le cadre d'un programme officiel de la colonie : le service des migrations indigènes et paysannats (MIP) mis en œuvre en 1954, qui n'est pas à confondre avec MIB qui est une mission d'immigrés des Banyarwanda au Kivu.

Nzigama, C. (1988). Pression démographique et migrations. Cas de la Province de Cibitoke. Bukavu, Département de sociologie, Université officielle de Bukavu.

Résumé : Axé essentiellement sur le rapport entre migrations et la pression démographique à Cibitoke, ce travail permet à l'auteur de dégager les caractéristiques des migrants (âge, sexe, état matrimonial, taille de la famille, niveau de formation, origine) ; relève les déterminants des migrations(disponibilité en terres arables, stérilité du sol et baisse du revenu, recherche d'un apport monétaire, conflits sociaux, information) avant de présenter les avantages et les inconvénients des migrations dans cette contrée. Elle soulève un seul aspect de la présence des immigrés rwandais et congolais dans cette province dont le nombre variait entre 10 et 30% selon les communes (P.S. Cibitoke est la région frontalière de la RDC et du Rwanda).

Obenga, T. (1985). Les peuples bantu. Migrations, expansion et identités culturelles. Paris, Editions L'Harmattan.

Publié comma la suite des travaux d'un colloque organisé à Libreville du 1 au 6 avril 1985, le texte de Théophile Obenga soutient que les migrations des peuples au Sud du Zaïre (RDC actuelle), les Lunda, les Chokwe, les Sanga et les Bemba sont dues à l'existence de la métallurgie du cuivre et non du fer, car cette catégorie des 1ers bantu étaient plutôt des métallurgistes du cuivre. Il souligne aussi que la migration est un fait essentiel, un phénomène inséparable de Bantou.

OCHA/RDC (2007). Mouvements de population à l'Est de la République démocratique du Congo. Tendances Avril-Juillet 2007. Kinshasa, Office for the coordination of humanitarian Affairs/United Nations. 2: 14p.

De nombreux déplacements internes se poursuivent dans les provinces orientales de la RDC. Le nombre total de 1 037 615 personnes déplacées enregistrées jusqu'en mars 2007 avait augmenté d'environ 11% en juin 2007. Ces chiffres cumulent toutes les populations de déplacés - anciennes et nouvelles - enregistrées dans les provinces, la plupart depuis la fin de 2005. La répartition géographique et les tendances de déplacement démontrent que les nouveaux déplacements concernent essentiellement le Nord et Sud Kivu. Alors qu'une crise ravage les Kivu, le district de l'Ituri a connu ses trois premiers mois depuis plusieurs années sans enregistrer de nouveaux déplacements. Ce rapport cherche à refléter les principales tendances de déplacements et retours de populations dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo (RDC) au cours des derniers mois. Les informations contenues dans ce rapport sont basées sur le travail de monitoring conduit par les Commissions provinciales de Mouvement de Populations (CMP) dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, et au district de l'Ituri en Province Orientale. Les chiffres obtenus à travers les Commissions constituent des estimations, et représentent le travail en commun entre les officiels des gouvernements provinciaux, les communautés locales, les agences des Nations Unies, ainsi que les ONG nationales et internationales sur le terrain.

OCHA/RDC (2008). Centre de nouvelles ONU.

Résumé : Cette publication présente des données chiffrées sur la situation des déplacés internes dans la région du Grand Kivu. Deux tableaux peuvent être présentés à cet égard.

Ce tableau indique que le territoire de Kalehe est plus fortement touché par les déplacements des populations. Ce qui témoigne également une forte concentration des groupes armés étrangers et locaux, laquelle concentration est favorisée par une importante zone forestière et montagneuse aux richesses en minerais et surplombant le lac Kivu qui sépare le Congo et le Rwanda. En plus de données de Bunyakiri, ce territoire a enregistré au cours de l'année 2007, 31 665 ménages déplacés et 153 275 personnes déplacée soit respectivement 47.25% et 45.74% des effectifs provinciaux. Quant aux réfugiés, un nombre considérable de congolais se sont réfugiés au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie et en Ouganda fuyant les mêmes atrocités des groupes armés et FARDC ainsi que des exactions politiques ou ethniques. En effet, des ménages et personnes civiles sont actuellement en refuge au Burundi, en Tanzanie, au Rwanda, en Tanzanie, etc. leur nombre est estimé à 337 510 réfugiés congolais dans neuf pays d'Afrique comme l'indique le tableau suivant.

La Tanzanie a accueilli plus de réfugiés congolais que d'autres pays dont la plupart viennent du Sud-kivu(152. 000 soit 40,26% des effectifs globaux) . On trouve d'autres réfugiés qui ont quitté cette province essentiellement au Burundi, au Rwanda et en Ouganda qui représente 22.07% des chiffres avancés.

OIM (2005). Stratégie sectorielle de la République Démocratique. Programme MIDA Grands Lacs.

Le document présente les stratégies sectorielles du Programme MIDA Grands Lacs en République démocratique du Congo. Il vise à identifier les secteurs prioritaires devant bénéficier des interventions du programme et permet de définir pour chacun des secteurs prioritaires les objectifs généraux à atteindre conformément aux priorités nationales définies dans le Plan stratégique de réduction de la pauvreté (PRSP), ainsi que les besoins en termes de ressources humaines qualifiées des institutions et employeurs demandeurs. Avant de déterminer les stratégies du programme, le document présente le profil du pays en exposant le contexte politique, économique et social de la République démocratique du Congo, la situation en matière de migrations internationales, régionales ou intérieures, qu'il s'agisse des personnes déplacées de guerre ou des réfugiés, et les contraintes qui pèsent sur le développement du pays. Pour ce qui est du contexte migratoire, il faut retenir qu'au début des années 90, les déplacements internes de populations interviennent principalement dans la province du Nord Kivu à la suite de conflits ethniques. Ils ont pris une ampleur énorme à compter de 1996 avec la désintégration de l'Etat (1996 : 400.000 ; 1998 : plus de 500.000 ; 2001 : deux millions ; 2002 : 2,7 millions ; 2003 : le quart des habitants du district de l'Ituri, soit près d'un million de personnes fuient les combats particulièrement meurtriers dans cette région du nord-est ; 2004, les Nations unies estimaient que 3,4 millions de personnes étaient déplacées). Quant aux réfugiés, des millions de Congolais ont fui leurs maisons pour échapper aux combats entre groupes rebelles et les forces gouvernementales dans le cadre d'un conflit très complexe impliquant également des pays voisins. En 2005, le HCR a compté 381.100 réfugiés (Tanzanie : 153000 ; Congo (Brazzaville) : 59 000 ; Zambie : 66 000 ; Burundi : 30 000 ; Rwanda : 40 000 ; Angola : 13 000 ; Soudan : 1 500 ; Ouganda : 14 000 ; République Centrafricaine : 4 600). Par ailleurs, en matière de fuite des cerveaux, 3.784.000 Congolais résideraient à l'étranger en 2005 contre 2.136.000 en 1995. L'Europe occidentale accueillerait plus de 45% des congolais expatriés, l'Amérique du Nord 30%, quant à l'Afrique, 15%. Le phénomène le plus prononcé ces dernières années serait celui de l'expatriation des congolais vers les pays anglo-saxons. Ces mêmes sources citent une progression, entre 1995 et 1999, de 53% de Congolais à Atlanta, de 93% à Chicago, de 44% à San Francisco et de 43% à Londres. 31% des Congolais expatriés appartiendraient à la catégorie socio-professionnelle « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Plus de 65% de l'ensemble des cadres supérieurs et chercheurs que compte le Congo se seraient expatriés.

OIM (2006). Les transferts de fonds par les migrants originaires de la région des Grands Lacs d'Afrique centrale. L. DE Boeck and OIM. Genève.

Ces dernières années, les responsables politiques ont prêté une attention croissante au phénomène des transferts de fonds effectués par les migrants. L'intérêt porte sur la possibilité d'utiliser ces transferts de fonds comme outil de développement dans les communautés et pays d'origine des migrants même s'il convient de préciser que, si certaines régions sont bien documentées et caractérisées par une structure institutionnelle capable d'exploiter des politiques orientées sur les

transferts de fonds, d'autres ne le sont pas du tout (la région des Grands Lacs d'Afrique centrale et particulièrement la République démocratique du Congo ou RDC, la République du Burundi et la République du Rwanda). Selon le Service Public Fédéral belge de l'Intérieur, environ 22.000 Congolais vivent en Belgique. Les flux migratoires de la République démocratique du Congo vers la Belgique se sont déroulés en plusieurs étapes. Les chiffres des transferts de fonds officiels présentés par les Banques Nationales de la RDC révèlent que ce pays a reçu 97 millions de dollars américains en 2004. D'autre part, les fonds sortant de la RDC à destination d'autres pays étaient de l'ordre de 40.910.000 dollars américains (FEC, 2005). La plupart des immigrés versent de l'argent pour permettre aux membres de leur famille de subvenir à leurs besoins fondamentaux (comme nourriture et vêtements), à l'organisation des réunions familiales telles que mariages, enterrements et baptêmes et, dans une moindre mesure, d'avoir accès à l'éducation et aux soins de santé. Du côté des bénéficiaires, les fonds transférés viendront s'ajouter au budget global qui sera consacré aux diverses dépenses. Les méthodes de transferts qui empruntent des canaux informels sont préférées (agences de transfert de fonds, les transporteurs privés, les missions religieuses et ONG) aux canaux officiels. L'impact de ces transferts de fonds est que ceux-ci constituent une importante source de revenus pour les bénéficiaires et leur permettent de répondre à leurs besoins vitaux (achat de vêtement et de nourriture par exemple). L'argent envoyé par les migrants est par ailleurs destiné à la scolarisation des enfants, à la prise en charge des soins de santé et des membres plus âgés de la famille, ils peuvent venir combler les déficits budgétaires rencontrés au cours d'éventuelles crises financières. Parmi les inconvénients, il est retenu la dépendance croissante des familles à l'égard de ces montants car certains ménages les assimilent à une source de revenus régulière et n'essaient pas de les remplacer par une autre, les transferts peuvent grever le budget de l'immigré et empêcher celui-ci d'investir dans son pays d'accueil. Le gouvernement de la RDC n'a promulgué aucune politique spécifique en matière de transferts d'argent, de migration ou de développement. La faible quantité de statistiques disponibles complique l'évaluation de l'impact macroéconomique des transferts de fonds.

Oucho, O. J. and T. S. W. Gould (1996). Migration interne, urbanisation et répartition de la population. Changements démographiques en Afrique subsaharienne. A. K. Foote and al. Paris, Presses Universitaires de France et Editions de l'Institut National d'études démographiques: 255-296.

Au cours des trente années écoulées depuis la période principale d'accession des pays africains à l'indépendance, la répartition de la population et sa redistribution par les flux migratoires demeurent des caractéristiques importantes et très reconnues de la dynamique de la population sur le continent. Ce chapitre décrit ainsi les principales caractéristiques, tendances et différences, ainsi que les déterminants de la migration interne, de l'urbanisation et de la répartition de la population en Afrique subsaharienne, en utilisant les données et les estimations disponibles pour les vingt dernières années - 1970-1980 et 1980-1990) au moins et des projections pour 1990-2000 et le début du XXIe siècle. Dans leur conclusion, il se dague que la migration interne en Afrique subsaharienne a des conséquences sur la densité du peuplement. Elle ne change pas cette densité pour l'ensemble d'un pays, mais elle exerce une influence sur la répartition de la population à l'intérieur des frontières et, partant, sur la densité de la population des diverses régions.

Perier, G. D. (1952). Le Congo des Belges. Bruxelles, Fonds colonial de propagande économique et sociale.

Dans ce document de 39 pages, l'auteur retrace les circonstances à travers lesquelles les Belges sont arrivés au Congo pour la colonisation. De l'Etat Indépendant du Congo à l'organisation de la colonie sous administration belge, il y a eu naissance des centres urbains avec l'industrialisation qui avait besoin de la main d'œuvre. Des centres urbains ont entraîné la multiplication des établissements d'éducation et d'instruction pour les enfants noirs, le développement des installations sanitaires, des routes, des chemins de fer, des lignes régulières de navigation et d'aviation grâce auxquelles les populations arrivent à se déplacer soit à la recherche du travail comme la main d'œuvre, soit encore pour le commerce. Il conclut que les provinces congolaises finissent par ne plus former qu'un seul complexe national, où se déploient les capacités entrepreneuriales de ses habitants noirs et blancs.

Petit, V. (2000). Les migrations internationales. La population des pays en développement. Y. Charbit. Paris, La documentation française: 99-128.

Les migrations internationales présentent une multiplicité de formes (migrations de main d'œuvre non qualifiée, regroupement familial, réfugiés, demandeurs d'asile, exode des compétences : « brain-drain », etc.) et elles s'inscrivent dans des contextes socio-économiques et politiques (crise économique, guerre, catastrophe écologique, répression politique) très diversifiés. De l'ensemble des phénomènes démographiques, la migration est sans doute celui qui est le plus difficile à mesurer en raison de son caractère renouvelable et réversible. En Afrique, le nombre de migrants internationaux est passé de 7,1 millions en 1965 à 11,3 millions en 1985 (soit 2,7 % de la population totale). Leurs causes sont très variées : pastoralisme nomade traditionnel, commerce ambulante, conflits ethniques, guerres civiles, désertification et dégradation écologique, recherche d'un emploi. Trois systèmes migratoires émergent : ceux de l'Afrique de l'ouest, de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe. En Afrique de l'est et centrale les principaux mouvements de populations sont dus classiquement au nomadisme, et plus tragiquement aux guerres civiles, aux sécheresses et aux famines qui en résultent. En Afrique centrale le problème des réfugiés s'intensifie également. Par exemple, le Rwanda depuis son indépendance en 1962 génère constamment des flux de réfugiés en raison de l'affrontement des deux groupes ethniques principaux, les Tutsis et les Hutus pour la suprématie politique. Depuis la fin 1993, un quart de million de Rwandais se trouvent en exil au Burundi, une centaine de milliers en Ouganda et plusieurs milliers en Tanzanie et au Zaïre. Le génocide de plus de 500.000 Tutsi par des extrémistes Hutu en 1994 fut le point culminant de cet antagonisme. La situation en République Démocratique du Congo depuis l'accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila est également explosive et c'est toute la région qui risque de s'enflammer. Plus de 50 000 réfugiés ont quitté l'ancien Zaïre pour le Rwanda et le Burundi (UNHCR, 1998). Le Burundi et l'Ouganda ont également connu des systèmes politiques répressifs et les guerres civiles qui en résultèrent ont provoqué l'exode d'une partie de la population. Au début des années 90, tous les pays d'Afrique centrale et de l'est accueillent un nombre considérable de réfugiés, qui se

trouvaient pour les plus nombreux au Soudan, en Ethiopie, dans l'ex-Zaïre, au Rwanda, au Burundi, au Kenya et en Tanzanie. Actuellement c'est encore dans cette zone que se trouvent les plus fortes concentrations de réfugiés au monde. Dans cette région, les processus migratoires s'enracinent souvent dans des traditions de mobilités qui peuvent remonter à plusieurs générations. Les réseaux structurent les comportements de solidarité entre les communautés de migrants et les villages d'origine. Les systèmes migratoires de l'Afrique renvoient donc l'image d'un continent déchiré et appauvri.

réfugiés, C. d. r. d. (2006). RDC : situation et bilan de la transition dans les provinces orientales: 57.

De la fin de l'année 2002 au début de l'année 2003, une série d'accords de paix nationaux et internationaux ont été conclus dans le but de mettre fin aux combats qui ont ravagé la RDC depuis 1998. L'Accord global et inclusif, dit "accord 1+4", signé à Pretoria en décembre 2002 organisait le partage du pouvoir entre la plupart des anciennes forces belligérantes congolaises et des mouvements politiques au sein d'institutions de transition. Mais à quelques semaines des élections de 2006, les principaux objectifs de la transition n'étaient pas encore réalisés (l'unification du territoire n'était pas achevée et l'autorité du gouvernement de transition ne s'étendait pas aux zones rurales de la province du Sud-Kivu et du district d'Ituri dans la Province Orientale, à la majeure partie du territoire de la province du Nord-Kivu ainsi qu'au centre et au Nord de la province du Katanga). Ces régions étaient soit des zones contrôlées de facto sur les plans politique et militaire par des groupes armés, soit le théâtre de conflits armés internes entre les forces gouvernementales et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés. Les deux Kivu sont les provinces les plus touchées bien que leurs problèmes, essentiellement ethniques, soient différents. En effet, si au Nord-Kivu les conflits se concentrent autour de la question foncière, au Sud-Kivu, le problème principal est celui de l'« autochtonie » concernant les Tutsis, essentiellement des Banyamulenge qui sont en minorité et sont estimés à environ 30 à 50 000 individus et dont la situation est un des enjeux centraux dans le conflit qui agite la région. En effet, pour les autochtones, « les Banyamulenge sont des immigrés des hauts plateaux de l'Itombwe au Sud Kivu. Leurs descendants ont pris le nom de Banyamulenge pour s'affirmer face à un début d'ostracisme qui, dans les années 1960-1970, tendait à les assimiler aux réfugiés tutsis du Rwanda. Pour certains, ils sont plus ou moins intégrés à la population congolaise et se soumettent à ses lois tandis que pour d'autres, ils seraient plus liés avec le voisin rwandais et revendiqueraient la nationalité rwandaise et la nationalité congolaise. Dans le Nord-Kivu, le facteur des tensions est « l'identité ethnique qui est intimement liée aux questions de régime foncier et de pouvoir politique ». En effet, d'importantes terres peuplées de populations banyarwanda ont été englobées dans le Congo belge après la convention germano-belge de 1910. A partir des années 1930, les colons belges ont organisé la migration des Banyarwanda hutus et tutsis du Rwanda, main d'oeuvre bon marché, vers l'est du Congo en particulier dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, pour développer l'agriculture et l'exploitation minière. A la suite des massacres de Tutsis perpétrés à partir de 1959 par le gouvernement rwandais sous domination hutue, une véritable diaspora tutsie s'est installée dans les villes congolaises. A la même période, la guerre civile rwandaise a avivé les tensions existant déjà entre Hutus et Tutsis au Nord Kivu. L'exacerbation des tensions ethniques par les leaders politiques des différentes communautés est étroitement liée à l'objectif de conserver le contrôle politique et militaire de la province. Le débat sur la nationalité tant

dans la province du Nord-Kivu que dans celle du Sud-Kivu a été tellement vif et au centre de tels enjeux jusqu'à agiter vivement le pays dans le cadre de la préparation des élections.

Ruhimbika, M. (2001). Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres. Paris, Editions L'Harmattan.

Résumé : Dans ce livre, l'auteur se fait le porte-voix de sa communauté ethnique, les Banyamulenge, qui sont, pour lui, des victimes innocentes du Kivu et du Congo. Abandonnés à eux-mêmes par le régime Mobutu, livrés aux violences d'autres populations du Kivu, ils furent accusés de tous les maux. Pour Ruhimbika, ils sont et ont toujours été d'authentiques citoyens congolais, paisibles habitants des plateaux du Sud-Kivu. Ils veulent jouir de tous leurs droits de citoyen comme les autres Congolais. Ils ne sont ni Rwandais ni alliés des Rwandais ni auteurs des conflits armés en cours. Ils sont en situation de légitime défense pour leur survie. Ils ne veulent pas devenir les Rwandais qu'ils n'ont jamais été. Ils sont pris entre deux guerres : l'occupation étrangère et la coexistence interethnique au Kivu, deux conflits aussi meurtriers que dévastateurs. Pour en sortir, l'auteur présente une alternative : soit leurs voisins immédiats ou lointains les reconnaissent et les acceptent en tant que citoyens congolais à part entière, soit l'option militaire est privilégiée.

Sabiya, W. C. (1969). Les migrations des Balega. Bukavu, Département d'Histoire, Institut supérieur pédagogique.

Les Balega sont une tribu qui occupe aujourd'hui la forêt au Sud-Ouest du Kivu. Cette tribu est sans conteste originaire de Bunyoro en Ouganda. Elle a quitté cette région à la suite de l'arrivée des envahisseurs, hamites au 17^{ème} siècle pour se fixer dans son habitat actuel. L'auteur précise en citant Moeller que les vagues migratoires des Balega avaient gagné l'actuel territoire en longeant la chaîne occidentale des montagnes du Graben. Ils ont traversé successivement les pays des Banande, Banyanga et Batembo (au Nord-Kivu) jusqu'à Kalolo ;, une autre version celle des vieux Balega situe la piste à l'Ouest c'est-à-dire qu'après la traversée de la forêt de la province orientale, les bandes Balega ont atteint la Lualaba. Les Babembe constituent le prolongement de Balega auxquels sont venus s'ajouter les Basonge de l'Est de Tanganyika. La civilisation Lega a été secouée et influencée par la pénétration arabe et l'arrivée des européens.

Sailez, J. P. (1940). "La vie indigène à Léopoldville." Anonyme.

Dans cet article, l'auteur a fait une description entre les cités indigènes évoluées et non évoluées, en donnant les caractéristiques de deux cités. Cette opposition concerne le couple Ville/campagne et réfère d'une part à la ville qui est perçue comme lieu de concentration des activités commerciales, administratives et industrielles, d'autre part à la campagne comme zone d'élection des activités agricoles.

Saint Moulin (de), L. (1987). "La répartition par région du Produit intérieur brut du Zaïre de 1957 à 1984." Zaïre-Afrique 27e année(218).

Cet article est le prolongement de l'étude de la population du Zaïre à l'époque du régime du président Mobutu. L'objectif de cette réflexion est situer l'unité et la diversité des régions du Zaïre. Sur la base des données de la population établies, l'auteur propose par ailleurs une estimation du produit intérieur brut par habitant, par région et selon le milieu urbain ou rural. Il aborde aussi la question relative aux conditions de vie. Il en découle que si les problèmes de développement se posent dans les mêmes termes au niveau national et au niveau régional, toute la population du pays est affectée par la même évolution générale. Les différences entre les lieux et les régions sont larges de même que l'histoire des conditions de vie. Il conclut qu'entre 1970 à 1984, seules les activités agricoles, minières et métallurgiques ont progressé dans le P.I.B. zaïrois. Et les régions qui n'ont pas pris part dans ces activités ont vu leur contribution au P.I.B. se réduire. Les différences de 1970 à 1984 sont généralement réduites.

Saint Moulin, L. d. (1970). "Unité et diversité des zones urbaines de Kinshasa." Revue internationale des sciences du développement II(2).

Dans cet article, l'auteur s'interroge sur l'unité interne des grandes zones urbaines distinguées à Kinshasa. Sa préoccupation est de montrer que la société kinoise se répartit dans l'espace selon les critères hiérarchisés. Pour ce faire, il utilise la population de 1967. Il s'agit d'une enquête par sondage au deuxième degré à partir d'un recensement exhaustif de toutes les parcelles habitées et non habitées de la ville, soit respectivement 106.279 et 31.741 à la fin de 1967. L'échantillon a été établi à fraction constante dans chacune de trente-six strates distinguées pour tenir compte des caractéristiques écologiques et des subdivisions administratives. La marge d'approximation affectant le chiffre global de la population du fait du sondage est de 1,39 % ; celle du nombre d'habitants des diverses communes varie de 3 à 8 selon leur dimension et leur homogénéité. Les résultats des enquêtes ne concernent que la population vivant dans des parcelles ordinaires. Il aboutit à une double conclusion, d'une part l'unité des ensembles homogènes; d'autre part leur diversité interne n'a pas une ampleur suffisante pour entraîner en chevauchement fréquent des deux zones. Il est donc certain que la capitale congolaise est en voie de structurer sa population de façon originale. En ce sens, elle est créatrice de valeurs et elle remplit de façon positive la fonction de toute ville dans une civilisation.

Saint Moulin, L. d. (1988). "Histoire de l'organisation administrative du Zaïre." Zaïre-Afrique(224): 197-222.

Depuis le premier découpage administratif du Zaïre en 1888, plus de 500 décrets, lois, arrêtés et ordonnances sont intervenus pour en modifier l'organisation. Ce texte se propose d'en présenter les

grands traits à l'aide de quelques cartes. Les cartes qui servent de charnière à cet exposé sont, outre celles de 1888 et 1988, celles de 1910, 1929, 1940, 1960 et 1963. L'auteur arrive à des conclusions aussi intéressantes que les suivantes: -la décentralisation ne peut être confondue avec un simple redécoupage administratif. Ainsi rien ne garantit que les nouvelles subdivisions seront gérées d'une façon moins centralisée que les anciennes. Les réorganisations administratives ont plus souvent été un changement de stratégie qu'une nouvelle distribution du pouvoir. le découpage administratif a néanmoins été un moyen efficace de résoudre certains problèmes de gestion et de dynamiser la vie socio-économique de certaines régions. Des données chiffrées sur l'évolution de résidents belges faisant tourner la machine administrative coloniale sont présentées.

Savane, L. (1998). Populations. Un point de vue africain. Anvers, Editions EPO.

Le livre parle des raisons pour lesquelles l'auteur réfute la thèse du néo-Malthusianisme. En parlant précisément des migrations internationales, l'auteur note que le développement des moyens modernes de communication (avion notamment) a donné une grande impulsion internationale. Les migrations internationales sont dues à plusieurs facteurs. Les conflits armés et les crises économiques ont joué un grand rôle dans ces mouvements qu'ils soient volontaires (exode) ou organisés (évacuation, détention, échanges ou transferts).

Schroeder, E. (2004). "A Window of Opportunity in the Democratic Republic of the Congo: Incorporating a Gender Perspective in the Disarmament, Demobilization and Reintegration Process." *Peace, Conflict and Development*(5).

Résumé : Il est admis que la notion du courant prédominant de gender soutenue par les Nations Unies doit être incorporée dans les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, rapatriement et réinstallation en RDC. Le survol de ces mécanismes, selon les lignes d'action de la RDC et de l'ONU, avec la prise en compte du gender est présenté. Les effets de conflits et de la violence sur les relations de genre et les attentes de gender sont considérés par la suite en insistant sur la participation, la victimisation et l'exclusion des femmes de position de leadership. Un accent est mis sur les difficultés de la mise en œuvre de tels programmes ; c'est le cas notamment du fait que les femmes congolaises ont besoin de la réintégration économique, politique et sociale tandis que celles qui ont été mariées par des étrangers et ont été abandonnées nécessitent des mesures de rapatriement additionnelles. En conséquence, des stratégies pour la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement tenant en compte le gender sont présentée. Des recommandations pour des recherches pertinentes et futures sont également faites.

Seneza, P. (2007). Les frontières créent des divisions ou passerelles d'échange. Impact de la frontière entre Goma et Gisanyi. *Fissures*. Bukavu. n°005.

Les populations Congolaise de Goma et Rwandaise de Gisenyi vivent la situation de mobilité chaque jour. Les ressortissants de Gisenyi (Rwanda) traversent chaque matin la frontière pour vaquer à leurs occupations quotidiennes à Goma en RDC et vis versa. La décision des autorités rwandaises de fermer la frontière entre les deux pays (villes) en 2004, suite à la détérioration des relations entre les deux pays du fait du conflit armé a bouleversé la situation économique des populations de ces deux villes. Il est vrai que plusieurs acteurs participent aux échanges réels entre Goma et Gisenyi. Ces agents (acteurs) économiques relèvent du secteur public et du secteur privé. Goma approvisionne Gisenyi en produits miniers comme le Cassitérite et d'autres produits de première nécessité.

Soenen, H. (2006). "How to Make Ice-Cream? An Anthropological Economic Study of Remittance Practices among Congolese and Ecuadorian Migrants." *Kolor* 6(1): 41-57.

Les auteurs étudient la connexion entre la migration et le développement à partir du point de vue des transferts de fonds. Ils analysent les études de cas à partir de la RDC et de l'Equateur. Ils considèrent les pratiques des transferts de fonds comme une partie du processus en accordant de l'attention à la fois à ceux qui envoient et à ceux qui reçoivent. Des transferts des fonds sont souvent utilisés pour la consommation. Ainsi, il est important de corriger cette image. Il y a beaucoup de tentatives d'investir de l'argent, mais ces tentatives se butent à des problèmes institutionnels et ceux de l'information insuffisante. De même ; des associations de développement prennent beaucoup d'initiatives. Ces associations connaissent rapidement la faillite, mais elles sont bien rapides et flexibles dans leurs interventions. Un schéma simple de co-financement transparent peut être un instrument pour soutenir ces organisations.

Résumé en Anglais:

The authors study the migration & development nexus from the angle of remittances. They analyse case-studies from the Democratic Republic of Congo & Ecuador. They consider transfer practices to be part of a process, paying attention to both sender & receiver. Remittances are often used for consumption. However, it is important to refine this image. There are a lot of attempts to invest money, but they suffer under asymmetric information & institutional problems. Also "development associations" take a lot of initiatives. These associations know a fast decay, but are also very rapid & flexible in their interventions. A simple transparent co-funding scheme can be a tool to support these organizations. Tables, Figures, References. Adapted from the source document.

Streiffeler, F. and e. al. (1987). *Zaire : Village, ville et campagne*. Paris, Editions L'Harmattan.

Il s'agit d'une enquête psycho-sociologique sur le mouvement des populations de la sous-région de la Tshopo, dans la province du Haut Zaïre au Zaïre. L'auteur rappelle l'importance de la mobilité urbaine dans le processus d'urbanisation des milieux en Afrique et au Zaïre. Dans ce pays, par exemple, si 71,3% de la population vivaient encore en milieu rural en 1973, on estime qu'en l'an 2000, 50% de la

population zaïroise vivent et mourront en milieu urbain. En 1975, la ville de Kisangani était habitée à 82,4% par une population venue du milieu rural. Il ressort de cette étude que la ville comme miroir aux alouettes n'est pas la cause unique de la migration ; mais que ce sont les contraintes qui pèsent sur la vie villageoise, les abus du pouvoir des anciens sur les jeunes par la sorcellerie ou le manque d'infrastructures qui semblent le plus justifier le phénomène de l'exode rural dont l'ampleur est irréversible en Afrique au moins à court terme.

Streiffeler, F. and W. Langer (1986). "Taken-for-Granted Village Problems and Climate: An Investigation in Zaire." *Sociologia Internationalis* 24(2): 197-218.

Il s'agit d'une recherche sur le phénomène de la perception des villageois sur les problèmes des milieux ruraux et de la migration vers la ville (la migration rurale-urbaine), une recherche fondée sur des interviews effectuées dans 50 villages (N=320 villageois) de la République du Zaïre entre 1978 et 1980. L'attention se portait sur la dimension principale du climat social (du village) en utilisant les instruments d'analyse développés dans la psychologie des organisations. L'analyse de facteur et celle des thèmes d'attitude, appréciés au niveau du village, arrivent à révéler que le climat du village est fortement caractérisé par des attitudes communes que partagent les villageois envers la cité dominant le système d'interaction locale entre le pays et la ville. Il y a 8 tables et 34 références.

Résumé en Anglais: An investigation of the phenomenon of villagers' shared perceptions of village problems & Ur migration, based on group interviews in 50 villages (N = 320 villagers) in Zaire from 1978 to 1980. Focus was on the main dimension of social or village climate, utilizing the tools of analysis developed in the psychology of organizations. Factor analysis & r of attitude items, aggregated at the village level, revealed that village climate is strongly characterized by common attitudes among the villagers toward the city dominating the local city-country system. 8 Tables, 34 References.

Sumata, C. (2004-2005). "Les enjeux de la migration et l'entrepreneuriat : les transferts des immigrés peuvent-ils financer l'entrepreneuriat au Congo-RDC ? ." *Revue Congolaise de Gestion* 9-10: 67-80.

Cette étude tente d'appréhender les motivations des agents et d'analyser les comportements de partage de risque lorsque les marchés formels d'assurance sont inexistantes, en considérant le cas de la RDC. La migration internationale constitue un abri contre des perspectives incertaines de revenus lorsque les marchés financiers sont dysfonctionnels. L'immigration tend à améliorer le bien-être socio-économique du pays destinataire des transferts des migrants. Leurs stratégies de diversification de risques et de lutte contre la pauvreté leur permettent de tisser des liens socio-économiques non négligeables entre leurs lieux de résidence et leur pays d'origine. Le processus migratoire agit dès lors comme un mécanisme de redistribution de ressources et une source de revenus pour les familles des migrants. De même, les transferts de fonds peuvent être à la base du financement de l'entrepreneuriat dans certains cas.

Sumata, C. (2002). "Migradollars & poverty alleviation strategy issues in Congo (DRC)." *Review of African Political Economy* 29(93): 619-628.

Ce papier examine les motivations des agents et analyse l'idée de comportement de partage de risque dans le contexte d'absence d'assurance ou de marchés intertemporels en République Démocratique du Congo. La migration peut fournir l'abri contre les perspectives de revenus incertains quand les marchés financiers fonctionnent mal ou n'existent pas. La migration de travail tend à améliorer le bien-être économique de des pays de destination et l'immigration peut réduire le sous-emploi et fournir des avantages comme les transferts de fonds et les compétences. La migration peut également agir comme un mécanisme pour la redistribution des revenus et comme une source des revenus pour les familles ayant des migrants. La migration internationale a un impact global positif sur la réduction de la pauvreté en RDC. Les transferts de fonds facilitent, dans une certaine mesure, les activités entrepreneuriales locales.

Résumé en Anglais:

This briefing examines the motivations of agents and analyses the idea of risk-sharing behaviour in the absence of insurance or intertemporel markets in the Democratic Republic of Congo (DRC). Migration might provide a shelter against uncertain income prospects when financial markets 'malfunction' or do not exist Labour migration tends to improve economic welfare of the destination countries and immigration may alleviate unemployment and provide inputs such as remittances and skills. Migration can also act as a mechanism for income redistribution and as a source for resources for families with migrants. International migration has had an overall positive impact on poverty alleviation in DRC. Remittances facilitate, to some extent, local entrepreneurial activity

Sumata, C., T. Trefon, et al. (2004). Images et usages de l'argent de la diaspora congolaise: les transferts comme vecteur d'entretien du quotidien à Kinshasa. *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*. T. Trefon. Bruxelles & Paris, Musée royal de l'Afrique centrale et Editions L'Harmattan: 135-154.

Bien qu'elle ait été relativement étudiée, il existe une filière importante de solidarité entre les Kinois de la diaspora et leurs familles. Les 'remises', qu'on appelle également 'migra-dollars' contribuent véritablement à soutenir le budget des ménages kinois. L'apparition et le développement de nombreuses agences de transfert de fonds témoignent de l'évolution rapide de cette tendance. Les Congolais qui vivent à l'étranger sont désormais capables de transférer rapidement de l'argent à leur famille. Le phénomène d'émigration relève de plus en plus d'une stratégie familiale de diversification du risque et est un moyen d'améliorer le niveau de vie des familles, au prix de leur fragmentation géographique. La volonté de migrer est devenue une véritable idée fixe au sein des familles kinoises, pour lesquelles tout migrant est une source espérée de dollars et d'euros. Ainsi, la légendaire débrouillardise kinoise est-elle également un phénomène qui s'exporte. Toutefois, dans les faits, ces

migra-dollars servent surtout à maintenir le quotidien des manages et sont loin de constituer une alternative pour sortir de la crise rampante à Kinshasa comme en RDC en général.

Tabutin, D. s. l. d. d. (1988). Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara. Paris, Editions L'Harmattan.

L'Afrique au sud du Sahara est une région en pleine explosion démographique. Ce n'est pas un hasard si l'Afrique connaît un accroissement exceptionnel de sa population à la fin du XXème siècle. Cet ouvrage examine certaines particularités de son histoire, les grands éléments de sa dynamique démographique, le rôle essentiel des femmes et des structures familiales et les pratiques traditionnelles. L'auteur souligne le fait que l'histoire des mouvements de population est appréhendée à partir de la traite esclavagiste qui entraîne des mouvements forcés des populations et des conquêtes et des pénétrations coloniales de 1880-1945. Parlant du Congo Belge, il est reconnu que l'époque coloniale inaugure l'ère des migrations des milieux ruraux vers les villes. Depuis 1945, il y a eu une forte accélération des migrations spontanées. Un moment intéresse l'auteur : c'est celui concernant les migrations récentes. Quant à l'Afrique centrale, il note que le Zaïre, le Cameroun et le Congo sont des pays d'émigration nette.

Tandonnet, M. (2007). Géopolitique des migrations. Paris, Ellipses Edition.

Conséquence directe de la globalisation/mondialisation, l'augmentation fulgurante et multiforme des flux migratoires dans le monde se traduit par l'essor des sociétés multiculturelles. Dans le contexte idéologique issu du 11 septembre 2001, dominé par l'idée chère à Samuel Huntington de "choc des civilisations", comment gérer au mieux cette diversité croissante, à laquelle n'échappe aucun pays, tout en évitant le risque de la tribalisation et du repli identitaire? Alors que l'ONU recommande la libéralisation croissante des mouvements de populations et un glissement résolu vers le communautarisme, il est bien au contraire essentiel et urgent de réaffirmer d'une part la pleine souveraineté des Etats sur les flux migratoires, notamment leur volume, d'autre part la légitimité du contrôle des frontières face à l'immigration illégale et le devoir d'intégration, voire d'assimilation, des populations migrantes. L'objectif du livre est de tenter d'esquisser une vision d'ensemble, planétaire des flux migratoires, considérés comme un aspect essentiel de la mondialisation. Centré sur les mouvements de populations les plus importants, du Sud vers l'Europe et vers l'Amérique du Nord, son ambition est de restituer la réalité quotidienne, locale de l'immigration, telle qu'elle est vécue en France, dans un contexte beaucoup plus général.

Toussaint, E. (1956). "Le personnel congolais." Union Minière du Haut Katanga. Evolution des techniques et des activités sociales.

A la création de l'Union Minière du Haut-Katanga en 1906, les hauts plateaux du Katanga, où se situent les sièges d'exploitation, étaient moins peuplés et les rares autochtones y étaient généralement chétifs. Dans le royaume de trois cents à cinq cents kilomètres d'Elisabethville, actuel Lubumbashi, on ne trouve pas des populations importantes, mais de niveau physique fort médiocre. Il faut ainsi aller jusqu'à six à huit cents kilomètres dans le nord-ouest pour trouver les solides et nombreux travailleurs pour les exploitations minières. Le développement d'une grande industrie dans une région quasi désertique rendit nécessaire l'organisation d'importants recrutements de la main d'œuvre.

Twenukioki, Y. (1981). L'exode rural: cas de Kingandu. Kinshasa, Institut des sciences religieuses: 40 pages.

Ce travail porte sur la mission catholique de Kingandu située à 120 km au sud-ouest de Kikwit et s'étend sur 4 collectivités locales qui sont : Kisunzu, Kibolo, Pay et Sunzu. Sa superficie est de 3.600km². Dans le cas de Kingandu, les causes principales de l'exode rural se regroupent en quatre points :

-les causes économiques : les jeunes de Kingandu vont en ville à la recherche d'une situation sûre, fixe, bref une bonne situation.

-les causes sanitaires : avoir accès aux hôpitaux les mieux équipés, pour ainsi se maintenir en bonne santé.

-les causes culturelles : la recherche d'un enrichissement intellectuel, alors que dans le milieu rural la coutume fait sa loi et la crainte du 'kindoki' ne fait que s'accroître.

-les causes administratives : d'une façon ou d'une autre les autorités administratives abusent de leur pouvoir et renforcent l'exode rural.

Comme conséquences, la force productrice diminue dans la campagne; les villages n'ont plus assez de gens de 20 à 30ans. Les jeunes mères se prostituent pour mieux vivre parce que les maris sont souvent à Kinshasa, Kikwit, Bulungu, etc., depuis des années. En ville, le parasitisme se développe, le chômage, le vol, le banditisme, la malnutrition à cause de l'accroissement d'une population n'y trouvant pas d'emploi, ni de milieu sécurisant. Pour diminuer cette migration, il faut sensibiliser davantage les parents et les enseignants, eux qui ont le rôle de guide, de modèle, d'animateur, d'encadreur des jeunes.

Uchudi Masudi, L. (1983). Migrations internes à l'Ouest du Zaïre: cas de l'exode rural. Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Faculté de démographie: 107

L'objet de ce travail a deux dimensions. D'une part, il essaie de quantifier l'exode rural à l'ouest du Zaïre, en faisant ressortir les flux migratoires, les directions des flux, les caractéristiques des migrants ainsi que les causes et les conséquences du mouvement migratoire. D'autre part, il tâche de faire

observer le fait fondamental de cet exode qui est la taille, la direction et la nature de l'exode rural décrites et analysées. Celles-ci résultent des distorsions qui caractérisent le développement du Zaïre occidental. En ce qui concerne l'ampleur et la physionomie du mouvement migratoire à l'ouest du Zaïre, l'analyse montre qu'au cours de l'année 1975, sur cent résidents ruraux, cinq personnes au moins (tous sexes réunis) ont migré et le nombre de personnes du sexe masculin qui ont migré s'élève à neuf au moins. En valeur absolue, entre 1971 et 1975, l'effectif moyen des migrants ruraux s'élève à 212.892 personnes.

Au courant de l'année 1975, l'analyse démontre que ce sont les jeunes adultes, essentiellement du sexe masculin, âgé de 20 à 39 ans qui ont migré le plus. Les migrants ruraux à l'ouest du Zaïre se dirigent principalement vers Kinshasa ou vers le chef lieu de leur province d'origine et le flux vers d'autres villes, centres urbains ou semi urbains n'ont pas été bien identifiés par l'enquête. Parmi une multitude des facteurs qui sont à l'origine des migrations de populations, la cause économique a été retenue comme prépondérante. Dans le même ordre d'idées, l'analyse montre qu'au milieu d'une gamme nombreuse et variée de symptômes, l'exode rural et l'urbanisation rapide et anarchique qui en résulte constituent une illustration éclatante et troublante de l'extraversion économique, de la dépendance, de la domination et de la désarticulation économiques dont les sociétés africaines coloniales et post-coloniales font l'objet. Les conséquences qui en découlent sont pour la plupart négatives: le dépeuplement et le vieillissement accélérés des campagnes, le gonflement de la ville, l'augmentation du chômage et la pénurie de la main d'œuvre jeune et dynamique pour les exploitations agricoles en milieu rural.

Il faudra donc réduire les déséquilibres inter régionaux et intra régionaux pour concevoir et mettre en place les conditionnements sociaux, culturels et économiques sur toute l'étendue du territoire national en vue d'enclencher un processus de développement endogène, auto-centré, auto-régulé et auto-soutenu.

Umatesi, M.-B. (2000). Fuir ou mourir au Zaïre : Le vécu d'une réfugiée rwandaise. Paris, Editions L'Harmattab.

En 1994 des milliers des réfugiés rwandais sont arrivés au Congo à la suite du changement de régime politique et du drame de génocide au Rwanda. La vie de ces réfugiés n'a pas été facile au Zaïre tout comme le pays d'accueil a subi d'innombrables effets négatifs de cette présence brutale et massive des Rwandais. A travers le récit de vie d'une réfugiée rwandaise, l'auteur met en exergue les conditions difficiles de réfugiés rwandais au Congo. Ayant traversé la frontière rwandaise pour se retrouver au Congo (Zaïre), cette réfugiée a vécu des drames multiples comme ses compatriotes disséminés dans des camps des réfugiés ou dans des villages et forêts : ils ont été exposés aux maladies, intempéries, animaux sauvages, faim, etc. Les efforts de la Communauté internationale n'ont pas réussi à encadrer tous les réfugiés obligés de se débrouiller dans les savanes et montagnes de l'est du Zaïre. Nombreux parmi les réfugiés ont fini par mourir au Congo surtout lors de la guerre de 1996.

urbain, O. d. C. (2005). Les migrations à Lubumbashi. Publication de l'Observatoire du changement urbain Septembre 2005. D. Dibwe dia Mwembo, G. Kalaba Mutabusha and M. Godin. Lubumbashi, Université de Lubumbashi.

Ce rapport résulte des enquêtes de terrain lancées le 12 février 2005 sur l'étendue de la ville minière de Lubumbashi. Les approches qualitative et quantitative fondées sur le questionnaire avec des questions fermées, semi-ouvertes et ouvertes ainsi que des entretiens libres sont utilisées pour récolter les données et les interpréter. Ces enquêtes veulent comprendre si après l'effondrement de l'industrie minière et les licenciements massifs qui s'en sont suivis, Lubumbashi continue à exercer son pouvoir attractif sur les migrants ou si les Lushois ont plutôt tendance à quitter la ville. Sont abordés alors des thèmes aussi variés que ceux de l'histoire de l'immigration dans la ville de Lubumbashi, les aspects socio-démographiques et les mouvements migratoires à Lubumbashi et des déplacés de guerre dans cette ville.

Van Dorpe, W. (1978). "Origine et migrations des Yeke (de la Tanzanie au Zaïre)." CEEBA 43(II).

Ce document de 131 pages commence naturellement par une introduction et les idées sont groupées en deux parties dont la première est : Le Busumbwa ancien, pays d'origine de Yeke ; et la seconde partie est : le commerce Nyamwezi et la migration Yeke. Dans la première partie, l'auteur a analysé les structures de la société traditionnelle sumbwe, d'où sont originaires les yeke. Et dans la seconde partie, l'auteur a considéré le commerce sumbwa et nyamwezi, pour démontrer que l'Etat yeke est une nouvelle création politique issue de l'extension du commerce à longue distance. Après avoir situé les yeke par rapport à leur pays d'origine le busumbwa et placé leur migration vers le Shaba dans le contexte du commerce nyamwezi, l'auteur conclut son étude à l'aube de la formation et de l'épanouissement de l'Empire de Misiri. En d'autres termes, la comparaison des institutions yeke avec celles de leur société d'origine permet de déceler certains mécanismes d'adaptation et d'acculturation.

Van Roy, H. (2007). Origine et évolution de Yaka. Recherche historique. Everlee, Editions Privées Irko.

Cette nouvelle étude fait l'objet d'une lecture critique de la littérature ancienne et moderne de Yaka et une investigation comparée des multiples sources orales, recueillies pendant plus de quatre décennies. L'auteur a éclairé le problème très complexe que posent les origines et l'évolution de Yaka à travers leur histoire. Il aboutit aux conclusions selon lesquelles les Yaka sont envahisseurs du Royaume Kongo et ils appartiennent au monde des anciens Luba occidentaux. Le nom de Yaka provient du nom Yaga qui était une nation ou secte et a connu une évolution selon plusieurs versions.

Vansina, J. (1956). "Migrations dans la province du Kasai. Une hypothèse." Zaïre(n°10).

Dans cet article, Vansina affirme qu'au cours des années 50, plusieurs études relatives à l'origine des tribus vivant actuellement dans la province du Kasaï ont été publiées. Cet auteur entend contredire beaucoup d'affirmations de R.P. Denome concernant les informations liées à la méthode. Dans l'hypothèse qu'il explore, on retient ce qui suit: les Bena Mvula de Luebo n'ont jamais connu des migrations ultérieures c'est-à-dire avant 1700. Il conclut en soulignant que la situation linguistique concorde avec le tableau de migrations qu'il présente. Les Kete nord et les Kete sud sont, d'après Vansina, deux groupes de populations autochtones entièrement différents.

Vlassenroot, K. (2003). Economies de guerre et entrepreneurs militaires. La rationalité économique dans le conflit au Sud-Kivu (République démocratique du Congo). *Guerres et sociétés. Etats et violence après la guerre froide*. P. Hassner and R. Marchal. Paris, Editions Karthala: 339-368.

Ce chapitre analyse l'une des dynamiques les plus devastatrices du conflit dans l'Est de la RDC. La violence est devenue un instrument essentiel de l'exploitation économique et son usage le plus brutal souligne la compétition aigüe entre les belligérants ainsi que les dimensions régionales et internationales des économies de guerre dans cette région du Congo. Le propos de ce texte n'est pas de déterminer si cette guerre est menée pour l'appât du gain ou pour satisfaire un certain nombre de revendications éventuellement légitimes. Il s'efforce plutôt de se limiter à un aspect important, mais pas unique, de cette guerre dans une région de l'Est congolais: la recomposition économique liée à la volonté des acteurs militaires de capter les ressources congolaises pour, notamment mais pas seulement, financer leurs opérations.

Vleugels, J. (1992). "Moeurs et coutumes de Batabwa." *Bulletin trimestriel du CEPSE*(98-99).

L'auteur s'intéresse à saisir les migrations des Tabwa. Il y a plus de 4 siècles que Kyomba supposé être l'ancêtre des Batabwa, un homme légendaire qui est sorti de Lac Tanganika existait et habitait sur la rive orientale de ce même lac. Face aux pressions des hamites au Nord et celle des peuples venant du Sud au Sud, Kyomba et ses compagnons traversèrent le Lac Tanganika en émigrant vers la rive occidentale du lac. Ensuite, Kyomba et ses compagnons émigrèrent après le complot monté et ourdi contre lui vers l'Ouest et arrivèrent aux bords du lac Kivu. Ensuite, ils traversèrent la Ruzizi et arrivèrent au Maniema et sur les bords du fleuve Lualaba vers la 2ème moitié du 16ème siècle.

Kyomba Fanger son fils et ses autres compagnons continuèrent leur migration en remontant le fleuve pendant que les autres vont ailleurs, d'où les noms de

- Tumanya : Ceux qui ont suivi la route par voie d'eau,
- Bena Kilunga : ceux qui suivaient la voie terrestre dans leur migration. Ces Bena Kilunga voyaient sur les bords orientaux du Lualaba et dans leur migration vers Lukunga, ils étaient avec les Buanza, Mumba et certains Basimba. Les Tumanya émigrent vers Ankori et obliquèrent vers l'Est en suivant la Luvua (Lualaba) tandis que leurs compagnons remontent le fleuve Lualaba jusqu'aux lagunes dans la région de Upemba. C'est vers le 17ème siècle

que commença l'arrivée progressive des gens dans les montagnes en provenance des plaines de Lualaba Kamalondo et nommèrent ces montagnes « KundeLungu ». Enfin, Tanga et son père Kyomba vont émigrer en traversant le Luapula à l'endroit actuel du poste de Kasenga et s'installèrent au Sud du Tanganika où ils étaient rejoints par les membres de Clan Bazimba Tanga, évitant de querelles, va émigrer vers Movwe sur les hauts plateaux de Marungu.

Walefee, F. (1955). La sécurité sociale au Congo Belge et au Rwanda-urundi. Bruxelles, Fonds colonial des invalides.

Ce livre s'intéresse essentiellement à la situation des agents non-indigènes, c'est-à-dire toute personne née en dehors du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, quelle que soit la race à laquelle elle appartient ainsi que toute personne née au Congo Belge et au Rwanda-urundi d'individus appartenant à une race étrangère au Congo. L'auteur se préoccupe du statut dont bénéficient ces agents non-indigènes au sein des entreprises privées. En effet, les agents non-indigènes engagés à titre temporaire ou hors-cadre par la colonie, bénéficiaient d'un statut spécial pour : augmenter la production industrielle, commerciale et agricole ; accroître les bénéfices afin de permettre aux employeurs de montrer plus généreux pour leur personnel non indigène, et venir en aide aux agents malades. A l'année de la publication de cet ouvrage, le nombre des non-indigènes résidant au Congo était environ 80000 et le nombre d'agents au service de sociétés privées et d'agents de la colonie hors-cadre était environ 17000. Il conclut que la législation s'inspire de ce qui a été fait en Belgique ; la réglementation a été plus simple parce que rien n'existait en la matière. La législation dans le domaine de l'assurance s'est ainsi inspirée de la politique étatique (pensions, allocations familiales, maladie – invalidité, maladies professionnelles) et du libéralisme.

Walle Sombo, B. (1990). "Economie et relations interethniques dans le Bas Lomami (Haut Zaïre)." Zaïre-Afrique(243).

En parlant des sources de la civilisation matérielle de cette région (composée de Topoke, Lokele, Bambole, Turumbu, Bangando Et Basolo), l'auteur parle des mouvements migratoires non dirigés ou migrations archaïques, car ces peuples ont dû emprunter presque les mêmes voies (cours d'eau).

- La 1ère vague de migrations de ces peuples se situe au 17ème siècle, à partir de la région de l'Uélé, dans le nord du Zaïre ;

- La 2ème vague de migration se situe au 19ème siècle et a conduit ces peuples à occuper successivement trois sites anciens :

- Rungu WatsaNiangara
- ZobiaButaPanga

- BanaliaYahumaBasoko
- La 3ème vague de migration se situe au 20ème siècle et a conduit ces peuples à occuper les zones administratives actuelles dénommées :
 - Zone d'Isangi : TopokeTurumbu et Fones
 - Zone de yaruma : Bangando
 - Zone d'Opala : bambole
 - Zone de Basoko : Basoko

Walle Sombo, B. (1990). "Les migrations des peuples du Bas-Lomami (Haut Zaïre) du 17e au 18e siècle." Annales Aequatoria.

L'article porte sur les peuples du Bas-Lomami. L'auteur affirme qu'il est difficile à reconstruire l'histoire des peuples d'Afrique noire au-delà de l'ère coloniale. Les sources écrites font défaut. L'auteur essaie de reconstituer l'histoire à l'aide des rapports des premiers administrateurs coloniaux. Il arrive à démontrer que les Topoke, les Lokele, les Bambole, les Bongambo, les Turumbu et les Basoko ont quitté l'Uélé vers le 17ème siècle pour s'établir définitivement vers le 18e siècle dans leurs emplacements actuels.

Willame, J.-C. (1997). Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu. Paris, Editions L'Harmattan.

Dans cet ouvrage, l'auteur centre son attention sur les violences ethniques dans le Kivu montagneux. Ces violences remettent en cause la problématique de la cohabitation pacifique entre les différentes communautés du Kivu. Ces communautés sont constituées de souches congolaises et celles provenant des migrations étrangères. C'est le cas des populations des souches rwandaises et burundaises issues des mouvements migratoires qui se sont opérés dans la région des Grands lacs à la fin du 19ème siècle et le long du 20ème siècle.

Le rôle de la politique coloniale de la Belgique est souligné dans le façonnage de la territorialisation de l'espace et des peuples. La dynamique de revendications identitaires est située au regard des enjeux de la modernité postcoloniale en RDC.

Willame, J.-C. (1999). Migrations et déplacements de populations dans les Grands Lacs africains: le temps de comptoirs et des signeurs de guerre. Conflits et guerre au Kivu et dans la région des Grands Lacs. P. Mathieu and J.-C. Willame. Paris, Editions L'Harmattan: 192-194.

L'auteur fait voir les conséquences sur les flux migratoires découlant de deux guerres enregistrées en RDC. Lors de la première guerre dite « guerre du Congo » en 1996, il y a eu deux types de migrations. Il y a d'abord l'exode des réfugiés rwandais dont les camps avaient été bombardés par l'armée de Laurent-Désiré Kabila. Ces réfugiés seront repoussés vers le centre de la RD Congo, plus vers les pays voisins et selon le HCR leur nombre serait de 37 000 personnes entre Février et octobre 1998. Avec la conquête du Zaïre par l'armée de Laurent-Désiré Kabila, on enregistre 187 000 personnes déplacées en juin 1997, 131 000 déplacés dans la Province Orientale en février 1998, 30 000 déplacés au Sud Kivu et 75 000 déplacés au Nord-Kivu durant la même période. Lors de la deuxième guerre en août 1998, il y a encore un nombre plus élevé de réfugiés externes qui fuient la RDC alors que les déplacés internes sont également en nombre aussi élevé. plus élevé que celui des populations ou personnes déplacées à l'intérieur de la RDC. selon le rapport de OCHA du 23 octobre 1998, il y a un total des réfugiés de 124 260, le total des déplacés de 128 000 et le total retour, 50 550, soit un total général de 377 698 déplacés et réfugiés. Enfin depuis 1998, le nombre des déplacés a triplé soit 450 000 RDC (avril 1999 dont 40 000 déplacés au Katanga, 50 000 déplacés à l'Equateur et 20 000 déplacés au Sud Kivu.

Wolff, E. (2001). Organisation de l'espace et infrastructure urbaine en RDC. Libreville, Editions Adie.

La mobilité de la population congolaise au sein de l'espace national est un fait qui mérite d'être souligné; les pouvoirs publics gagneraient à considérer cette mobilité et à prévenir toute dérive allant dans le sens de l'exclusion entre groupes ethniques. Des affinités culturelles existent entre les différentes régions du pays et elles doivent permettre de maintenir le caractère cosmopolite de la population congolaise, le ciment de l'unité nationale en dépend. A la base de cette dynamique, il y avait la mobilité des fonctionnaires de l'administration publique (permutation en vogue jusque dans les années 80) et celle des étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire (avant l'installation d'institutions régionales).

Yahmed, B. (2000). Migrations africaines: Atlas de l'Afrique. Paris, Editions Jaguar.

Abordant le problème de migration, l'auteur confirme ce qui suit : l'évolution de l'Afrique noire à l'époque antique est beaucoup moins bien connue. Le phénomène le plus marquant est celui de la lente et régulière migration des peuples noirs soit vers le cœur (centre) de l'Afrique, soit vers le Sud du Continent. La mise en place de peuples bantou se fera ainsi depuis le début de l'ère chrétienne jusqu'à la fin du 15^{ème} siècle. Emigrant de la région du Tchad, des groupes parviennent en Afrique centrale et sur le territoire congolaise, ils s'organisent en confédération des Etats. L'expansion migratoire des bantou congolais avait permis l'émergence de plusieurs grands Etats tels que : le royaume Kongo, l'Empire Luba, L'empire Kuba, etc. qui ont connu une grande prospérité. En définitive, les migrations congolaises se font d'ordinaire sur des distances assez courtes d'une génération à l'autre, les populations en migrations devant obtenir l'accord ou devant s'imposer de force aux autres populations déjà établies.

Yok Bakwey, P. N. (1984). L'industrialisation et le changement démographique. Les huileries du Congo Belge dans la région de Mapangu de 1923-1960. Lubumbashi, Département d'Histoire, Faculté des Lettres, Université de Lubumbashi.

L'objet de cette étude est d'apprécier le changement démographique opéré dans la région de Mapangu occupée par les Huileries du Congo Belge (H.C.B.). La préoccupation de l'auteur est d'étudier la mesure par laquelle une société capitaliste, ici les HCB, a déterminé la croissance démographique de la région étudiée. Cette région se trouve aux confins de la Province du Kasai Occidental et la Province de Bandundu. Il émet l'hypothèse selon laquelle l'industrialisation a transformé le modèle de progrès des sociétés et économies rurales de la colonie. La méthodologie utilisée dans cette étude est tributaire de la documentation mise à la disposition de l'auteur et surtout de l'orientation accordée à ce travail. Et cette orientation conduit à l'approche structurelle. La part de l'industrialisation des H.C.B. dans le changement démographique de la région de Mapangu est la mobilisation de force de travail et la mobilité de la main-d'œuvre. D'où la reproduction humaine et sociale permet le développement de mécanismes auto-régulateurs qui ont conduit à une croissance positive. Ce changement culturel a aussi contribué à l'accroissement global de la population. En conclusion, la croissance démographique de la région de Mapangu n'est pas organiquement liée à la présence des H.C.B., mais dépend essentiellement du développement de la capacité d'adaptation de la société rurale à un nouvel environnement socio-économique.

Zacharie, A. and F.-J. Diothée (2004). L'Afrique Centrale. Dix ans après le génocide. Liège, Editions Labor Edit.

Le génocide qui débute le 6 avril 1994 au Rwanda constitue un fait majeur qui explique l'existence des conflits dans la région des Grands Lacs. Ce conflit se déroule en majeure partie en RDC. Pendant le génocide, des centaines de milliers de Hutu ont fui le Rwanda pour se verser au Zaïre. Des camps de réfugiés s'installent un peu partout le long des frontières du Rwanda; en Tanzanie, Burundi, Zaïre. Dans ce dernier pays, plus de 850.000 réfugiés Hutu Rwandais s'installent. Le nord et le sud Kivu sont envahis. Le récit de cette situation est bien analysée par l'auteur.

Zeender, G. (2007). "IDMC: Continuing Displacement in DRC." *Forced Migration Review*(29): 65-66.

En dépit du succès des élections organisées au dernier semestre 2006 et du niveau acceptable de la stabilité, plus d'un million de gens demeurent déplacés dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. La situation est particulièrement alarmante dans le Nord Kivu où des centaines de milliers de gens se retrouvent déplacés dans les derniers mois.